

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT



ETUDE STRATÉGIQUE SUR LE SECTEUR DES INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES

Monographies

Avant-propos

Les industries culturelles et créatives (ICC) s'imposent comme un secteur majeur, pesant **2.300 milliards d'euros** et générant **6 %** de l'emploi mondial en 2022 (UNESCO). Néanmoins, ces industries continuent d'être perçues comme un secteur à risque par les Etats et institutions financières et pâtissent de ce fait d'un important manque d'investissement.

Dans ce cadre, l'objectif de cette analyse était d'estimer la taille du secteur en termes d'emploi, de revenus et de part du secteur informel, ainsi que d'identifier les principales tendances et besoins de développement des ICC par zone géographique, pays et industrie.

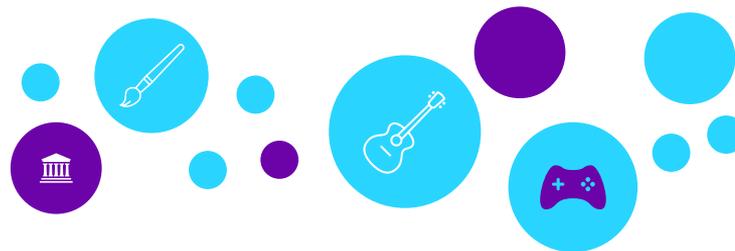
Afin de mener à bien ces travaux, nous avons conduit des entretiens avec des directions de l'AFD et des représentations françaises à l'étranger dans plus de 20 pays des zones d'intervention de l'Agence. Nous nous sommes également appuyés sur des rapports internationaux, outils d'analyse de marché et avons utilisé des hypothèses et estimations pour construire des données chiffrées.

Il ressort de notre analyse que les industries culturelles et créatives ne sont souvent pas perçues comme des industries à part entière, et que leur développement dans un pays est étroitement lié à l'impulsion donnée par l'État pour mettre en place des politiques publiques et un cadre incitatif et légal adapté.

L'exercice aura en outre permis de mettre en avant certaines limites dans l'analyse des ICC :

- la variation des définitions des ICC selon les différentes sources
- l'absence de bases de données centralisées dans de nombreux pays
- l'absence de nomenclature fixes de l'emploi dans les ICC
- l'absence d'indicateurs partagés au niveau mondial

Ces limitations soulignent la nécessité de mettre en place un cadre de suivi basé sur des indicateurs partagés, afin de fournir des données fiables et actualisées aux acteurs de l'écosystème et de guider l'action publique.



Sommaire

01

Résumé exécutif

02

Monographies détaillées

Sommaire

01

Résumé exécutif

02

Monographies détaillées

Chiffres clés



Stratégie et gouvernance



Stratégies nationales ICC

Dans de nombreux pays, **les industries culturelles et créatives ne semblent pas encore reconnues comme de véritables secteurs économiques**, capables de générer des revenus substantiels et de créer des emplois, ce qui freine leur développement et leur intégration dans les politiques publiques



Gouvernance

Les industries culturelles et créatives sont souvent **placées sous la tutelle du ministère de la Culture et sont gérées au niveau fédéral ou gouvernemental central**, ce qui centralise leur régulation et leur financement. La contribution des collectivités territoriales et services déconcentrés de l'Etat demeure limitée.



Droits d'auteur

Malgré l'existence de cadres légaux sur le droit d'auteur et la propriété intellectuelle, **l'application de ces lois reste complexe, ce qui limite leur efficacité** et pénalise les producteurs des industries culturelles et créatives en les exposant à des pertes économiques et à une protection insuffisante de leurs œuvres.



Ecosystème

Il existe un **manque de dialogue et de mise en relation efficace entre les différents professionnels du secteur**, notamment les industries, les institutions, les parties créatives et les investisseurs, ce qui freine les opportunités de collaboration et de développement.

Elément de benchmark (Serbie)

- > La **SGA (Serbian Games Association)** est une organisation qui fédère les acteurs de l'industrie du jeu vidéo en Serbie, jouant un rôle central dans le développement et la promotion de ce secteur en pleine expansion. Elle regroupe une diversité d'acteurs, notamment des studios de développement de jeux, des éditeurs, des professionnels indépendants (freelances), des entreprises technologiques, des institutions académiques, et des experts en marketing et design.

Axes prioritaires

- Renforcement des droits d'auteurs
- Mise en relation de l'écosystème par le soutien aux organismes centraux
- Aide à l'établissement de stratégies ICC

Entrepreneuriat et financement



Investissement public

L'investissement public dans les industries culturelles et créatives **provient généralement de fonds gérés par le ministère de la Culture et prend principalement la forme de subventions**, visant à soutenir la création et la diffusion d'activités culturelles. Ces subventions couvrent rarement la totalité des coûts de production.



Investissement privé

Les banques commerciales et les fonds de capital-risque investissent peu dans les industries culturelles et créatives, qu'ils considèrent comme un secteur à haut risque. Cette perception s'explique par l'incertitude des revenus, la volatilité de la demande, et la difficulté à évaluer des actifs principalement immatériels, rendant les investissements moins attractifs.



Débouchés professionnels

Le manque de débouchés professionnels et l'instabilité de l'emploi dans certaines ICC poussent les professionnels à **changer de domaine**, comme c'est le cas dans le secteur du patrimoine en Éthiopie, ou à **quitter leur pays**, comme constaté dans le cinéma libanais, où de nombreux talents cherchent des opportunités à l'étranger face aux défis économiques et structurels.



Emploi décent

Les entreprises des industries culturelles et créatives (ICC) **sont majoritairement des PME qui opèrent dans l'informel**, sans enregistrement officiel. Cette situation limite leur accès à des financements, à des opportunités de marché et à des protections juridiques.

Élément de benchmark (Brésil)

- > Le **SESC (Serviço Social do Comércio)** est une organisation brésilienne créée pour promouvoir le bien-être social, culturel et éducatif des travailleurs du secteur du commerce, ainsi que de leurs familles.. Le financement du SESC repose sur une **contribution obligatoire des entreprises du secteur du commerce, qui versent un pourcentage (généralement 1,5 %) de leur masse salariale à cet organisme.**

Axes prioritaires

- Aide à la création d'entreprise
- Aide à l'établissement de stratégies d'intégration de l'informel
- Aide à l'exportation

Formation et compétences



Compétences techniques

Il existe un vivier d'artistes et de professionnels compétents, mais **leurs compétences, souvent acquises par autoformation, ne sont pas toujours formalisées**, ce qui limite leur reconnaissance dans le secteur, notamment par des acteurs internationaux



Compétences managériales

Il existe un besoin crucial en compétences managériales chez les professionnels des industries culturelles et créatives, notamment dans des domaines tels que la **construction de modèles économiques viables, la gestion des ressources humaines, l'analyse financière et stratégique**, afin de renforcer la pérennité et la compétitivité du secteur



Compétences publiques

Les administrations, en particulier le ministère de la Culture, doivent **disposer de ressources humaines adéquates** pour soutenir le secteur des ICC, ce qui implique la formation des fonctionnaires à **l'élaboration de politiques publiques et gestion de projets culturels** afin d'assurer un accompagnement efficace



Exportations

De nombreux acteurs des industries culturelles et créatives cherchent à accéder aux marchés internationaux et ont **besoin d'accompagnement pour apprendre à cibler les bons marchés, adapter leurs œuvres, prospecter efficacement** et naviguer dans les spécificités de chaque région

Élément de benchmark (Brésil)

- > Le programme **Cinema do Brasil** est une initiative visant à promouvoir et exporter les films brésiliens à l'international. Il a été créé par le Syndicat de l'industrie audiovisuelle de São Paulo (SIAESP) en partenariat avec Apex-Brasil et le ministère de la Culture/
Son objectif principal est de **renforcer la présence des productions brésiliennes sur les marchés étrangers**, notamment en facilitant les coproductions et en élargissant les opportunités de distribution à l'international

Axes prioritaires

- Aide à l'exportation
- Création de filières de formation spécialisées
- Mise en relation des créatifs avec les profils managériaux
- Création de passerelles entre le monde de l'enseignement et le monde professionnel

Infrastructures et équipements



Matières premières

Certaines industries culturelles et créatives sont freinées par le **manque d'accès aux matières premières essentielles**, comme le coton pour la mode au Nigéria, le papier pour l'édition en Argentine, ou le bois pour l'artisanat au Ghana, limitant ainsi leur capacité à se développer et à répondre à la demande



Représentation

Un des défis réside dans le manque d'infrastructures adéquates pour la **diffusion, la représentation et l'exploitation des œuvres**, un problème qui varie selon les chaînes de valeur des industries culturelles et créatives, rendant difficile leur accès à un public plus large et leur développement.



Production

Les professionnels des industries culturelles et créatives n'ont pas toujours accès à des **infrastructures de production adaptées**, telles que des unités de confection textile ou des studios d'enregistrement, et ne peuvent produire de façon optimale pour développer un modèle artistique et économique viable



Infrastructure numérique

Le numérique facilite globalement la diffusion de contenu à l'international et **ouvre ainsi de nouveaux débouchés pour les artistes** en leur permettant d'atteindre un public mondial plus large et de diversifier leurs sources de revenus.

Élément de benchmark (Kenya)

- > **L'émergence des plateformes VOD (Vidéo à la Demande) et de streaming OTT (Over-the-top) et le faible coût d'accès aux données** a radicalement transformé l'industrie audiovisuelle du pays.

Cette évolution a permis à des services comme **Netflix, Showmax et Viusasa** de s'intéresser de plus en plus aux contenus locaux, offrant ainsi une visibilité accrue aux productions kényanes et **la diffusion de ces œuvres non seulement sur le marché local, mais aussi à l'international.**

Axes prioritaires

- Mise en relation des acteurs avec les plateformes internationales
- Création d'infrastructures de production
- Renforcement de l'accessibilité des infrastructures de représentation / diffusion / exploitation sur l'ensemble des territoires

Sommaire

01

Résumé exécutif

02

Monographies détaillées

Liste des monographies

- | | | | | |
|---|--|--|---|--|
| 01 Egypte (musique)  | 02 Maroc (cinéma)  | 03 Maroc (jeux vidéo)  | 04 Tunisie (cinéma)  | 05 Tunisie (musique)  |
| 06 Afrique du Sud (arts de la scène)  | 07 Bénin (musique)  | 08 Côte d'Ivoire (mode)  | 09 Ethiopie (patrimoine)  | 10 Ghana (artisanat d'art)  |
| 11 Kenya (cinéma)  | 12 Nigéria (mode)  | 13 Sénégal (arts de la scène)  | 14 Togo (cinéma)  | 15 Argentine (édition / livres)  |
| 16 Brésil (cinéma)  | 17 Colombie (musique)  | 18 Cuba (musique)  | 19 Mexique (patrimoine)  | 20 Cambodge (patrimoine)  |
| 21 Inde (patrimoine)  | 22 Indonésie (cinéma)  | 23 Vietnam (cinéma)  | 24 Serbie (jeux vidéo)  | 25 Haïti (arts de la scène)  |
| 26 Madagascar (patrimoine)  | 27 Maurice (patrimoine)  | 28 Liban (cinéma)  | | |

-  Afrique du Nord
-  Afrique subsaharienne
-  Amérique centrale / latine
-  Asie du Sud
-  Balkans occidentaux
-  Caraïbes
-  Indopacifique
-  Proche et Moyen-Orient

Afrique du Nord

Egypte (musique) 🎵

Maroc (cinéma /
jeux vidéo)



Tunisie (cinéma /
musique) 🎵



Egypte (musique)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



8,1 Ma

Revenus des ICC dans le pays en USD (2% du PIB)

416.160

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC (1,49%)

1,97 %

Des dépenses des ménages consacrées à la culture

62.340

Emplois occupés par des femmes (15%)

52.020

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (12%)

814 M USD

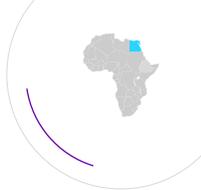
D'exportations de biens et services culturels

2.389 M USD

Chiffre d'affaires du secteur informel

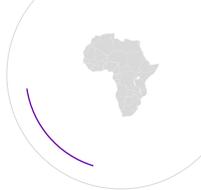
278.820

Nombre d'emplois informels dans les ICC (67%)



Egypte (musique)

Vue globale du secteur



PRESENTATION DU SECTEUR

- > Le secteur de la musique en Égypte est riche de traditions et de diversité, mêlant musique classique arabe, musique populaire (shaabi) et nouveaux genres contemporains. Cependant, il fait face à plusieurs défis majeurs : le manque de soutien financier et d'infrastructures modernes, la prédominance du piratage, ainsi qu'une réglementation stricte qui limite parfois la liberté de création et d'expression des artistes. En dépit de ces obstacles, les jeunes musiciens égyptiens innovent pour faire évoluer la scène musicale locale et internationale.

30 M USD

De revenus de
l'industrie musicale

95%

Des revenus provenant
du streaming

PRINCIPAUX ACTEURS

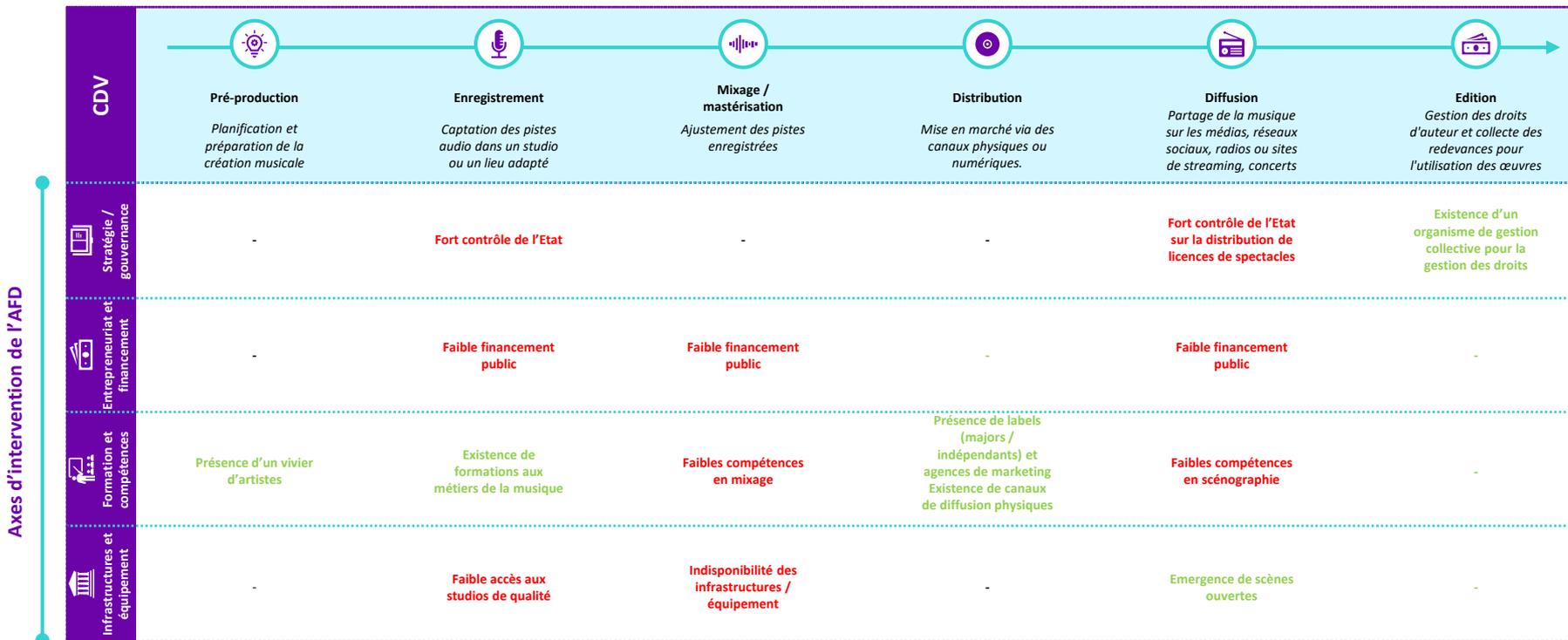
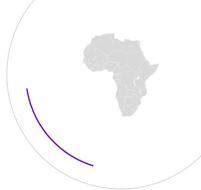
- > **Le ministère égyptien de la Culture** est chargé de la régulation, du financement, et de la mise en valeur de la culture égyptienne, y compris de la musique. Il soutient divers projets musicaux, festivals et initiatives pour préserver le patrimoine musical du pays.
- > **Le Syndicat des Musiciens (Syndicate of Musical Professions)** impose des licences aux artistes pour leurs performances et veille à la protection des droits des musiciens. Il joue également un rôle dans la régulation des spectacles et dans la lutte contre le travail non autorisé des musiciens.
- > **La Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de la République Arabe d'Égypte**, affiliée à la SACEM, est en charge de la gestion des droits d'auteurs et des droits voisins.
- > **La Maison de l'Opéra du Caire** est un centre culturel important qui accueille des concerts de musique classique, des ballets et d'autres événements artistiques. Elle favorise la diffusion de la musique égyptienne classique et internationale, offrant une plateforme prestigieuse aux musiciens locaux et étrangers.
- > **Les labels de musique indépendants** jouent un rôle central dans le soutien et la promotion de nouveaux talents et de genres musicaux alternatifs. En dehors des grands circuits traditionnels, ils permettent aux artistes émergents de produire et de distribuer leur musique, contribuant ainsi à diversifier l'offre musicale en Égypte.



 <p>Stratégie et gouvernance</p>	<ul style="list-style-type: none">→ Une prise de conscience de l'importance de la culture: L'Égypte reconnaît le potentiel économique de ses industries créatives, y compris la musique, et encourage leur développement dans sa Vision 2030. Parmi les mesures prévues dans cette stratégie l'augmentation du financement de la culture, la défense de la propriété intellectuelle, l'aide à la digitalisation, le développement des infrastructures.× Un fort contrôle de l'Etat sur la production musicale: Les artistes doivent obligatoirement adhérer au Syndicat des Musiciens pour pouvoir pratiquer. Celui-ci établit des normes pour la profession et délivre des licences pour les spectacles. Ce système limite la créativité des artistes et leurs opportunités professionnelles× D'importants défis dans la collecte des droits d'auteur: le manque de moyens, l'environnement juridique complexe et le manque de moyens des organismes de gestion collectives rendent la collecte des droits d'auteur difficile dans le pays
 <p>Entrepreneuriat et financement</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'introduction de nouveaux mécanismes de financement : Le secteur des PME égyptiennes est marqué par une utilisation accrue des médias sociaux et du commerce électronique, ainsi que par l'adoption croissante des solutions BNPL (Buy-Now-Pay-Later), du financement au point de vente (POS) et des portefeuilles électroniques (e-wallet)× Un manque de financement public : Les artistes et entreprises du secteur ne bénéficient pas d'aide de la part de l'Etat et dépendent principalement du financement d'acteurs privés et internationaux (Arab Fund for Arts and Culture, Fondation Aga Khan)× Un faible accès au crédit bancaire pour les PME : Le secteur privé égyptien est constitué à 98% de PME qui peinent à accéder au financement en raison des conditions de garantie imposées par les banques commerciales
 <p>Formation et compétences</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'existence de formations aux métiers de la musique : En Égypte, diverses institutions, comme l'Académie des Arts et le Conservatoire de musique du Caire, offrent des formations aux métiers de la musique, couvrant la performance, la composition, la production et la gestion culturelle.× Le manque de professionnels du mixage / mastérisation : Les chanteurs / musiciens peinent à trouver des acteurs compétents pour réaliser le mixage sonore et font appel à des entreprises en France ou en Europe de l'Est (moins onéreux)
 <p>Infrastructures et équipement</p>	<ul style="list-style-type: none">× Un faible accès aux infrastructures d'enregistrement : Il n'y a pas assez de studios d'enregistrement pour répondre à la demande. Ceux-ci sont très souvent gérés par des acteurs informels qui pratiquent des tarifs élevés, et sont mal insonorisés.→ L'émergence d'une scène musicale underground: L'émergence de scènes ouvertes en Égypte facilite l'accès des musiciens à des performances, favorisant ainsi la diversité et l'innovation dans la culture musicale locale.

Egypte (musique)

Cartographie des besoins



Maroc (cinéma / jeu vidéo)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



840 M

Revenus des ICC dans le pays en USD (1% du PIB)

100.000

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC (1%)



0,50 %

Des dépenses des ménages consacrées à la culture

21.270

Emplois occupés par des femmes (21%)

8.420

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (8%)

255 M USD

D'exportations de biens et services culturels

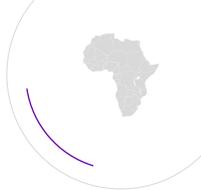
233,6 M USD

Chiffre d'affaires du secteur informel

60.000

Nombre d'emplois informels dans les ICC (60%)





PRESENTATION DU SECTEUR

- > Le secteur du cinéma marocain regorge de talents créatifs et d'opportunités, soutenu par une volonté nationale de le développer, comme en témoignent les efforts pour renforcer les infrastructures (salles de cinéma) et attirer les productions internationales. Cependant, il souffre de plusieurs limites, telles que le manque de débouchés pour les films locaux, avec une faible présence dans les salles de cinéma, et des difficultés d'exportation des œuvres à l'international, freinant ainsi leur potentiel commercial. Malgré les initiatives du Centre Cinématographique Marocain (CCM) pour soutenir la production et la distribution, l'absence d'une stratégie pour améliorer la visibilité des films marocains sur les marchés étrangers reste un obstacle majeur.

8,8 M USD

Revenus du cinéma au Maroc en 2023

34

Longs métrages produits en 2023

109 M USD

Revenus des tournages étrangers en 2023

81

Ecrans de cinéma dans le pays

PRINCIPAUX ACTEURS

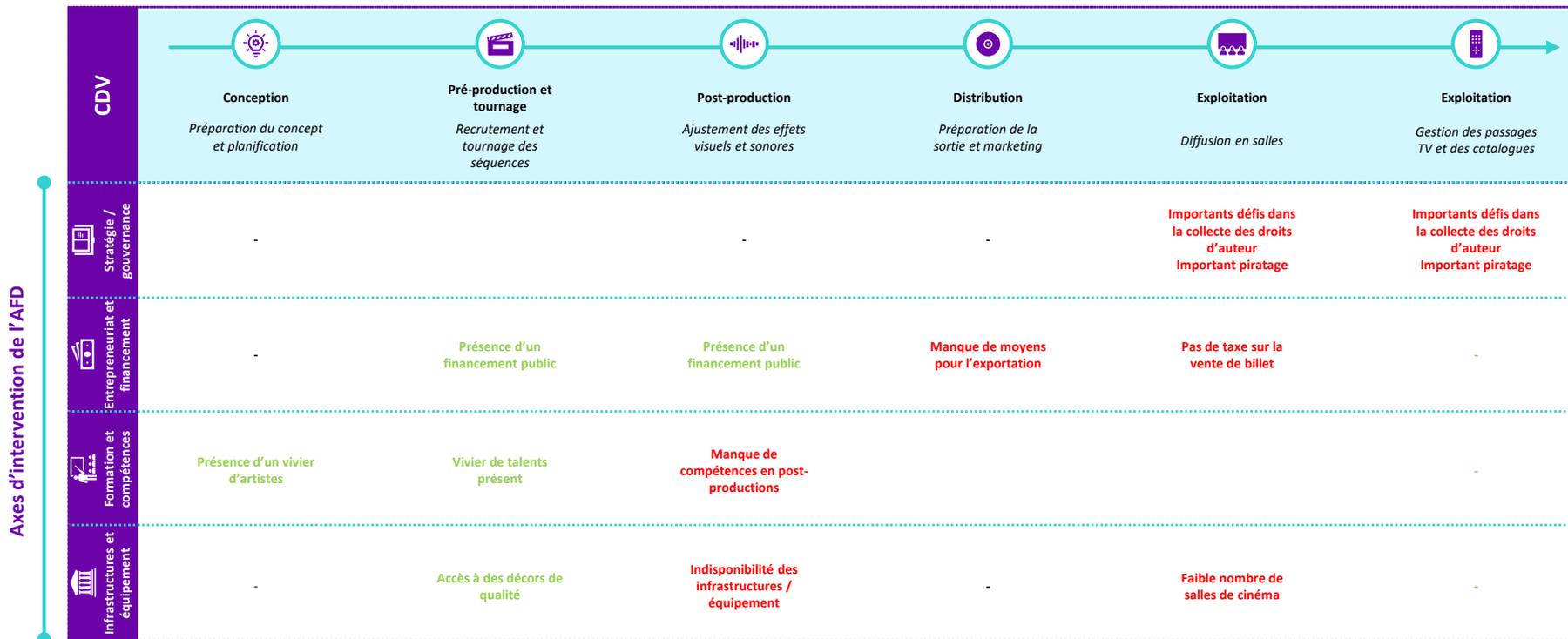
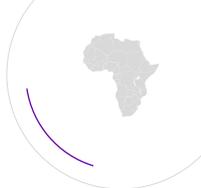
- > Le secteur cinématographique est placé sous la tutelle du **ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication**, avec pour mission de promouvoir le cinéma national, en tant que vecteur de valeurs culturelles et de création d'emplois et de richesses.
- > Le **Centre Cinématographique Marocain (CCM)** est un établissement public chargé de promouvoir et distribuer les films marocains, de soutenir la production nationale à travers des fonds d'aide, et d'attirer les productions étrangères au Maroc.
- > Le **Bureau des Droits d'Auteur du Maroc (BDA)** est l'organisme chargé de la gestion et de la protection des droits d'auteur, veillant à la collecte et à la répartition des royalties pour les créateurs, ainsi qu'à la lutte contre la contrefaçon des œuvres artistiques et littéraires.
- > Le secteur audiovisuel au Maroc est régulé par **la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA)**, composée du Conseil Supérieur de la Communication Audiovisuelle et de la Direction Générale de la Communication Audiovisuelle.
- > Les différents professionnels du secteur **sont représentés par plusieurs organisations** : l'Union des Réalisateur Auteurs Marocains, la Chambre marocaine des Producteurs de Films et la Fédération marocaine des industries de l'audiovisuel et du cinéma.
- > La **Fédération des Industries Culturelles et Créatives (FICC)** est une organisation qui regroupe les acteurs du secteur des ICC au Maroc afin de promouvoir leur développement, structurer l'écosystème, défendre les intérêts des professionnels et contribuer à la mise en place de politiques publiques favorisant la croissance et la compétitivité du secteur.

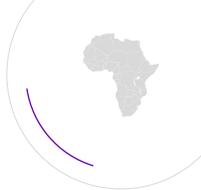


 <p>Stratégie et gouvernance</p>	<ul style="list-style-type: none">→ Une structuration progressive du secteur : la loi 18-28 ou « Code du cinéma » au Maroc vise à rééquilibrer le marché en limitant les monopoles, notamment en interdisant aux distributeurs de posséder des salles, afin de renforcer la transparence et attirer de nouveaux investisseurs, mais il suscite des inquiétudes chez certains acteurs établis.× Une gouvernance insuffisante : Depuis 2023, le Centre Cinématographique Marocain (CCM) est dirigé par un directeur par intérim, ce qui engendre un manque de stabilité et de continuité dans la gestion stratégique du secteur cinématographique marocain, ralentissant potentiellement la mise en œuvre de réformes et d'initiatives importantes× D'importants défis dans la collecte des droits d'auteur: Le secteur est soumis à un piratage important qui générerait plus de 20 M USD par an. Même si le pays dispose d'un cadre légal défendant la propriété intellectuelle, le Bureau Marocain des Droits d'auteurs ne dispose pas des compétences et des ressources nécessaires permettant de sensibiliser et d'appliquer les lois.
 <p>Entrepreneuriat et financement</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'Etat contribue au financement du secteur : Le financement du cinéma au Maroc repose sur plusieurs mécanismes, notamment le Fonds d'Aide à la Production Cinématographique, qui soutient les films nationaux, des incitations fiscales pour attirer les productions étrangères, ainsi que des subventions pour la post-production et la distribution des films marocains× Un manque de moyens pour l'exportation: Les producteurs de films marocains manquent de moyens et de réseaux nécessaires pour exporter leurs œuvres à l'international, ce qui limite leurs débouchés et freine leur visibilité sur les marchés mondiaux.
 <p>Formation et compétences</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'existence de formations aux métiers du cinéma : Plusieurs institutions publiques (Institut Supérieur de l'Information et de la Communication, Institut Supérieur d'Art Dramatique et d'Animation Culturelle, Université Hassan II, etc.) et privées (Ecole des Métiers du Cinéma, Institut Spécialisé du Cinéma et de l'Audiovisuel, etc.) offrent des cursus de formation qui couvrent les principaux besoins des professionnels du secteur× Un manque de compétences en post-production et distribution: Les producteurs peinent à trouver de la main d'œuvre qualifiée pour la réalisation des effets spéciaux 2D/ 3D. Les propriétaires de salles de cinéma au Maroc manquent quant à eux de compétences nécessaires pour gérer efficacement leurs établissements, et il n'y a pas de réflexion stratégique claire sur leur modèle économique, le public ciblé ou les sources de revenus à exploiter.
 <p>Infrastructures et équipement</p>	<ul style="list-style-type: none">× Un faible accès aux infrastructures de diffusion : Le nombre de salles de cinéma est passé de plus de 300 dans les années 80 à près de 35 aujourd'hui. Pour répondre à cela, l'Etat marocain prévoit l'ouverture progressive de 150 salles de cinéma dans les prochaines années, dont 50 d'ici fin 2024.→ L'accès à des décors de qualité : Le Maroc possède des décors naturels variés, tels que les montagnes, les plages et le désert, attirant ainsi de nombreuses productions internationales grâce à la diversité et la beauté de ses paysages. Les revenus générés par les tournages étrangers sont estimés à 1,1 MMDH (109 M USD) en 2023

Maroc (cinéma)

Cartographie des besoins





PRESENTATION DU SECTEUR

- > Le secteur du jeu vidéo au Maroc est en pleine émergence avec l'ambition de devenir un hub régional en Afrique du Nord et au-delà. Porté par des initiatives comme la future "Rabat Gaming City" et le soutien à des startups locales, ce domaine se développe grâce à une jeunesse créative et connectée. Cependant, il fait face à des défis majeurs, notamment le manque de financement pour les studios locaux, des formations encore insuffisantes et un cadre légal inadéquat. Avec un marché estimé à plusieurs milliards de dirhams, l'industrie a le potentiel de devenir un levier économique et culturel, à condition de renforcer les investissements et l'écosystème de soutien

5.000-10.000

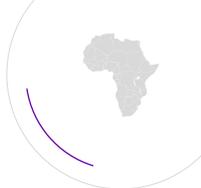
Emplois potentiels d'ici
2030

500 M USD

Chiffre d'affaires potentiel
à horizon 2030

PRINCIPAUX ACTEURS

- > Le secteur est régi par le **ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication**, qui élabore la stratégie nationale du secteur et assure sa mise en œuvre
- > La **Fédération Royale Marocaine des Jeux Électroniques** est une organisation sportive officielle sous l'égide du MJCC qui a pour mission de structurer, promouvoir et encadrer les jeux électroniques et l'e-sport au Maroc, tout en soutenant les talents locaux et en positionnant le pays sur la scène internationale
- > **L'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations** soutient le secteur des jeux vidéo au Maroc en facilitant les investissements étrangers, en promouvant les partenariats internationaux, en aidant les entreprises locales à s'implanter sur les marchés mondiaux, et en valorisant l'écosystème numérique à travers des initiatives ciblées d'accompagnement et de formation
- > Le Maroc compte **plusieurs petites structures** qui développent des jeux vidéo, notamment pour mobiles et PC. Ces studios innovent avec des ressources limitées et ciblent principalement les marchés locaux et africains.

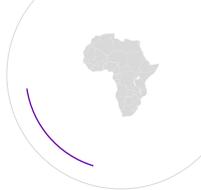


Opportunités et freins

 <p>Stratégie et gouvernance</p>	<ul style="list-style-type: none">→ Une forte volonté nationale de développer le secteur : Le ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication a lancé en 2022 la stratégie sectorielle du secteur autour de 4 axes (mise en place d'infrastructures technologiques, développement de la formation, soutien aux investissements / incubations, promotion internationale du secteur)→ L'organisation d'événements d'envergure pour structurer le secteur : Le Maroc organise des événements autour du jeu vidéo tels que la Morocco Gaming Expo qui rassemble des entreprises locales et internationales pour découvrir les dernières tendances, partager des connaissances et promouvoir l'industrie du gaming et de l'esport dans le pays.× L'absence d'un cadre juridique dédié : Le Maroc ne dispose pas encore d'un cadre juridique spécifique dédié au secteur du jeu vidéo, ce qui crée un vide législatif en matière de réglementation de l'industrie, de la propriété intellectuelle, et de l'esport.
 <p>Entrepreneuriat et financement</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'Etat contribue au financement du secteur : L'Etat, et plus particulièrement l'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations, a mis en place plusieurs avantages visant à aider les entreprises du secteur. Parmi les composantes de l'offre Maroc des primes à l'emploi, des incitations fiscales et une contribution aux frais de formation. A noter que ces incitations sont exclusives aux projets d'investissement supérieurs à 5 M USD.× Un faible accès au financement des PME : Les entreprises de capital-risque n'investissent pas dans les jeux vidéo compte tenu du manque de maturité du secteur. Sans investissement important (+100 M USD pour un AAA en moyenne dont 75% en marketing), les studios ne peuvent survivre sur le long terme.
 <p>Formation et compétences</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'existence d'un vivier de compétences numériques : Il existe un vivier important de talents digitaux au Maroc, nourri par de nombreuses écoles spécialisées telles que l'École Nationale Supérieure d'Informatique et d'Analyse de Systèmes (ENSIAS), l'Institut Spécialisé dans les Métiers du Numérique (ISMN), et l'École supérieure de Technologie (EST), entre autres.× Une forte concentration des formations autour du développement : Les formations disponibles ne couvrent pas certains métiers essentiels au jeu vidéo tels que ceux de la conception artistique (écriture, game artists, spécialistes son, musiciens, etc.) et de la gestion de projet (directeur de jeu, product owner)× Très peu de formations spécialisées : Les formations disponibles (ENSAD, EPAG, etc.) offrent une introduction à tous les métiers du jeu vidéo et sont plus courtes que dans d'autres pays (1 à 2 ans contre 3 à 5 ans en France). Le manque de spécialisation des profils peut être un frein dans l'attraction de studios majeurs sur le territoire national.
 <p>Infrastructures et équipement</p>	<ul style="list-style-type: none">→ La création d'infrastructures de développement : Le Royaume du Maroc s'engage en faveur de la création d'infrastructures permettant le développement de jeux vidéo, en témoigne la création de la Cité du Gaming / Rabat Gaming City pour un investissement global de 26 M USD.→ La présence d'infrastructures digitales de qualité : Le pays est doté d'infrastructures réseau permettant le développement de jeux vidéo. Du côté des consommateurs, on estime que les joueurs pourraient représenter 20% de la population d'ici 2027.

Maroc (jeux vidéo)

Cartographie des besoins



Axes d'intervention de l'AFD

CDV	Conception <i>Préparation du concept et planification</i>	Pré-production <i>Elaboration du script et conception artistique</i>	Développement <i>Programmation du contenu du jeu</i>	Lancement marché <i>Préparation de la sortie et marketing</i>	Post-lancement <i>Gestion des problèmes techniques</i>
Stratégie / gouvernance	-	-	-	Existence d'événements d'envergure Cadre juridique insuffisant Important piratage	-
Entrepreneuriat et financement	-	Cadre incitatif pour les grands studios Manque d'investissement pour les PME	Cadre incitatif pour les grands studios Manque d'investissement pour les PME	Manque d'investissement pour le marketing	-
Formation et compétences	Présence d'un vivier d'artistes	Faibles formations pour les métiers artistiques	Manque de profils spécialisés	-	-
Infrastructures et équipement	-	-	Construction d'infrastructures de qualité (Cité du Gaming)	-	Infrastructures réseau de qualité

Tunisie (cinéma / musique)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



798 M

Revenus des ICC dans le pays en USD (2% du PIB)

70.000

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC



0,8%

Des dépenses des ménages consacrées à la culture



19.670

Emplois occupés par des femmes (28%)



4.630

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (7%)



363 M USD

D'exportations de biens et services culturels



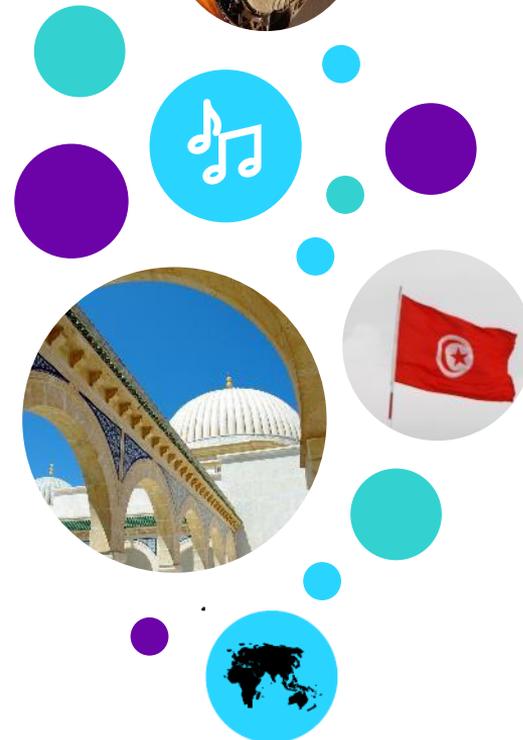
287,6 M USD

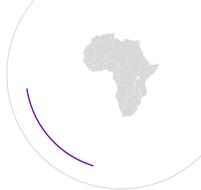
Chiffre d'affaires du secteur informel



40.000

Nombre d'emplois informels dans les ICC (57%)





PRESENTATION DU SECTEUR

- > Le secteur du cinéma en Tunisie possède un fort potentiel créatif, marqué par une histoire cinématographique riche et des productions reconnues à l'international. Cependant, il fait face à plusieurs défis, notamment le manque de financement, des infrastructures limitées et un accès restreint aux marchés internationaux.

Le marché local est également fragile, avec une fréquentation des salles de cinéma faible et une concurrence du piratage. De plus, le secteur souffre d'une pénurie de professionnels qualifiés. Malgré ces obstacles, des initiatives comme les Journées Cinématographiques de Carthage et des coproductions régionales offrent des perspectives pour renforcer la visibilité du cinéma tunisien.

25%

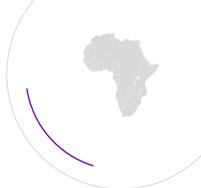
Des revenus du secteur perdus à cause du piratage

19

Salles de cinéma dans le pays

PRINCIPAUX ACTEURS

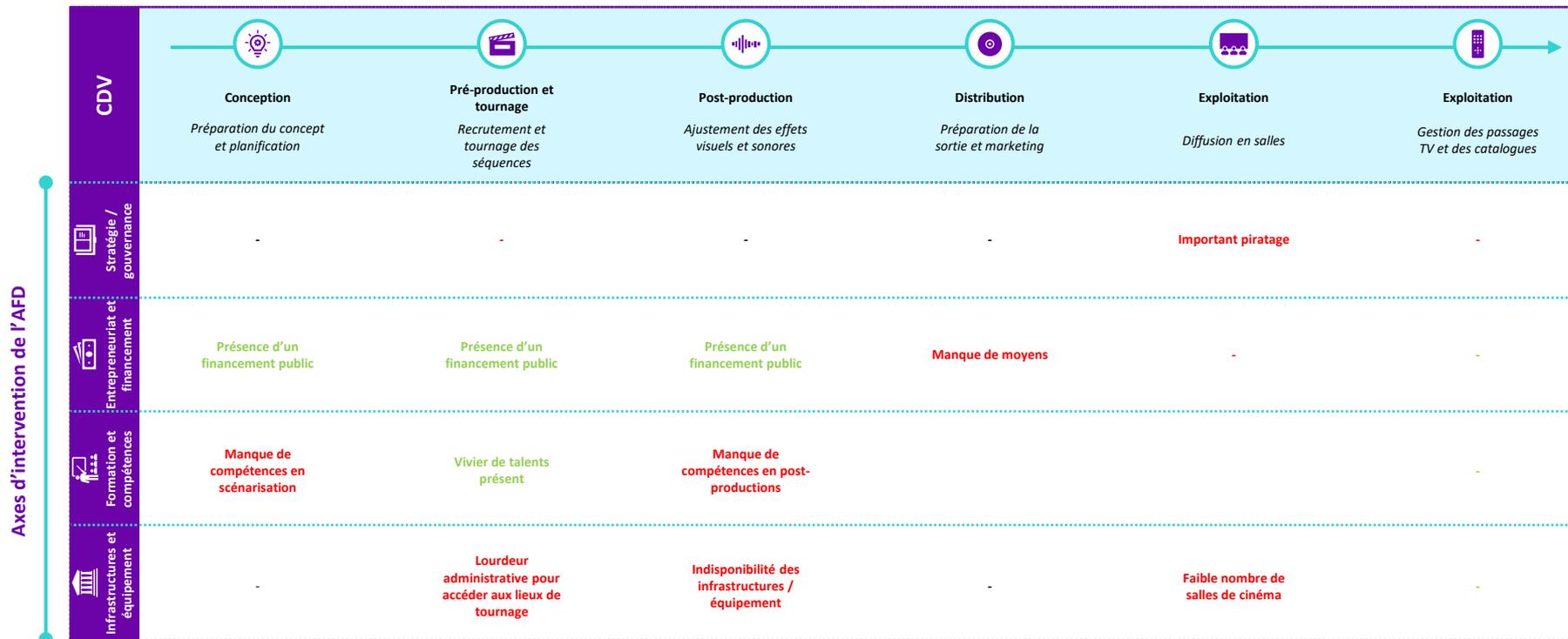
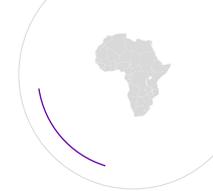
- > **Le ministère des Affaires culturelles** supervise l'ensemble des initiatives culturelles en Tunisie, y compris le secteur du cinéma, en coordonnant les politiques publiques et en soutenant les festivals, les productions et les infrastructures.
- > **Le Centre National du Cinéma et de l'Image (CNCI)** est un organe central dédié au cinéma, créé pour développer la production audiovisuelle et cinématographique. Le CNCI attribue des fonds pour les projets, assure la promotion du cinéma tunisien à l'international et soutient la numérisation et la conservation des archives cinématographiques.
- > **L'Organisme Tunisien des Droits d'Auteur et des Droits Voisins (OTDAV)** est un organisme public chargé de la gestion et de la protection des droits d'auteur et droits voisins en Tunisie. Il joue un rôle clé dans la sauvegarde des intérêts des créateurs (réalisateurs, scénaristes, compositeurs, etc.) en veillant à ce que leurs œuvres soient protégées contre l'utilisation non autorisée.
- > Des organisations professionnelles telles que **l'Association des Cinéastes Tunisiens Indépendants**, **l'Association des Réalisateurs des Films Tunisiens** et la **Chambre Syndicale Nationale des Producteurs de Cinéma et de l'Audiovisuel** représentent les parties prenantes et défendent leurs droits



 <p>Stratégie et gouvernance</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'existence d'une feuille de route pour le développement des ICC : La Tunisie dispose d'une feuille de route pour les industries culturelles et créatives (ICC), incluant des axes clés tels que l'adoption d'une nomenclature spécifique aux ICC, la création d'un "Créative Act", la sensibilisation aux droits d'auteur, ainsi que la révision des lois et subventions du secteur.× Des démarches administratives contraignantes : Les procédures liées à l'obtention des autorisations de tournage (pour les productions locales et étrangères) sont très longues, ce qui désincite les professionnels à tourner en Tunisie. La digitalisation des procédures et la création d'un guichet unique permettraient de fluidifier les demandes.× Un piratage important : Bien que des lois sur la protection des droits d'auteur existent en Tunisie, le piratage reste un problème majeur, avec près de 25 % des revenus du secteur perdus chaque année.
 <p>Entrepreneuriat et financement</p>	<ul style="list-style-type: none">→ Une facilitation du processus de création de startups : L'Etat tunisien a publié la Loi sur les Startups en 2018 qui crée un label et offre des avantages (notamment fiscaux) aux entreprises opérant dans certains secteurs innovants.× Des difficultés dans l'accès au financement privé : Les sponsors hésitent à investir dans la production cinématographique en raison de la perception du cinéma comme un secteur peu rentable. Cette situation pousse de nombreux cinéastes à explorer des solutions à faible coût, telles que le cinéma mobile ou les plateformes numériques.× Des subventions publiques insuffisantes : Le gouvernement a mis en place des subventions d'aide au secteur, mais celles-ci ne permettent de financer qu'une vingtaine de films par an (enveloppe annuelle de 950.000 USD), ne doivent pas dépasser 35% du coût de l'œuvre et ne couvrent qu'une partie des activités (écriture, production ,post-production). De ce fait, les producteurs dépendent fortement du financement issu des accords de co-production (notamment avec la France et l'Italie) pour mener à bien leurs projets.
 <p>Formation et compétences</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'existence de formations : En Tunisie, plusieurs institutions de renom forment les futurs professionnels du cinéma, telles que l'Institut Supérieur des Arts Multimédia de la Manouba (ISAMM) et l'École Supérieure de l'Audiovisuel et du Cinéma (ESAC), qui offrent des programmes spécialisés en audiovisuel et en production cinématographique.× Un manque de compétences en écriture post-production: Les professionnels du secteur peinent à trouver des scénaristes et techniciens et studios de post-production, notamment en effet 2D/ 3D.
 <p>Infrastructures et équipement</p>	<ul style="list-style-type: none">× La diminution des infrastructures d'exploitation : Depuis 1953, le nombre de salles de cinéma est passé de 100 (1 salle pour 30.000 habitants) à 19 aujourd'hui (1 salle pour 666.000 habitants)→ L'émergence de plateformes de diffusion locales : Des plateformes de streaming en vidéo tunisiennes telles que Artify et Forja.tn possèdent un catalogue de dizaines d'œuvres tunisiennes, et d'autres plateformes sont créées par les principaux opérateurs de téléphonie mobile (Tunisie Telecom, Ooredoo, Orange Tunisie)

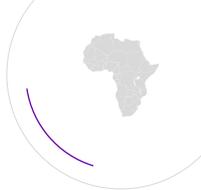
Tunisie (cinéma)

Cartographie des besoins



Tunisie (musique)

Vue globale du secteur



PRESENTATION DU SECTEUR

- > L'industrie musicale tunisienne, riche de son patrimoine culturel et de sa scène contemporaine variée, fait face à des défis majeurs. Le manque d'infrastructures de diffusion, avec peu de salles de concert modernes et accessibles, limite la visibilité des artistes, tandis que l'absence d'un système de financement structuré rend difficile la production musicale durable.

Les musiciens dépendent souvent de financements ponctuels ou privés, et la faible protection des droits d'auteur accentue les difficultés économiques du secteur. Ces obstacles freinent le développement de l'industrie, malgré un potentiel artistique reconnu à l'échelle régionale et internationale.

8,66 M USD

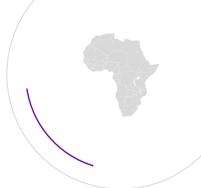
Revenus projetés du streaming musical en 2024

890.000

Utilisateurs projetés du streaming musical d'ici 2027

PRINCIPAUX ACTEURS

- > **Le ministère des Affaires culturelles** supervise l'ensemble des initiatives culturelles en Tunisie, y compris le secteur de la musique, en coordonnant les politiques publiques et en soutenant les festivals, les productions et les infrastructures.
- > **L'Organisme Tunisien des Droits d'Auteur et des Droits Voisins (OTDAV)** est un organisme public chargé de la gestion et de la protection des droits d'auteur et droits voisins en Tunisie. Il joue un rôle clé dans la sauvegarde des intérêts des créateurs (réalisateurs, scénaristes, compositeurs, etc.) en veillant à ce que leurs œuvres soient protégées contre l'utilisation non autorisée.
- > **L'Union des Artistes Arabes en Tunisie** regroupe les artistes de la région pour promouvoir les collaborations musicales et préserver le patrimoine musical arabe
- > **L'Association des Artistes Musiciens de Tunisie** agit pour défendre les droits des musiciens tout en organisant des concerts et des événements pour promouvoir la musique locale
- > **L'Institut Supérieur de Musique de Tunis (ISM)** forme les musiciens et enseignants en proposant des cursus en musique classique, arabe, et contemporaine, pour renforcer la qualité artistique du pays



Stratégie et gouvernance

- **L'existence d'une feuille de route pour le développement des ICC** : La Tunisie dispose d'une feuille de route pour les industries culturelles et créatives (ICC), incluant des axes clés tels que l'adoption d'une nomenclature spécifique aux ICC, la création d'un "Créative Act", la sensibilisation aux droits d'auteur, ainsi que la révision des lois et subventions du secteur.
- × **Une gouvernance insuffisante**: Le ministère des Affaires Culturelles connaît un turnover important de ses effectifs qui ne sont pas formés à la gestion de projets publics dans le domaine des arts et de la culture



Entrepreneuriat et financement

- × **Des subventions publiques insuffisantes** : En Tunisie, le financement de la musique est principalement limité à des appels à projets ponctuels, et le soutien public reste faible. Ce manque de financement touche particulièrement les genres musicaux moins institutionnalisés, comme la musique indépendante, les musiques électroniques ou expérimentales, qui dépendent davantage de financements privés ou d'initiatives spécifiques, comme les festivals ou les productions indépendantes.
- × **Des difficultés dans l'accès au financement privé** : Les sponsors hésitent à investir dans le secteur en raison de la perception du cinéma comme un secteur peu rentable. De plus, les acteurs de l'écosystème peinent à accéder au crédit bancaire.



Formation et compétences

- **L'existence de formations musicales**: En Tunisie, des formations musicales de qualité sont proposées par des institutions renommées telles que l'Institut Supérieur de Musique de Tunis (ISM) et l'École Supérieure des Arts et Métiers (ESAM), qui offrent des programmes spécialisés en musique classique, moderne et arts du spectacle.
- × **Un manque de profils spécialisés** : Les instituts nationaux offrent des formations 360 couvrant l'ensemble des métiers du secteur, sans spécialisation. De ce fait, certains métiers tels que les bookeurs et gestionnaires de tournée existent peu.

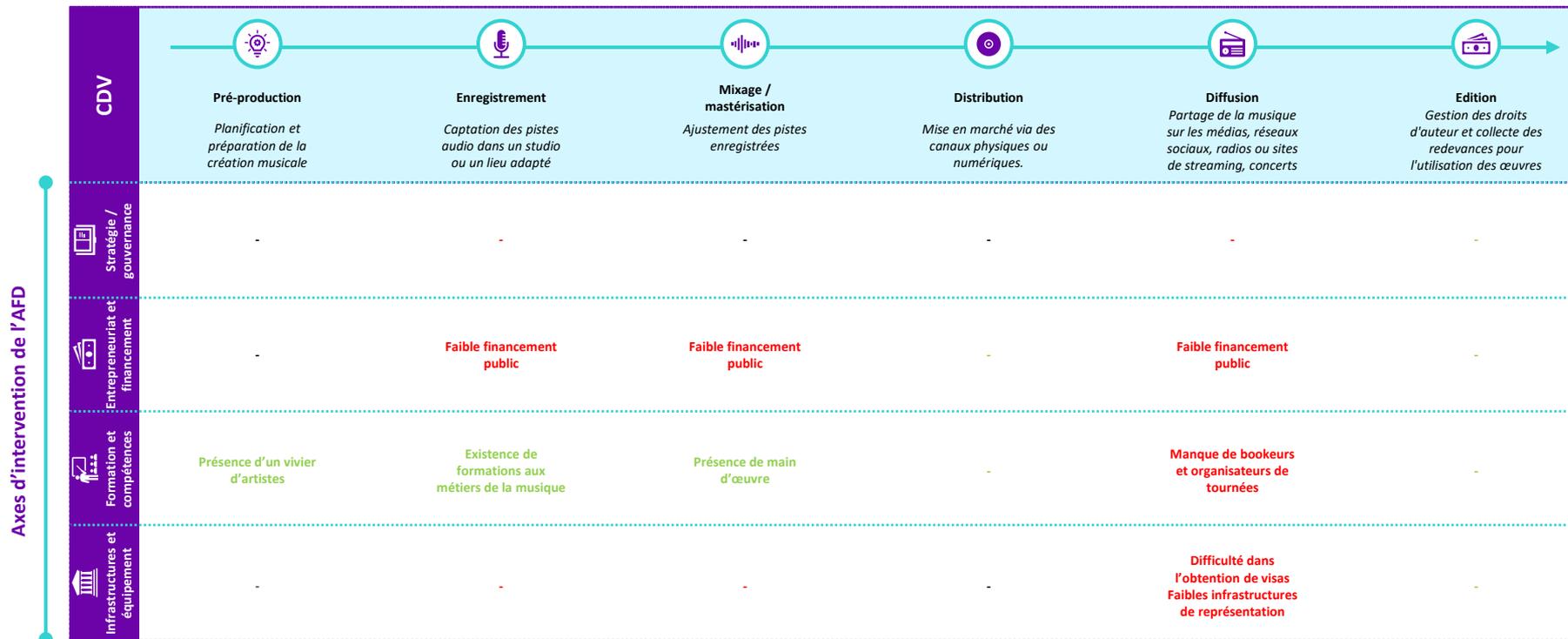
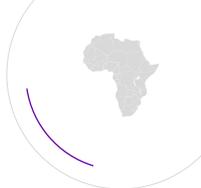


Infrastructures et équipement

- × **Un manque d'infrastructures de représentation** : Malgré l'émergence de festivals dans le pays, les artistes peinent à trouver des salles de concerts / résidence pour promouvoir leur art
- × **Un manque d'accès aux scènes internationales** : Les artistes tunisiens sont soumis à des visas pour accéder à de nombreux pays et ont peu de flexibilité pour participer aux festivals internationaux, ce qui les limite dans leurs opportunités professionnelles.

Tunisie (musique)

Cartographie des besoins



Afrique subsaharienne

Afrique du Sud
(arts de la scène)



Bénin (musique)



Côte d'Ivoire
(mode)



Ethiopie
(patrimoine)



Ghana (artisanat
d'art)



Kenya (cinéma)



Nigéria (mode)



Sénégal (arts de la
scène)



Togo (cinéma)



Afrique du Sud (arts de la scène)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



10,44 Ma 

Revenus des ICC dans le pays en USD (3% du PIB)

1 M 

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC (6%) 

3,81% 

Des dépenses des ménages consacrées à la culture 

442.691 

Emplois occupés par des femmes (44%) 

65.900 

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (7%) 

707 M USD 

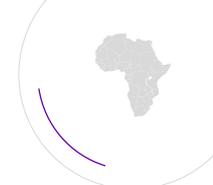
D'exportations de biens et services culturels 

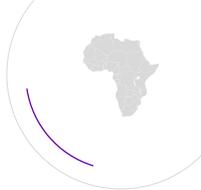
2.3 Ma USD 

Chiffre d'affaires du secteur informel 

340.000 

Nombre d'emplois informels dans les ICC (34%) 





PRESENTATION DU SECTEUR

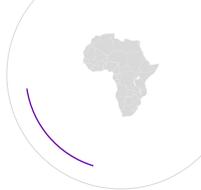
- > Le secteur des arts de la scène en Afrique du Sud est riche en diversité, avec des expressions artistiques variées dans le théâtre, la danse, la musique et les arts du spectacle. Il bénéficie d'institutions renommées telles qu'Artscape et le National Arts Council, qui soutiennent la production et l'accès aux arts.

Cependant, ce secteur fait face à plusieurs défis : des financements limités, des infrastructures inadaptées, des inégalités d'accès aux opportunités, ainsi que le piratage et une faible résilience économique, exacerbée par la pandémie. Le secteur a besoin d'un soutien durable pour surmonter ces obstacles et favoriser une croissance inclusive.

PRINCIPAUX ACTEURS

- > **Artscape** promeut les arts de la scène en Afrique du Sud en organisant, produisant et soutenant des productions qui reflètent la diversité culturelle du pays, tout en rendant les arts accessibles à tous, notamment à travers son centre théâtral de renommée.
- > Le **National Arts Council (NAC)** soutient le développement des arts en fournissant des subventions et des financements, permettant aux artistes et aux organisations de renforcer leur autonomie et d'atteindre un public plus large.
- > La **South African Theatre Association (SATA)** représente les intérêts des professionnels du théâtre, en offrant des ressources pour la formation, la création et le développement des carrières artistiques dans le domaine théâtral.
- > Le **Department of Arts and Culture** est responsable de la formulation des politiques culturelles nationales et de la gestion des financements pour soutenir les initiatives artistiques et promouvoir l'inclusion et la diversité dans l'ensemble du secteur.

Afrique du Sud (arts de la scène)

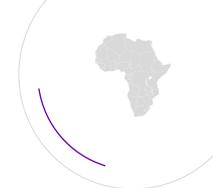


Opportunités et freins

 <p>Stratégie et gouvernance</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'existence d'une stratégie en faveur des arts : Artscape est l'agence responsable du développement d'une stratégie pour les arts de la scène en Afrique du Sud. Ses objectifs incluent la promotion, la préservation et l'accessibilité des arts de la scène, l'encouragement de la création de nouvelles œuvres et le soutien à l'éducation artistique, tout en valorisant la diversité culturelle du pays.→ L'existence de festivals : En Afrique du Sud, plusieurs festivals célèbrent les arts de la scène, tels que le National Arts Festival à Makhanda, l'Aardklop Arts Festival à Potchefstroom, le Vrystaatfees à Bloemfontein, le Woodfees à Stellenbosch, et le Klein Karoo Nasionale Kunstefees à Oudtshoorn, offrant ainsi une plateforme riche pour promouvoir la culture et les arts du pays.
 <p>Entrepreneuriat et financement</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'existence de mécanismes de financement publics : L'Afrique du Sud propose des subventions publiques via le National Arts Council (NAC), permettant aux individus et organisations de solliciter des financements pour des projets artistiques, dans la limite de 350.000 ZAR (19.380 USD) par demande.→ Une forte intervention du secteur public : Le secteur privé soutient le domaine des arts et de la musique en Afrique du Sud à travers des subventions et des bourses de scolarité, facilitant l'accès à la formation et au développement pour les étudiants et professionnels du secteur.
 <p>Formation et compétences</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'existence de formations : Il existe de nombreuses formations aux arts de la scène en Afrique du Sud, avec des établissements de renom tels que l'Université du Cap (Baxter Theatre), l'Université de Pretoria (State Theatre), et la National School of the Arts à Johannesburg, qui offrent des cursus variés pour développer les talents dans ce secteur. Ces institutions sont reconnues pour leur excellence en formation théâtrale, musicale et dans d'autres disciplines des arts performatifs.
 <p>Infrastructures et équipement</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'accès aux infrastructures de représentation : L'Afrique du Sud dispose d'un large accès à des infrastructures de représentation grâce à ses nombreux théâtres répartis sur tout le territoire, accueillant une variété de spectacles, du théâtre intime à la danse et la musique, y compris dans des petites localités comme Darling, qui se distingue par ses initiatives culturelles.→ La présence de plateformes digitales : La plateforme Showmax diffuse une large gamme d'œuvres en provenance d'Afrique du Sud, offrant ainsi une opportunité précieuse pour les créateurs locaux de toucher un public plus large, tant national qu'international.× Un manque de fréquentation des lieux culturels : Les théâtres de Johannesburg se situent principalement dans les quartiers sud de la ville, mais en raison de la ségrégation persistante, le public hésite à s'y rendre le soir, ce qui limite l'accès et la fréquentation de ces espaces culturels.

Afrique du Sud (arts de la scène)

Cartographie des besoins



Axes d'intervention de l'AFD

CDV	Conception <i>Préparation du concept et planification</i>	Production <i>Recrutement des acteurs et techniciens, mise en scène</i>	Répétition <i>Travail sur le jeu, la performance, les effets visuels et sonores</i>	Représentation <i>Exposition dans des salles et des festivals</i>	Promotion <i>Captation visuelle / sonore et promotion</i>
Stratégie / gouvernance	-	-	-	-	Existence de festivals et d'une stratégie de promotion de l'industrie
Entrepreneuriat et financement	-	Existence de mécanismes de financement privés et publics	-	Existence de mécanismes de financement privés et publics	-
Formation et compétences	Présence d'un vivier d'artistes	Présence d'un vivier d'artistes	-	-	-
Infrastructures et équipement	-	-	Manque d'infrastructure de répétitions	Faible accès aux infrastructures de représentation Essor des plateformes numériques	-

Bénin (musique)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



281,43 M 

Revenus des ICC dans le pays en USD (1% du PIB)

217.355 

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC (4%) 

1,74% 

Des dépenses des ménages consacrées à la culture 

113.264 

Emplois occupés par des femmes (52%) 

47.551 

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (22%) 

1 M USD 

D'exportations de biens et services culturels 

119,325 M USD 

Chiffre d'affaires du secteur informel 

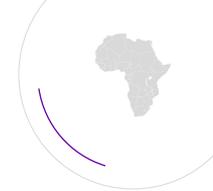
209,313 

Nombre d'emplois informels dans les ICC (96%) 



Bénin (musique)

Présentation du secteur



PRESENTATION DU SECTEUR

- > La musique au Bénin occupe une place essentielle dans la culture locale, reflétant la diversité ethnique et les réalités de la vie quotidienne. Bien que petit en taille, le pays se distingue par une richesse musicale marquée par des genres traditionnels et modernes.
La musique béninoise, influencée par des rythmes et des instruments variés, joue un rôle central dans les fêtes, cérémonies et rassemblements communautaires. Ce secteur représente également un pilier économique et culturel important, contribuant à l'identité nationale.

5

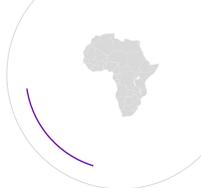
Grammy Awards remportés par Angélique Kidjo

2,7 M USD

Revenus estimés du streaming musical en 2024

PRINCIPAUX ACTEURS

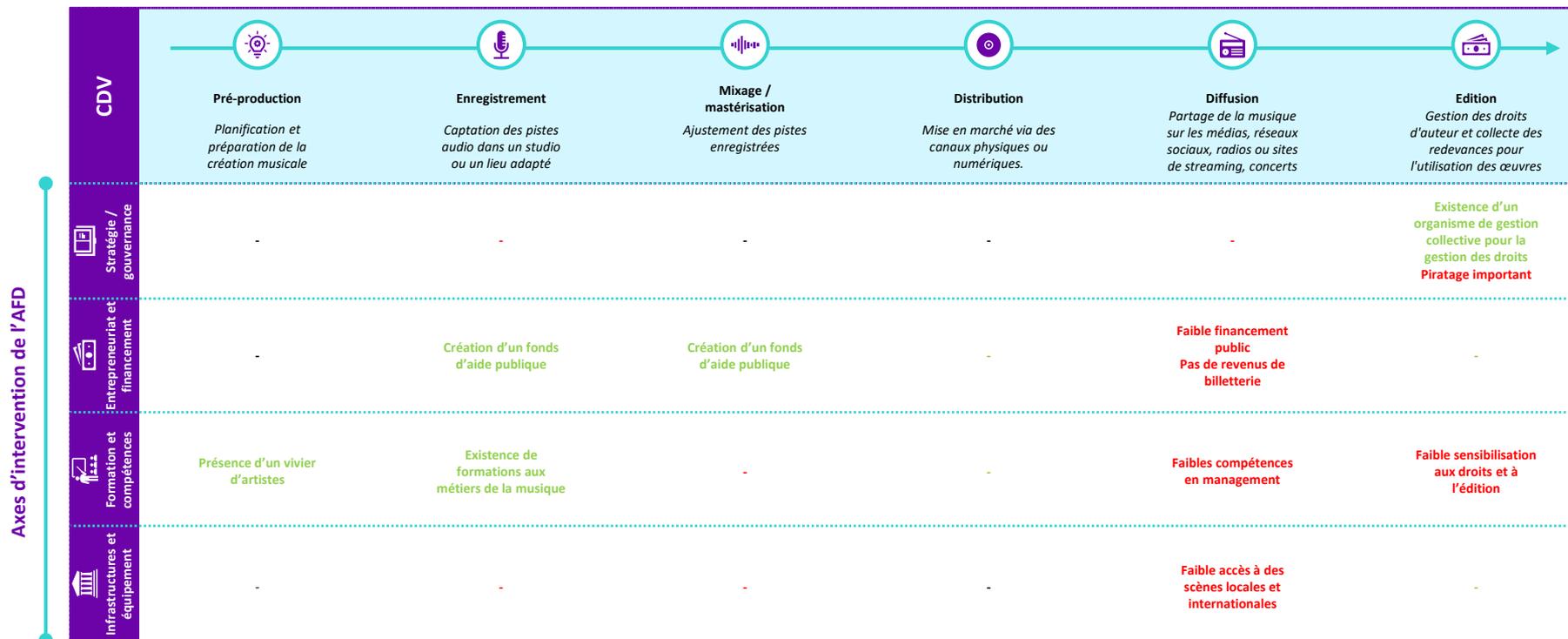
- > L'**Agence de Développement des Arts et de la Culture (ADAC)** est un organisme public placé sous l'autorité du ministère de la Culture au Bénin. Sa mission est de dynamiser l'économie culturelle et artistique du pays en soutenant plusieurs domaines : les arts visuels, le cinéma, les arts de la scène, ainsi que le livre et la lecture.
- > **Ardiess Productions** est une structure dédiée à la promotion de la culture urbaine au Bénin, en particulier dans le domaine du hip-hop. Ils organisent des événements majeurs comme le **Festival Hip-Hop Kanpe** et la **Hip-Hop Academy**, qui visent à mettre en avant des talents locaux et à offrir des espaces de formation pour les jeunes artistes, notamment dans le rap et le breakdance. Ces événements contribuent à la dynamisation de la scène musicale et à la promotion de l'expression artistique au Bénin.
- > Le **CNOA (Conseil National des Organisations d'Artistes)** est une organisation au Bénin qui regroupe des associations culturelles et artistiques. Il a pour mission de promouvoir, défendre et accompagner les artistes dans divers domaines, y compris la musique, en fournissant un cadre de travail et de collaboration pour soutenir le développement de l'industrie culturelle.
- > Le **Bureau Béninois du Droit d'Auteur (BUBEDRA)** est l'organisme chargé de la gestion et de la protection des droits d'auteur et des droits voisins au Bénin, visant à assurer la rémunération des créateurs et la lutte contre le piratage.



 <p>Stratégie et gouvernance</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'existence d'une stratégie en faveur des arts : Le Bénin a mis en place une stratégie de promotion des industries culturelles et créatives, axée sur la préservation du patrimoine, le soutien à la création artistique, le renforcement des infrastructures culturelles et le développement des partenariats internationaux.× Un important piratage : Malgré l'existence d'une loi sur la protection des droits littéraires et artistiques, le piratage des œuvres musicales constitue un défi majeur, affectant considérablement les revenus des artistes et des producteurs. Ce phénomène, favorisé par la distribution informelle et le manque de réglementation efficace, freine la valorisation des créations locales et nuit au développement durable de l'industrie musicale.
 <p>Entrepreneuriat et financement</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'existence de mécanismes de financement publics: Le Bénin a officiellement lancé le Fonds de Développement des Arts et de la Culture, un mécanisme doté de 1,6 M USD destiné à stimuler la créativité, renforcer les industries culturelles et créatives, et soutenir les acteurs du secteur à travers un financement adapté et durable.× Une forte dépendance aux investissements publics : Le Fonds de Développement des Arts et de la Culture couvre 70 % des dépenses des projets culturels sélectionnés, mais les artistes rencontrent des difficultés à mobiliser les 30 % restants, qui doivent être autofinancés ou sponsorisés.× Des sources de financement limitées : Il n'existe pas de réelle économie autour de la représentation musicale au Bénin, notamment en raison de l'absence de systèmes de billetterie structurés.
 <p>Formation et compétences</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'existence de formations: Il existe plusieurs établissements de formation à la musique au Bénin, tels que l'École de musique de Cotonou, l'Académie des Arts de Cotonou, et l'Institut Supérieur des Arts et du Marketing (ISAM), qui offrent des formations spécialisées dans différents domaines musicaux.× Un important besoin en management : Au Bénin, de nombreux artistes manquent de formation sur les droits d'auteur et sur l'élaboration de modèles économiques adaptés, ce qui limite leur capacité à valoriser et monétiser leurs œuvres de manière durable.
 <p>Infrastructures et équipement</p>	<ul style="list-style-type: none">→ Création d'infrastructures musicales : Le Quartier Culturel Créatif (QCC) de Cotonou, prévu pour 2025, comprendra une arène multifonctionnelle pour concerts et spectacles, ainsi que des kiosques à musique dans un jardin de sculptures, renforçant ainsi les infrastructures musicales de la ville.× Un faible accès aux marchés internationaux: Les artistes béninois disposent de peu de scènes et d'opportunités à l'international, ce qui limite leur visibilité et leur accès aux marchés musicaux mondiaux.

Bénin (musique)

Cartographie des besoins



Côte d'Ivoire (mode)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



225 M

Revenus des ICC dans le pays en USD (0,3% du PIB)

462.482

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC (4%)



0,35%

Des dépenses des ménages consacrées à la culture

215.044

Emplois occupés par des femmes (46%)

72.595

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (15%)

11 M USD

D'exportations de biens et services culturels

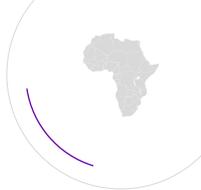
84,83 M USD

Chiffre d'affaires du secteur informel

425.946

Nombre d'emplois informels dans les ICC (92%)





PRESENTATION DU SECTEUR

- > L'industrie de la mode en Côte d'Ivoire allie un fort potentiel, illustré par des créateurs renommés, et des défis structurels majeurs. Le secteur souffre d'une absence de production industrielle, malgré des ressources locales comme le coton, et d'un coût élevé des créations locales limitant leur accès. La baisse des compétences techniques et entrepreneuriales complique son développement, tout comme le faible budget des ménages pour la mode. L'exploitation du coton national et la relance d'usines pourraient transformer la filière et accroître son rayonnement international.

80%

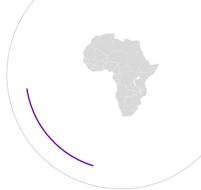
Des entreprises du secteur gérées par des femmes

96,6%

Exportations de la production de coton brut

PRINCIPAUX ACTEURS

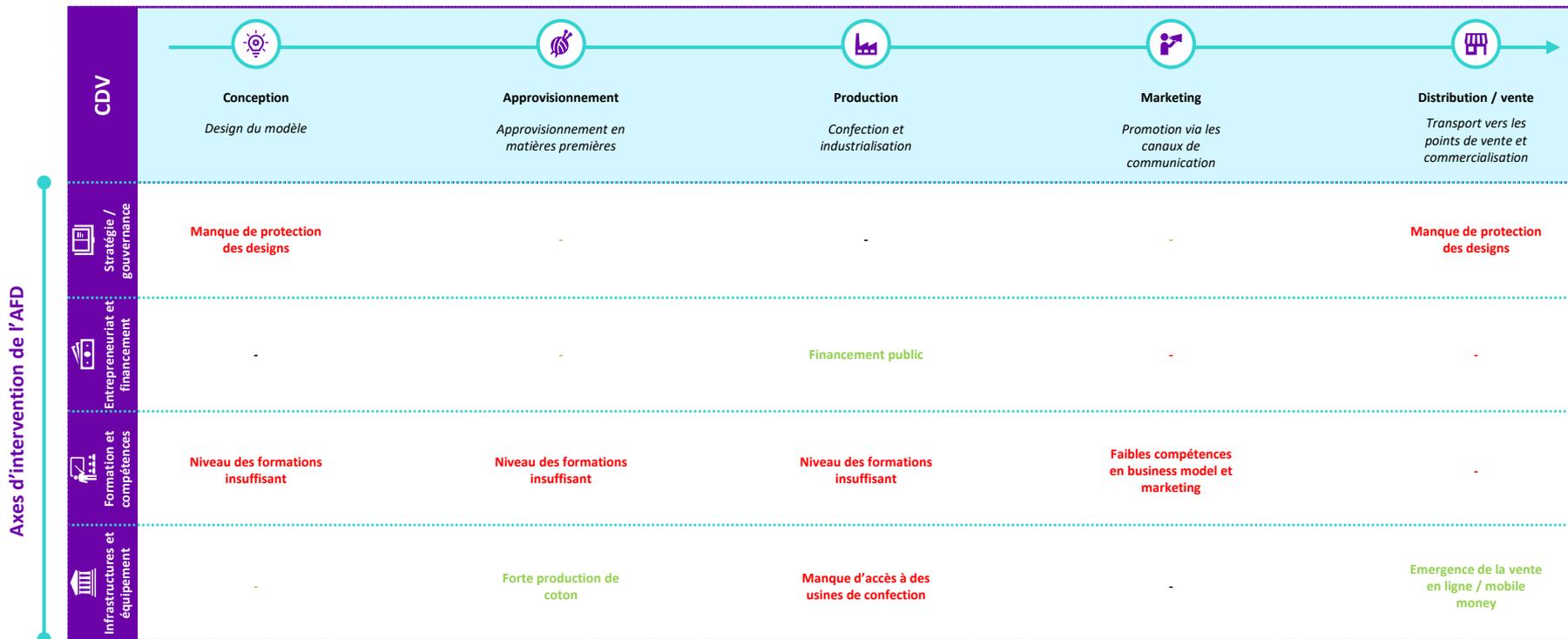
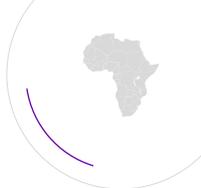
- > La **Direction Générale de l'Artisanat** veille à l'élaboration du cadre réglementaire du secteur, à la normalisation des produits, et à leur promotion aux niveaux national et international. Elle soutient également la création d'instituts de formation, assure le suivi des programmes d'apprentissage, et gère les infrastructures artisanales pour renforcer ce secteur clé de l'économie.
- > La **Chambre Nationale des Métiers de Côte d'Ivoire (CNMCI)** soutient les artisans en organisant, modernisant, et encadrant le secteur artisanal. Elle facilite la création de groupements, améliore la gestion des entreprises artisanales et la qualité des produits, et gère des infrastructures collectives. Elle promeut la formation professionnelle et offre une assistance technique et administrative aux artisans pour répondre aux besoins économiques. La **CNMCI** joue également un rôle de conseil auprès des pouvoirs publics et initie des actions collectives comme foires et expositions.



 <p>Stratégie et gouvernance</p>	<ul style="list-style-type: none">✗ Des limites dans la protection de la propriété intellectuelle : La protection de la propriété intellectuelle en Côte d'Ivoire est freinée par des coûts élevés et un contrôle difficile, rendant la lutte contre les copies de vêtements de créateurs inefficace. Ces obstacles favorisent la contrefaçon, réduisant la compétitivité des marques locales et compromettant leur capacité à valoriser leur travail sur les marchés nationaux et internationaux. Une meilleure réglementation, associée à des mécanismes accessibles et à des campagnes de sensibilisation, pourrait freiner ce phénomène et encourager l'innovation dans l'industrie.
 <p>Entrepreneuriat et financement</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'existence de mécanismes de financement publics: Le gouvernement ivoirien a lancé un programme de financement des industries culturelles et créatives, y compris la mode, avec un fonds d'un milliard de FCFA (1,6 million USD), visant à soutenir les projets créatifs et à stimuler le développement du secteur.✗ Le faible nombre d'acteurs : L'industrie repose fortement sur un petit groupe d'acteurs clés qui dynamisent le marché, génèrent des emplois et transmettent leur savoir aux jeunes générations. Cependant, leur fin de carrière imminente pourrait fragiliser la pérennité du secteur, en l'absence de relève suffisamment préparée pour prendre le relais.
 <p>Formation et compétences</p>	<ul style="list-style-type: none">✗ Un besoin en compétences managériales : Le manque de compétences en gestion et en business affaiblit la viabilité des entreprises nouvellement créées, limitant leur développement et leur capacité à se pérenniser.✗ Un niveau de formation insuffisant : Il existe des formations aux métiers de la mode, telles que celles dispensées par des écoles spécialisées (Michel Couture, Tyks Couture), mais elles ne permettent pas toujours d'acquérir les compétences techniques nécessaires pour être pleinement autonome. Ces formations, bien qu'instructives, sont souvent jugées insuffisantes en matière de savoir-faire pratique, ce qui limite la capacité des diplômés à s'établir de manière indépendante dans l'industrie de la mode.
 <p>Infrastructures et équipement</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'accès à la matière première : La Côte d'Ivoire figure parmi les 10 plus grands producteurs mondiaux de coton, avec une production de 550 000 tonnes en 2021, et des perspectives de croissance prometteuses pour les années à venir.→ L'émergence de la vente en ligne : La vente en ligne connaît un essor en Côte d'Ivoire, porté par l'expansion du Mobile Money (25 millions d'abonnés), une large adoption des smartphones et une augmentation du temps passé en ligne par les jeunes.✗ Un faible accès aux unités de transformation : La Côte d'Ivoire manque d'usines pour assurer le tissage, le tricotage et la teinture du coton à une échelle industrielle, avec trois principales usines du pays fermées depuis plusieurs années en raison de la crise politico-militaire. Cette situation favorise une exportation massive de coton brut non transformé (96,6% de la production), faute de capacités locales de valorisation.

Côte d'Ivoire (mode)

Cartographie des besoins



Ethiopie (patrimoine)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



2,3 Ma

Revenus des ICC dans le pays en USD (1% du PIB)

37.500

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC (0,10%)

1,74%

Des dépenses des ménages consacrées à la culture

15.820

Emplois occupés par des femmes (42%)

9.330

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (25%)

11 M USD

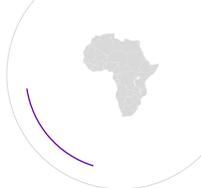
D'exportations de biens et services culturels

525 M USD

Chiffre d'affaires du secteur informel

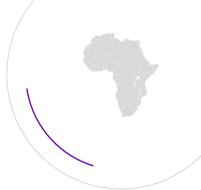
31.950

Nombre d'emplois informels dans les ICC (85,2%)



Ethiopie (patrimoine)

Vue globale du secteur



PRESENTATION DU SECTEUR

- > Le patrimoine éthiopien, riche de sites paléolithiques, historiques et culturels uniques, témoigne d'une histoire millénaire. Certains projets sont menés pour la préservation de ce patrimoine, notamment la rénovation du palais d'Addis Adeba et des Eglises de Lalibela. Cependant, le secteur fait face à d'importants défis, notamment l'absence d'une stratégie nationale de préservation et un manque de ressources locales qualifiées dans divers métiers de la conservation. Ce contexte limite les efforts pour préserver et valoriser durablement ce patrimoine.

9

Sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO

100+

Musées présents dans le pays

PRINCIPAUX ACTEURS

- > **Le ministère éthiopien de la Culture et du Tourisme** est chargé de la recherche, de la préservation, du développement et de la promotion de la culture et des attractions touristiques de l'Éthiopie et de ses peuples, tant à l'intérieur du pays qu'au niveau international
- > **La National Archive and Library Agency** est chargée d'acquérir, organiser et préserver les ressources d'information et créer un système national d'information afin d'utiliser les ressources à des fins d'étude et de recherche et d'en faire bénéficier le public.
- > **L'Authority for Research and Conservation of Cultural Heritage** est une agence gouvernementale au sein du ministère de la Culture et est responsable de la préservation du patrimoine culturel. Elle supervise le Musée national et a pour mission de préserver et de présenter la collection, ainsi que de réaliser un inventaire des manuscrits conservés dans les églises.
- > **Le Musée National d'Ethiopie** est le dépositaire des trésors culturels, historiques et archéologiques du pays. Il est également reconnu pour abriter d'importantes expositions paléanthropologiques.

Ethiopie (patrimoine)

Opportunités et freins



Stratégie et gouvernance

- × **Pas de stratégie et de cadre légal en faveur du patrimoine** : L'Etat éthiopien est actuellement engagé dans une stratégie de modernisation de la capitale et de son centre-ville. A cet égard, certains bâtiments historiques non-classés au patrimoine mondial de l'UNESCO sont remplacés par des bâtiments modernes.
- × **Un cadre de gouvernance insuffisant** : le secteur est régi par **L'Authority for Research and Conservation of Cultural Heritage** qui ne dispose pas des moyens humains et financiers nécessaires pour la réalisation de son mandat



Entrepreneuriat et financement

- **Une simplification du processus de créations d'entreprises** : Des initiatives telles que la modification des lois, la mise en œuvre de plateformes d'administration en ligne et la mise en place de garanties mobilières améliorent l'environnement des entreprises.
- × **Un faible accès au crédit bancaire pour les PME** : Les banques commerciales d'Éthiopie exigent garantie pour le double de la valeur du crédit. Par conséquent, les entreprises qui n'ont pas de bâtiments de valeur comme garantie, comme les artisans, ne peuvent pas obtenir de prêts rapidement



Formation et compétences

- **L'existence de formations aux métiers du patrimoine** : Certaines entités (Ethiopian Art Conservation Program, Université d'Addis Abeba) offrent des cursus de formation en archéologie, management des arts et gestion des archives
- × **Une forte cannibalisation entre les industries** : Faute de débouchées, les jeunes diplômés d'école d'architecture se tournent vers d'autres industries telles que le design industriel. On estime aujourd'hui qu'1/3 des titulaires d'un diplôme d'architecture travaillent dans cette industrie.



Infrastructures et équipement

- **Lancements de programmes de préservation du patrimoine** : L'Éthiopie entreprend plusieurs programmes de rénovation de son patrimoine bâti, notamment la restauration du palais national d'Addis-Abeba et la préservation des églises de Lalibela.
- × **Une faible connectivité réseau** : Aujourd'hui, 76% des ménages éthiopiens n'ont pas accès à internet, ce qui limite le déploiement d'une offre culturelle numérique à destination de la population locale

Ghana (artisanat)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



1,2 Ma

Revenus des ICC dans le pays en USD (2% du PIB)

464.545

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC (4%)



1,74%

Des dépenses des ménages consacrées à la culture



250.260

Emplois occupés par des femmes (54%)



89.932

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (19%)



- M USD

D'exportations de biens et services culturels



449 M USD

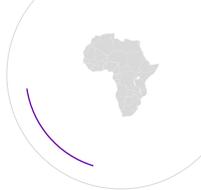
Chiffre d'affaires du secteur informel



362.810

Nombre d'emplois informels dans les ICC (78%)





PRESENTATION DU SECTEUR

- > L'artisanat au Ghana, notamment le kente et le batik, est une composante essentielle de la culture locale. Le kente, né au XVII^e siècle, symbolise l'héritage Ashanti et est aujourd'hui prisé dans le monde entier. Il est produit dans des régions comme Bonwire où des techniques ancestrales sont perpétuées. Parallèlement, le batik, une méthode de teinture par application de cire, est utilisé pour créer des motifs uniques et colorés. Ces deux arts contribuent à l'essor économique, avec des projets comme le "Kente Craft Village Ghana" visant à préserver et promouvoir ces savoir-faire traditionnels.

5.200

Nombre de personnes formées au tissage du Kente en 2020

26,4 M USD

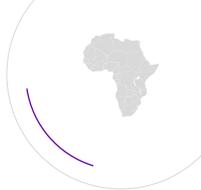
valeur des exportations de produits artisanaux en 2020

PRINCIPAUX ACTEURS

- > **La Ghana Export Promotion Authority (GEPA)** soutient le secteur de l'artisanat en améliorant la production, la commercialisation et l'exportation des produits artisanaux, en offrant des infrastructures et des formations pour renforcer la compétitivité des artisans sur les marchés internationaux.
- > **Le gouvernement du Ghana** soutient le secteur de l'artisanat à travers des politiques comme la National Export Development Strategy et le Ghana CARES Obaatanpa programme, visant à augmenter les exportations et à stimuler la croissance économique par la valorisation de l'artisanat.
- > **La Creative Arts Agency du Ghana** est une institution publique chargée de structurer, promouvoir et réguler l'industrie des arts créatifs pour en renforcer la compétitivité et le développement.
- > **L'Aburi Craft Village** sert de plateforme pour les artisans, leur permettant d'exposer et de vendre leurs créations, tout en mettant en œuvre des initiatives pour améliorer la production et le marketing des produits artisanaux locaux.
- > **L'Association des Tisserands et Vendeurs de Kente du Ghana** œuvre pour la promotion du kente en soutenant les artisans, en favorisant la formation, et en plaidant pour des politiques favorables, tout en développant des projets comme des villages artisanaux pour préserver cette tradition.

Ghana (artisanat)

Opportunités et freins



Stratégie et gouvernance

- **L'élaboration d'une stratégie ICC** : Au Ghana, une réflexion est en cours autour du développement des industries culturelles et créatives (ICC) dans le cadre de la Creative Arts Council (CAC), qui élabore une stratégie pour renforcer le secteur. Ce projet vise à promouvoir la croissance et la durabilité des ICC, tout en mettant en valeur le patrimoine culturel et en favorisant l'innovation dans les industries artistiques du pays



Entrepreneuriat et financement

- **L'existence de mécanismes de financement publics**: Il existe plusieurs initiatives de financement pour l'artisanat ghanéen, principalement sous forme de dons. Des organismes tels que le National Board for Small Scale Industries (NBSSI), le Ghana Export Promotion Authority (GEPA) et le Creative Arts Council (CAC) soutiennent le secteur à travers des programmes de financement et de subventions visant à promouvoir l'artisanat local.



Formation et compétences

- **La mise en place de formations** : Des formations sont en cours d'établissement dans le cadre du projet GeoLicrafts au Ghana, visant à renforcer les compétences des artisans locaux. Ce programme fait partie d'une initiative plus large pour développer les industries créatives et l'artisanat, en offrant des opportunités de formation et de développement pour les jeunes, tout en soutenant la préservation du patrimoine culturel du pays.
- × **Un manque de compétences en marketing** : Bien que le marketing en ligne et les canaux de vente deviennent essentiels pour les chaînes d'approvisionnement, les créateurs d'artisanat dépendent encore largement d'intermédiaires pour gérer ces fonctions.

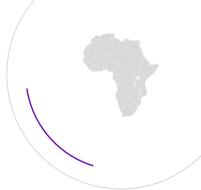


Infrastructures et équipement

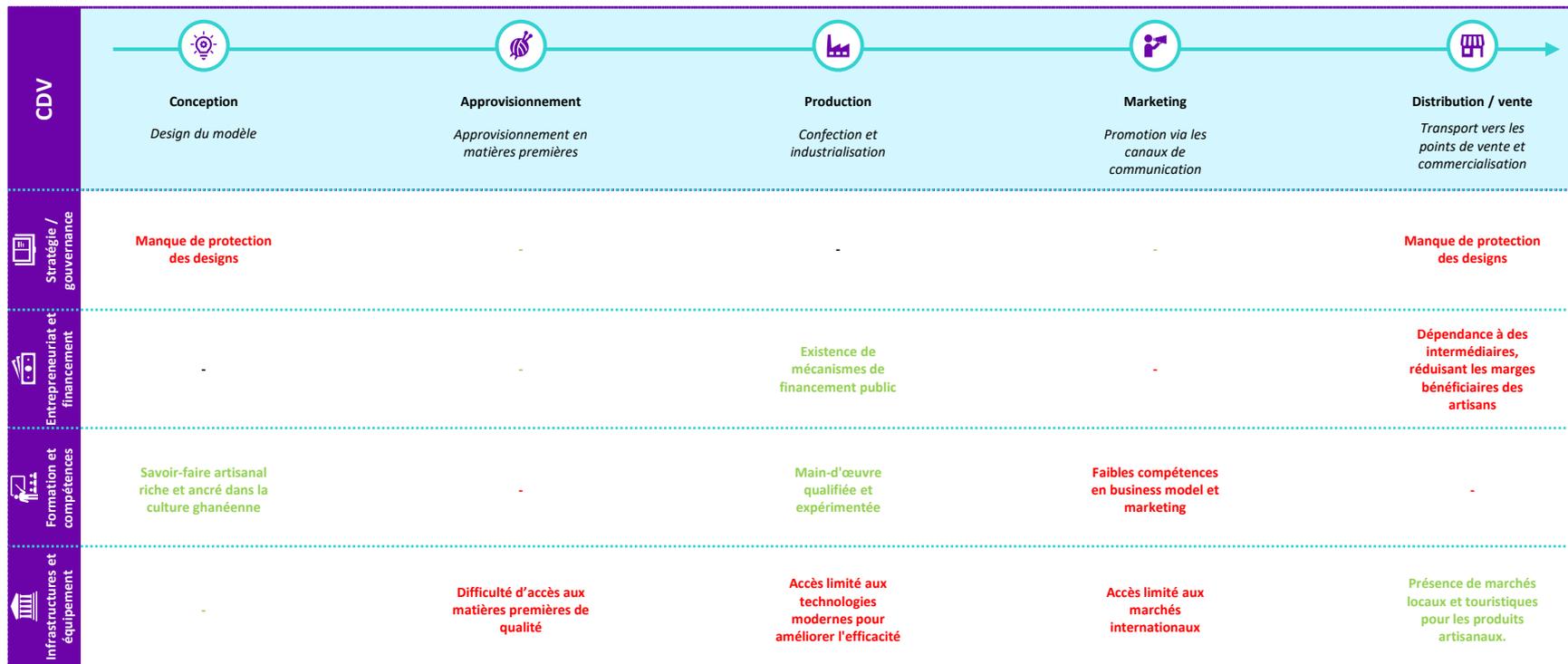
- × **Un faible accès aux matières premières** : Au Ghana, les artisans ont un accès limité aux ressources, notamment aux matières premières abordables et régulières, sauf si elles sont fournies par des intermédiaires. Ceux qui utilisent des matériaux locaux ou organiques bénéficient d'un avantage en termes de coûts, mais sont confrontés à la rareté de certaines ressources, comme le bois pour la sculpture, en raison de l'épuisement des stocks et des effets du changement climatique

Ghana (artisanat)

Cartographie des besoins



Axes d'intervention de l'AFD



Kenya (cinéma)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



1,58 Ma

Revenus des ICC dans le pays en USD (1% du PIB)

766.472

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC (4%)

1,74%

Des dépenses des ménages consacrées à la culture

368.159

Emplois occupés par des femmes (48%)

121.671

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (16%)

47 M USD

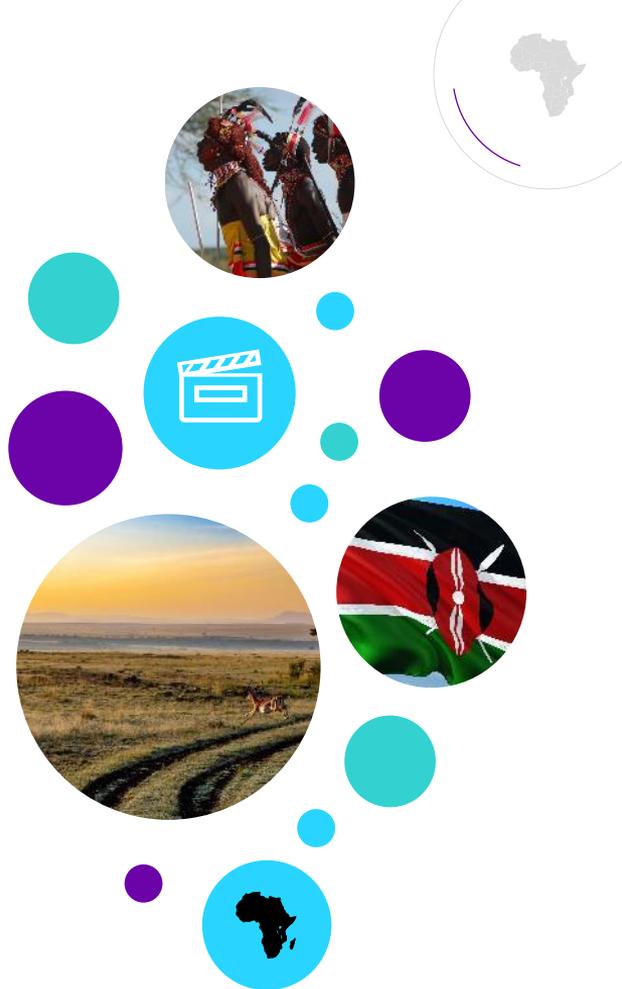
D'exportations de biens et services culturels

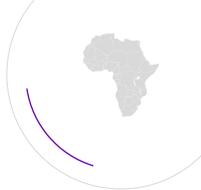
410,93 M USD

Chiffre d'affaires du secteur informel

662.998

Nombre d'emplois informels dans les ICC (87%)





PRESENTATION DU SECTEUR

- > L'industrie du cinéma kényane, connue sous le nom de Riverwood, est en pleine évolution, portée par une nouvelle génération de cinéastes et l'essor du streaming. Malgré un manque de financements, d'infrastructures et une distribution limitée, des films comme Rafiki ont gagné une reconnaissance internationale. Les opportunités résident dans les coproductions, la demande croissante pour des contenus africains et le développement des formations aux métiers du cinéma.

129.824

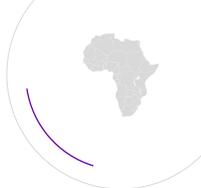
Nombre de personnes employées (4,5% de la population active)

110,75 M USD

Chiffres d'affaires du secteur cinématographique et audiovisuel

PRINCIPAUX ACTEURS

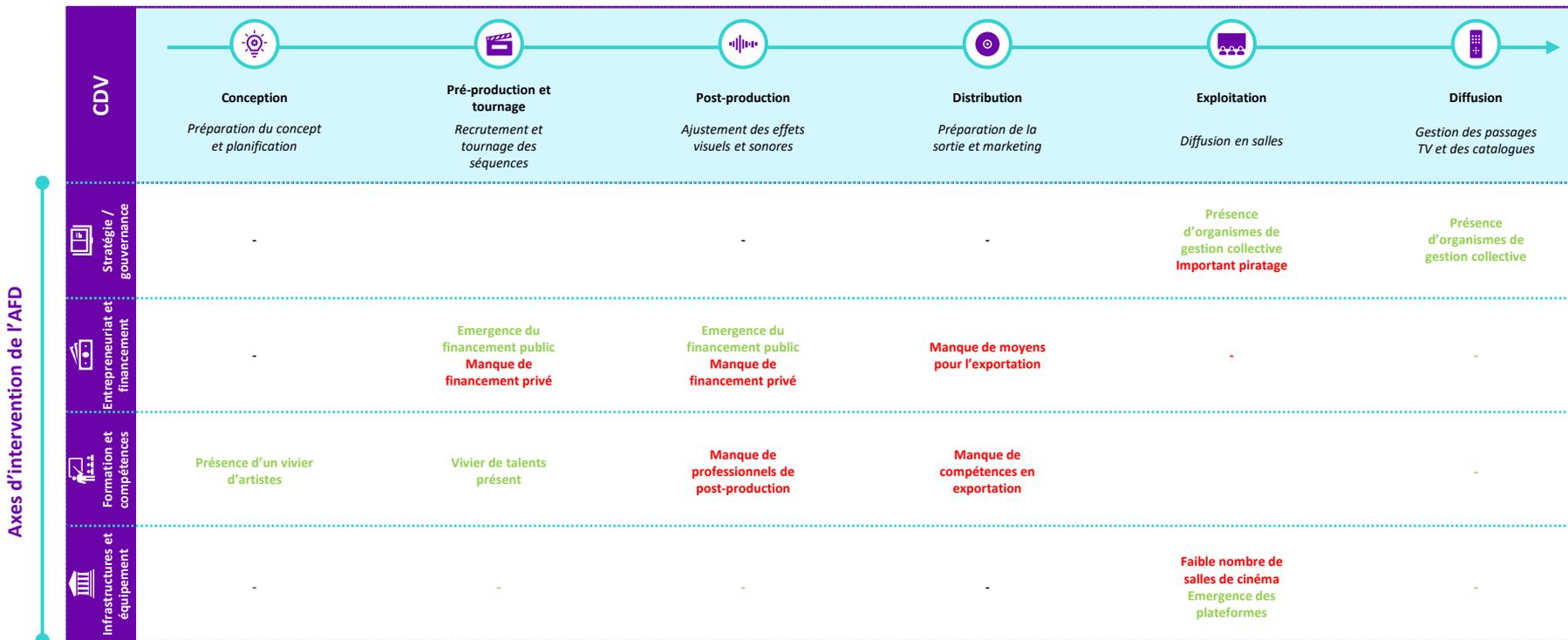
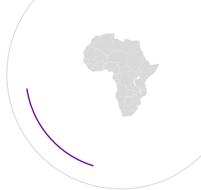
- > La **Kenya Film Commission (KFC)** a pour mission de promouvoir l'industrie cinématographique et audiovisuelle du Kenya en facilitant la production, la distribution et l'exploitation des films, tout en développant des politiques et des stratégies pour renforcer le secteur.
- > Le **Kenya Copyright Board (KECOBO)** gère les droits d'auteur et lutte contre le piratage, en s'assurant que les créateurs et producteurs de films bénéficient de la protection juridique de leurs œuvres.
- > **L'Association des producteurs de films du Kenya (KFPAA)** défend les intérêts des producteurs locaux, en offrant un soutien sur les questions légales, fiscales et de production, tout en facilitant la distribution locale et internationale des films.
- > Les **organisations de gestion collective au Kenya** incluent la **Société kényane des droits d'auteurs musicaux (MCSK)**, la **Société kényane des droits des artistes (PRISK)**, **l'Association kényane des producteurs de musique (KAMP)** et le **Film Rights Achievers of Kenya**, cette dernière étant dédiée à l'industrie cinématographique. Ces organismes gèrent les droits d'auteur, collectent les redevances dues pour l'exploitation des œuvres et les redistribuent aux créateurs et ayants droit.



 <p>Stratégie et gouvernance</p>	<ul style="list-style-type: none">→ Une prise de conscience de l'importance du secteur : Le Kenya travaille sur une stratégie pour dynamiser son industrie cinématographique, avec un projet de politique nationale et de loi en cours d'examen visant à établir un cadre harmonieux, incluant des incitations et mesures pour encourager les productions.→ L'existence d'organismes de gestion collective : Le Kenya dispose d'organisations de gestion collective comme la MCKS pour les œuvres musicales, PRISK pour les artistes-interprètes et KAMP pour les producteurs, avec récemment une structure dédiée au cinéma : Film Rights Achievers of Kenya.× Un important piratage : Le piratage au Kenya entraîne une perte de 25 % à 50 % des revenus de l'industrie locale, malgré l'existence de lois et d'un organisme dédié, le Kenya Copyright Board (KECOBO)
 <p>Entrepreneuriat et financement</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'existence de mécanismes de financement publics : Le Kenya dispose de mécanismes de financement public et international, tels que le Film Empowerment Support Programme et des incitations fiscales comme un dégrèvement de 30%, pour soutenir les productions locales et les coproductions internationales.× Une forte dépendance aux investissements publics : L'accès au financement privé reste restreint, les banques commerciales étant réticentes à investir dans des projets cinématographiques locaux en raison des risques perçus et du manque d'infrastructures dédiées
 <p>Formation et compétences</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'existence de formations : Il existe plusieurs formations dans le domaine de la production cinématographique au Kenya, proposées par des institutions comme l'Université de Nairobi, l'Université Kenyatta et l'Institut kényan des médias et des technologies (KIMT).× Des formations inaccessibles à une partie de la population : Le coût élevé des formations en production cinématographique au Kenya constitue un obstacle majeur, décourageant de nombreux aspirants professionnels qui n'ont pas les moyens d'y accéder.× Un important besoin en management : Le secteur de la postproduction cinématographique souffre d'un manque de professionnels qualifiés, ce qui oblige de nombreux producteurs à faire appel à des services à l'étranger pour finaliser leurs projets
 <p>Infrastructures et équipement</p>	<ul style="list-style-type: none">× Un faible accès aux infrastructures d'exploitation : Le Kenya dispose d'infrastructures cinématographiques limitées, avec seulement 22 écrans répartis dans les grandes villes comme Nairobi, Mombasa et Kisumu, ce qui freine l'accès au cinéma pour une large part de la population.→ L'essor des plateformes numériques : L'émergence des plateformes VOD et de streaming OTT a transformé l'industrie audiovisuelle kényane, facilitée par des coûts d'accès aux données très bas. Cela a permis à des services comme Netflix, Showmax et Viusasa de se tourner vers des contenus locaux, favorisant leur diffusion sur le marché international.

Kenya (cinéma)

Cartographie des besoins



Nigéria (mode)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



3,39 Ma

Revenus des ICC dans le pays en USD (1% du PIB)

4.2 M

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC (6 %)

1,07%

Des dépenses des ménages consacrées à la culture

2 M

Emplois occupés par des femmes (49%)

1 M

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (26%)

1,86 Ma USD

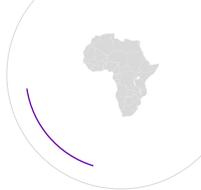
D'exportations de biens et services culturels

Chiffre d'affaires du secteur informel

3.9 M

Nombre d'emplois informels dans les ICC (93%)





PRESENTATION DU SECTEUR

- > Le secteur de la mode au Nigéria est un pilier des industries culturelles et créatives, combinant créativité locale et influence globale. Il s'appuie sur un riche patrimoine textile (adire, aso-oke) et des designers reconnus mondialement. Cependant, il fait face à des défis structurels : des infrastructures de production insuffisantes, des coûts élevés des matières premières, un accès limité aux financements et une faible intégration des technologies numériques. Malgré cela, le secteur reste un moteur de création d'emplois et un ambassadeur de la culture nigériane.

1,19 Ma

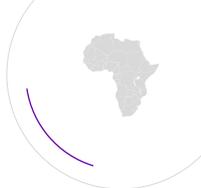
Revenus estimés du
secteur en 2024 en
USD

21,84 M

Exportations de
vêtements en 2020 en
USD

PRINCIPAUX ACTEURS

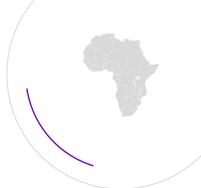
- > **Le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement** est l'organe gouvernemental chargé de formuler des politiques et des programmes visant à promouvoir le développement industriel et commercial au Nigeria, y compris dans le secteur de la mode par le biais de réformes et d'appuis divers.
- > **La Nigerian Textile Manufacturers Association (NTMA)** représente les fabricants de textiles au Nigeria et œuvre pour le développement et la modernisation de l'industrie textile nationale. Cependant, comme d'autres associations, elle peine à jouer un rôle clé dans la croissance de la mode, notamment en raison d'une gestion insuffisante.
- > **La National Cotton Association of Nigeria (NACOTAN)** est une association qui vise à promouvoir la culture du coton au Nigeria et à soutenir les producteurs locaux.
- > **Le Conseil nigérien d'exportation (NEPC)** se concentre sur la promotion des exportations nigérianes, y compris les produits de mode, en offrant des services tels que la recherche de marchés, la facilitation du commerce et la formation à l'exportation, pour aider les créateurs à se développer à l'international.
- > **La Fashion Designers Association of Nigeria (FADAN)** regroupe les créateurs de mode du Nigeria et a pour mission de défendre les intérêts des professionnels de la mode, de promouvoir les talents locaux et de renforcer le secteur.



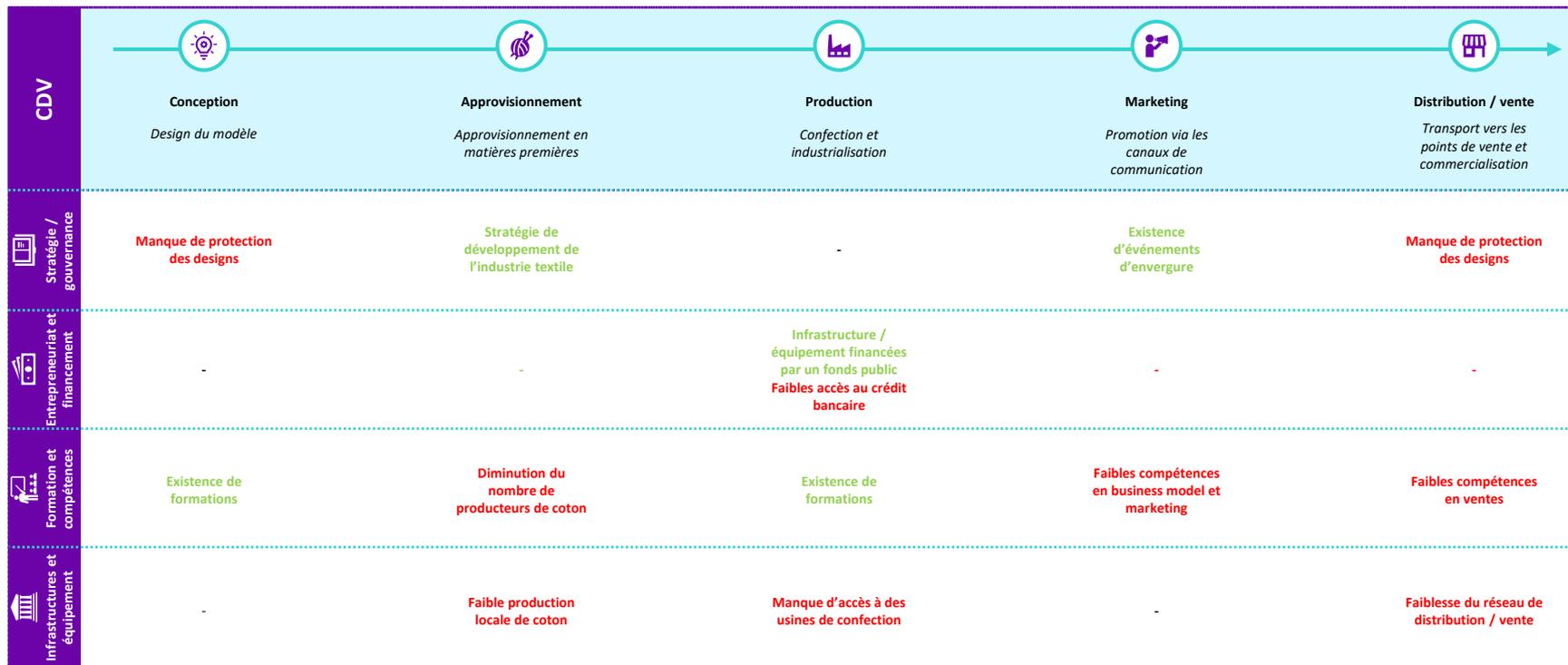
 <p>Stratégie et gouvernance</p>	<ul style="list-style-type: none">→ Une volonté nationale de dynamiser le secteur : Le gouvernement nigérian soutient activement le secteur de la mode en interdisant l'importation de textiles locaux, en favorisant la production nationale et en attirant des investissements étrangers pour développer l'industrie textile.× Un cadre juridique insuffisant dans la protection du droit d'auteur : La protection du droit d'auteur de la mode au Nigeria est compliquée par l'exclusion des créations de mode du droit d'auteur et les critères stricts des brevets et dessins industriels, rendant difficile la lutte contre la contrefaçon et le vol de créations.
 <p>Entrepreneuriat et financement</p>	<ul style="list-style-type: none">→ La création d'un fonds dédié : La Banque de l'Industrie (BOI) a créé un fonds de mode de 10 milliards de Naira pour soutenir les designers, fabricants et détaillants. Ce fonds vise à résoudre les problèmes d'accès au financement, d'infrastructures et de liens commerciaux, favorisant ainsi la croissance des entreprises locales et la création d'emplois.× Un faible accès au financement pour certaines composantes : Les banques commerciales nigérianes pratiquent des taux d'intérêt très élevés. La Banque Centrale du Nigéria a mis en place l'Initiative de financement des Industries Créatives (CIFI) proposant des prêts à taux d'intérêt de 9% sur 10 ans, mais ceux-ci ne couvrent que les frais de location, d'acquisition d'équipement et de services / prestataires.
 <p>Formation et compétences</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'existence de formations : Il existe plusieurs écoles de mode au Nigeria, principalement situées à Lagos ou à Abuja, telles que la Fashion and Art Academy, Valisimo Fashion School, KG School of Fashion, Cheryl Cold Fashion School, Ginani Fashion School, TFA, Nobel Afrik Fashion Training× Un réseau de distribution faiblement structuré : Le secteur de la mode au Nigeria est entravé par un réseau de distribution insuffisant, et des investissements dans des détaillants omnicanaux et des partenariats avec des entreprises de transport pourraient permettre d'élargir la portée des créateurs à travers le pays.× Un important besoin en formation en gestion de projet : Bien que des programmes de formation en compétences commerciales aient été lancés dans l'industrie de la mode nigériane, un soutien technique est nécessaire pour les étendre à l'échelle nationale et toucher davantage de personnes, au-delà des principales villes comme Lagos et Abuja.
 <p>Infrastructures et équipement</p>	<ul style="list-style-type: none">× Un faible accès aux matières premières : La découverte de pétrole dans le pays implique une diminution du nombre d'emploi dans certains secteurs dont le textile (de 450.000 dans les années 70 à 20.000 aujourd'hui), conduisant les créateurs à importer la matière première d'Afrique (Ghana, Bénin) et d'Asie.× Des défis dans l'accès à l'électricité : Malgré la privatisation partielle du secteur électrique depuis 2005, le Nigeria est confronté à des problèmes structurels, incluant une faible production effective, des infrastructures de transmission insuffisantes et des pertes énergétiques chez les distributeurs.× Des unités de fabrication insuffisantes : Le Nigeria souffre d'une capacité de fabrication insuffisante; non standardisée et polluante, ce qui empêche de répondre à la demande intérieure et d'attirer des contrats internationaux, tout en laissant un marché local à fort potentiel non exploité.

Nigéria (mode)

Cartographie des besoins



Axes d'intervention de l'AFD



Sénégal (arts de la scène)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



324,17 M 

Revenus des ICC dans le pays en USD (1% du PIB)

213.791 

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC (4%)



1,74% 

Des dépenses des ménages consacrées à la culture



91.110 

Emplois occupés par des femmes (43%)



43.435 

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (20%)



8 M USD 

D'exportations de biens et services culturels



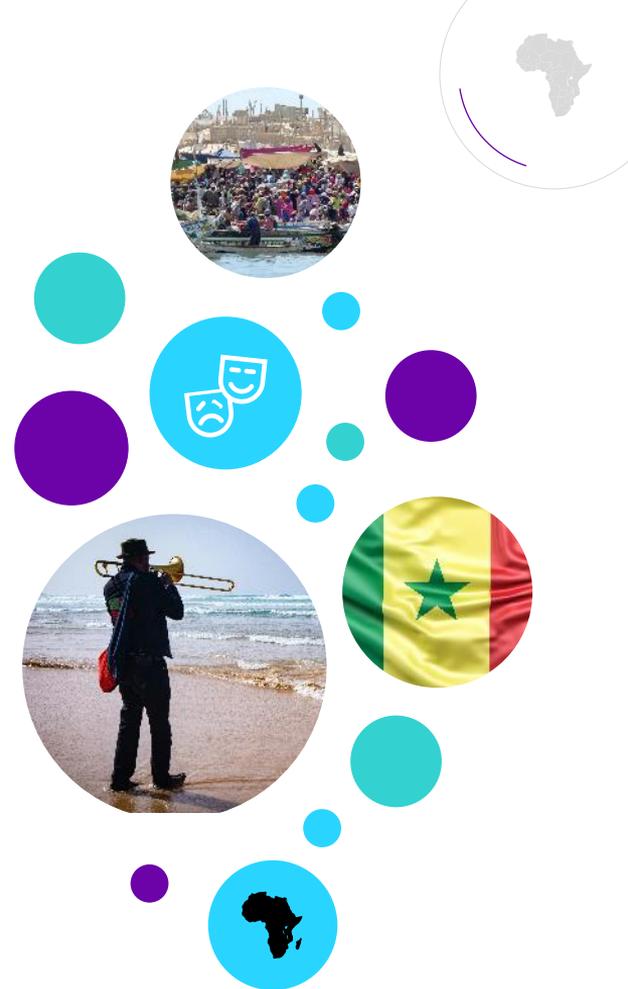
118,32 M USD 

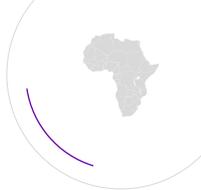
Chiffre d'affaires du secteur informel



203.315 

Nombre d'emplois informels dans les ICC (95%)



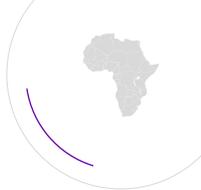


PRESENTATION DU SECTEUR

- > Les arts de la scène au Sénégal, incluant le théâtre, la danse, la musique et le spectacle vivant, occupent une place importante dans la culture nationale. Ces disciplines sont un moyen d'expression populaire et un reflet des réalités sociales et politiques du pays.
Cependant, le secteur fait face à plusieurs défis majeurs : la faiblesse des infrastructures adaptées, le manque de financement pour les productions, la faible reconnaissance de certains genres artistiques, ainsi que la difficulté d'accéder à une large audience locale et internationale.
De plus, la formation et la professionnalisation des artistes restent insuffisantes, limitant leur capacité à évoluer dans un environnement compétitif. Ces obstacles freinent le plein potentiel du secteur et la valorisation des talents sénégalais sur la scène mondiale.

PRINCIPAUX ACTEURS

- > **Le Secrétariat d'Etat à la Culture et aux Industries Créatives** élabore les politiques publiques pour valoriser les arts de la scène et soutenir leur développement.
- > **La Direction des Arts** encadre et soutient les activités des artistes en fournissant des subventions et des ressources pour la création.
- > **Le Théâtre National Daniel Sorano** agit comme un lieu emblématique pour la création, la diffusion et la préservation des arts vivants au Sénégal.
- > **La Maison de la Culture Douta Seck** sert de centre d'accueil pour les manifestations artistiques et offre des formations aux jeunes artistes.
- > **Les Alliances Françaises**, présentes dans plusieurs villes, encouragent les échanges culturels et soutiennent la production de spectacles.
- > **Le Fonds de Promotion de l'Industrie Cinématographique et Audiovisuelle (FOPICA)** intervient indirectement en finançant des projets intégrant spectacle et audiovisuel.
- > **Le Fonds de Développement des Cultures Urbaines et des Industries Créatives du Sénégal** soutient les initiatives des secteurs créatifs et urbains, en favorisant la création, l'innovation et l'accès au financement, afin de renforcer les capacités des acteurs locaux et promouvoir la culture sénégalaise.

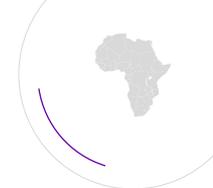


Opportunités et freins

 <p>Stratégie et gouvernance</p>	<ul style="list-style-type: none">→ La reconnaissance du statut d'artiste : Le Sénégal a validé cinq textes d'application de la Loi sur le Statut de l'Artiste et des Professionnels de la Culture pour améliorer les droits socio-économiques des acteurs culturels, avec le soutien de l'UNESCO et de la Norvège.× L'absence de stratégie en faveur des ICC : À ce jour, le Sénégal ne dispose pas d'une stratégie nationale globale spécifiquement dédiée au secteur des Industries Culturelles et Créatives (ICC), bien que des initiatives et des politiques sectorielles existent pour soutenir et structurer certains aspects de ce domaine.
 <p>Entrepreneuriat et financement</p>	<ul style="list-style-type: none">× Un manque d'aide à la représentation : Les artistes sénégalais bénéficient d'opportunités de concerts à l'international, mais ces occasions leur échappent souvent en raison de l'absence de financement pour couvrir les frais de déplacement. Sans le soutien nécessaire pour prendre en charge ces coûts, il leur est difficile de saisir ces opportunités et de représenter leur culture sur des scènes mondiales.× Une faible formalisation des entreprises : La plupart des entreprises dans les industries culturelles et créatives au Sénégal sont informelles, un phénomène particulièrement marqué dans le domaine de l'art contemporain et les arts de la scène.
 <p>Formation et compétences</p>	<ul style="list-style-type: none">× Des inégalités dans l'accès à la formation : Il existe des formations dans les arts de la scène au Sénégal, principalement concentrées à Dakar, où des institutions spécialisées offrent des cursus pour former des professionnels dans ce domaine, notamment à travers des écoles de théâtre et des formations en production et diffusion de spectacles.× Un besoin d'accompagnement sur certains maillons : Il existe un manque de compétences en gestion de projet et en écriture dans le secteur des arts de la scène au Sénégal. Cela entrave la structuration professionnelle et la capacité à développer des projets artistiques solides et durables.
 <p>Infrastructures et équipement</p>	<ul style="list-style-type: none">× Un manque d'infrastructures de représentation : Malgré la tenue de plusieurs festivals et la présence de quelques salles de concerts dans le pays, le Sénégal souffre d'un manque d'infrastructures adaptées pour les arts de la scène. Ce déficit d'espaces de représentation limite les opportunités pour les artistes locaux de se produire× Un manque d'infrastructures de répétition / enregistrement : Il existe des infrastructures d'enregistrement au Sénégal, mais leurs coûts élevés les rendent inaccessibles pour une grande partie des artistes, limitant ainsi leur capacité à produire professionnellement.

Sénégal (arts de la scène)

Cartographie des besoins



Axes d'intervention de l'AFD

CDV	Conception <i>Préparation du concept et planification</i>	Production <i>Recrutement des acteurs et techniciens, mise en scène</i>	Répétition <i>Travail sur le jeu, la performance, les effets visuels et sonores</i>	Représentation <i>Exposition dans des salles et des festivals</i>	Promotion <i>Captation visuelle / sonore et promotion</i>
Stratégie / gouvernance	Reconnaissance du statut d'artiste	Reconnaissance du statut d'artiste	-	-	Manque de visibilité à l'international
Entrepreneuriat et financement	-	-	-	Manque d'aide à la représentation	-
Formation et compétences	Présence d'un vivier d'artistes	Besoin de formations à l'écriture	-	-	Besoin de formations en gestion de projet
Infrastructures et équipement	-	-	Manque d'infrastructure de répétitions	Manque d'accès à des scènes	-

Togo (cinéma)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



166 M

Revenus des ICC dans le pays en USD (1% du PIB)



134.293

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC (4%)



1,74%

Des dépenses des ménages consacrées à la culture



70.987

Emplois occupés par des femmes (52%)



20.754

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (15%)



24 M USD

D'exportations de biens et services culturels



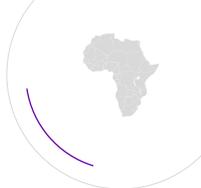
51,98 M USD

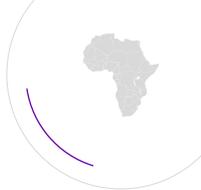
Chiffre d'affaires du secteur informel



123.953

Nombre d'emplois informels dans les ICC (92%)





PRESENTATION DU SECTEUR

- > Le secteur du cinéma togolais est en pleine croissance et transformation, cherchant à se professionnaliser et à s'internationaliser. Le Togo a récemment rebaptisé sa Semaine nationale du cinéma en Festival international du film du Togo (FIFTO) pour mettre en avant les talents locaux et attirer des productions internationales. Le pays cherche à renforcer son écosystème cinématographique à travers des fonds de soutien, la formation des professionnels et des coproductions avec d'autres pays africains. Ces efforts visent à donner au cinéma togolais une dimension plus professionnelle et accessible.

500

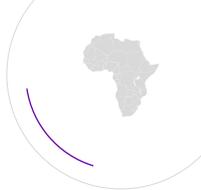
Emplois directs et indirects
de l'industrie

70

Films tournés par an dans le
pays (dont 6 étrangers)

PRINCIPAUX ACTEURS

- > La **Direction Nationale de la Cinématographie du Togo (DNC-Togo)** est une institution publique sous l'autorité du ministère en charge de la culture au Togo. Elle a pour mission la promotion et la réglementation de la filière cinéma et audiovisuel au Togo.
- > Le **Centre National du Cinéma et de l'Image Animée (CNCIA)** est l'organisme chargé de promouvoir le cinéma et l'audiovisuel au Togo. Il soutient la production, la diffusion et la formation dans le domaine cinématographique. Le CNCIA joue un rôle central dans le développement de l'industrie du cinéma togolais, en organisant des événements comme le **Festival International du Film du Togo (FIFTO)** et en soutenant les projets de films.
- > La **Fédération Togolaise des Cinéastes (FETOCI)** soutient les cinéastes du Togo en œuvrant pour leur bien-être et la promotion de leurs œuvres. Elle défend les intérêts des professionnels du secteur, surtout face aux défis de la pandémie qui a impacté le cinéma. FETOCI œuvre pour la structuration de l'industrie cinématographique togolaise et a récemment présenté son rapport d'activités, mettant en avant ses efforts pour le développement du secteur, malgré les difficultés rencontrées.
- > Le **Fonds National de Soutien à l'Industrie Cinématographique et Audiovisuelle (FoNSICA)** a été créé au Togo pour dynamiser le secteur cinématographique et audiovisuel. Ce fonds soutiendra les projets locaux en réduisant les coûts de production, en modernisant les infrastructures et en favorisant la formation des professionnels. Il s'inscrit dans la stratégie plus large de développement des industries culturelles du pays, créant ainsi des opportunités d'emploi et de croissance économique.



Stratégie et gouvernance

- **L'élaboration d'un cadre réglementaire** : Le Togo dispose d'un Code du cinéma et de l'image animée, qui encadre la production, la diffusion et l'exploitation des œuvres cinématographiques et audiovisuelles. Cette loi vise à réglementer l'industrie pour encourager la création locale, protéger les droits des créateurs, et organiser les activités liées au cinéma. Elle prévoit également des mesures pour la promotion culturelle.
- × **Un piratage important** : Malgré les efforts du Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA), notamment à travers ses sept agences régionales et son rôle dans la collecte et la redistribution des redevances, le piratage reste un fléau majeur, entraînant des pertes estimées entre 50 et 75 % des revenus du secteur culturel au Togo.



Entrepreneuriat et financement

- **L'existence de mécanismes de financement publics** : Le Fonds de Soutien à l'Industrie Cinématographique et Audiovisuelle (FONSICA) a été créé pour stimuler la production cinématographique et audiovisuelle au Togo, en apportant un appui financier aux professionnels du secteur pour développer des œuvres locales et promouvoir la culture nationale.
- × **Un faible accès au financement pour les PME** : Malgré certaines success stories, le secteur est encore perçu comme risqué et les acteurs peinent à avoir accès au crédit des banques commerciales.



Formation et compétences

- × **Un manque de compétences en exportation** : Un renforcement des compétences en matière d'internationalisation, comme la compréhension des publics étrangers et l'adaptation aux marchés internationaux, pourrait permettre aux parties prenantes d'accéder à davantage d'opportunités à l'échelle mondiale.
- × **L'absence de filières de formation techniques** : il existe des écoles de formation privées / rattachées à l'université mais leur nombre ne suffit pas à pallier le déficit en compétences techniques, notamment en ce qui à trait à l'éclairage et au son.

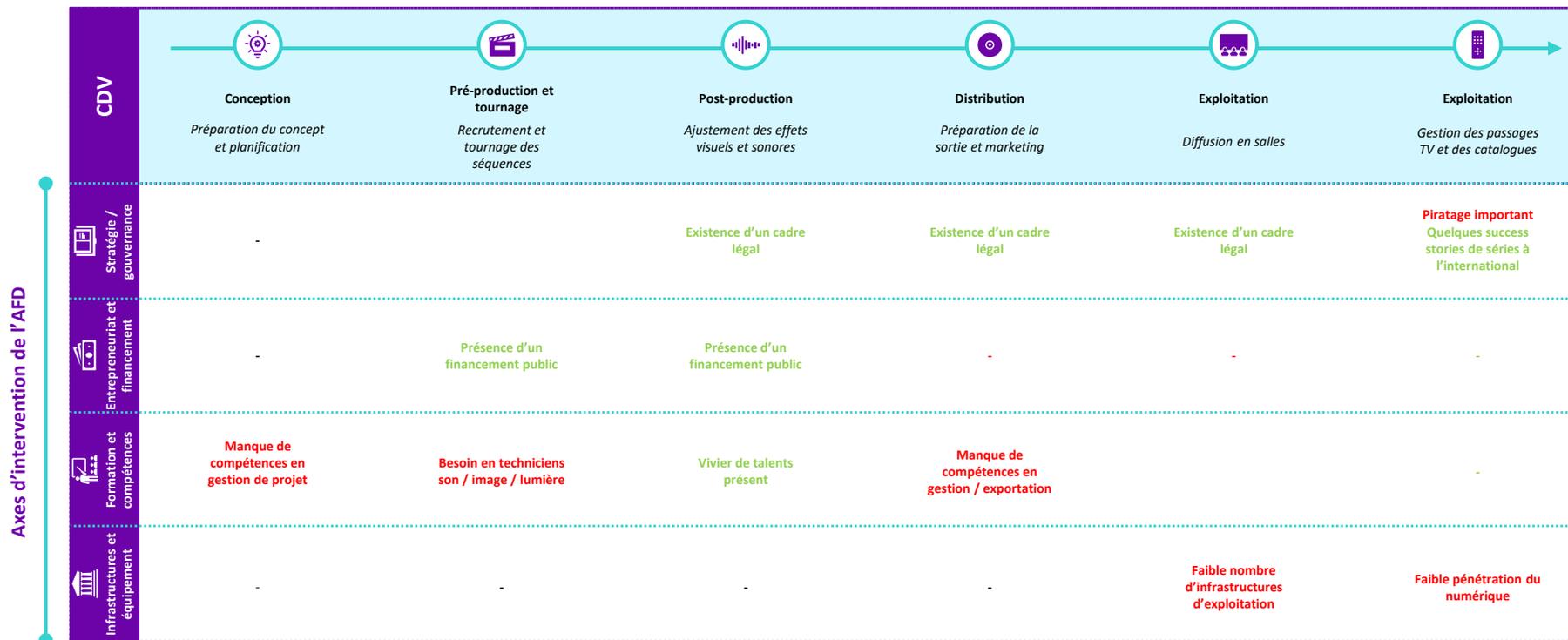
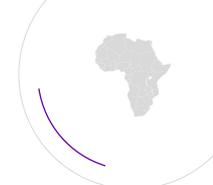


Infrastructures et équipement

- × **Un faible accès aux infrastructures de diffusion** : Le Togo dispose d'une infrastructure cinématographique limitée avec seulement deux salles de cinéma actives (Canal Olympia et l'Institut français) et un projet en cours pour une nouvelle salle à Lomé, ce qui restreint l'exploitation régulière des films locaux.
- × **Une faible pénétration du numérique** : Bien que le Togo ait compté 1,71 million d'internautes en 2020, représentant une pénétration de 21 %, la consommation de contenu numérique reste faible.

Togo (cinéma)

Cartographie des besoins



Amérique centrale et latine

Argentine (édition
/ presse) 

Brésil (cinéma) 

Colombie
(musique) 

Cuba (musique) 

Mexique
(patrimoine) 



Argentine (édition / livres)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



13,25 Ma 

Revenus des ICC dans le pays en USD (2% du PIB)

354.000 

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC (2%)



2,9 % 

Des dépenses des ménages consacrées à la culture



93.998 

Emplois occupés par des femmes (27%)



23.320 

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (7%)



56 M USD 

D'exportations de biens et services culturels



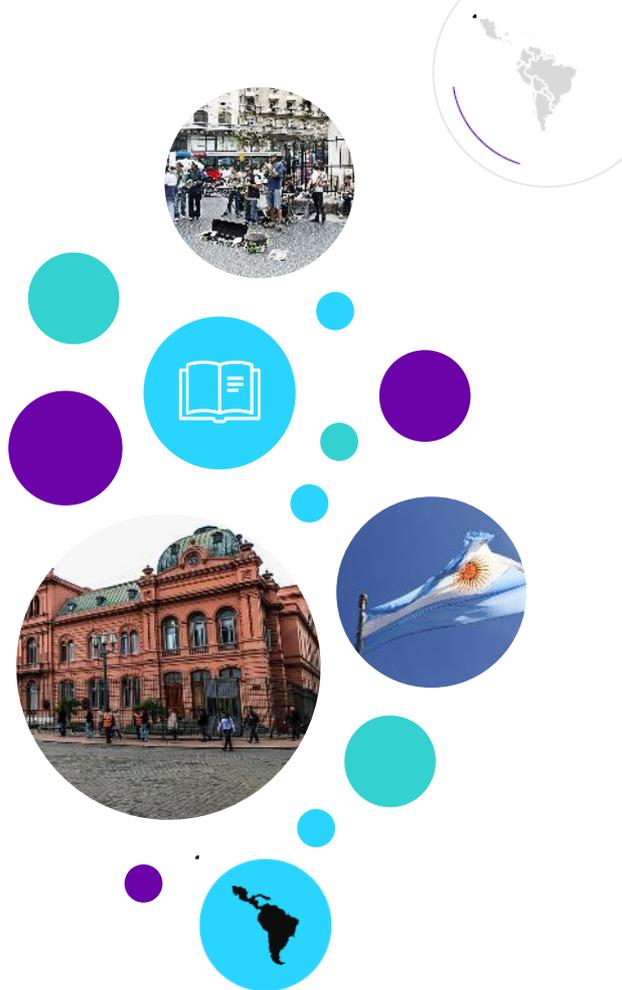
2,81 Ma USD 

Chiffre d'affaires du secteur informel



109.740 

Nombre d'emplois informels dans les ICC (31%)





PRESENTATION DU SECTEUR

- > Le secteur de l'édition et du livre en Argentine est un domaine en pleine effervescence, marqué par une forte production littéraire qui reflète la richesse culturelle du pays. Malgré les défis économiques, le marché de l'édition reste robuste, soutenu par une demande constante de livres, tant pour les publications locales qu'internationales. La littérature argentine, riche de son histoire et de ses influences variées, continue de capter l'attention des lecteurs, tandis que les éditeurs se concentrent sur la promotion de nouveaux talents et la traduction d'œuvres étrangères. L'édition en Argentine joue un rôle crucial dans la diffusion de la culture, contribuant au développement de la pensée critique et à l'accès à la connaissance.

347

Nombre de maisons
d'édition commerciales en
2021

35.000

Nombre de titres publiés
en 2021

PRINCIPAUX ACTEURS

- > La **Cámara Argentina del Libro (CAL)** est une organisation majeure dans le secteur de l'édition en Argentine. Elle soutient l'industrie du livre à travers des actions telles que la défense des droits des éditeurs et des auteurs, la collecte de données, et la promotion des livres argentins à l'international. Elle organise également des événements littéraires, dont la Feria del Libro de Buenos Aires, un événement central dans le domaine de l'édition.
- > Le **Grupo Editorial Planeta Argentina, Ediciones Siglo XXI** et **Editorial Sudamericana** sont des maisons d'édition influentes en Argentine. Elles jouent un rôle central dans la diffusion de la culture littéraire en publiant des ouvrages d'auteurs argentins et internationaux. Ces maisons contribuent à la diversité de la production littéraire du pays et à la richesse de son paysage éditorial, en offrant une large variété de genres et de thématiques à un public national et international.



Opportunités et freins

 <p>Stratégie et gouvernance</p>	<ul style="list-style-type: none">× Une politique de l'édition libérale : L'abrogation de la loi pour la défense de l'activité de la vente de livre, engendrant la dérégulation des prix du livre a empêché la protection des petits libraires, car les prix sont désormais trop élevés dans un contexte de forte inflation, rendant difficile leur maintien face à la concurrence et à une clientèle de plus en plus restreinte.× Un fort piratage des œuvres numériques : En Argentine, un fort piratage des œuvres numériques se produit sur les réseaux sociaux et via des drives partagés, ce qui pose un sérieux défi pour l'industrie culturelle et la protection des droits d'auteur.
 <p>Entrepreneuriat et financement</p>	<ul style="list-style-type: none">× Une forte pression financière sur les éditeurs : Les éditeurs en Argentine subissent une pression financière importante en raison du système de paiement des œuvres par les libraires, qui s'effectue à 90 jours, créant ainsi des délais de trésorerie longs et un manque de liquidités immédiates pour les maisons d'édition.× Des coûts importants : Les coûts de production du livre ont considérablement augmenté, principalement en raison de la hausse des prix des matières premières, causée par une dévaluation du peso de plus de 50%.
 <p>Formation et compétences</p>	<ul style="list-style-type: none">→ Présence de toute la chaîne de valeur : En Argentine, tous les maillons de la chaîne de valeur du livre sont présents, incluant des maisons d'édition, ainsi que des réseaux de distribution et de vente, permettant ainsi une offre complète pour la production et la commercialisation des ouvrages.× Certains besoins en formation identifiés : L'industrie du livre en Argentine connaît un fort besoin en management pour structurer son développement, ainsi qu'une demande croissante de traducteurs afin de perpétuer l'activité de traduction littéraire pour laquelle le pays est reconnu à l'international.
 <p>Infrastructures et équipement</p>	<ul style="list-style-type: none">× Une faible adoption des plateformes numériques : Le marché du livre numérique en Argentine est encore peu développé en raison des taxes élevées, ce qui entraîne des prix trop élevés pour les consommateurs et freine l'adoption de ce format.× Des difficultés de visibilité pour les éditeurs indépendants : En Argentine, la présence massive des livres des grandes maisons d'édition sur les étagères des librairies noie la visibilité des éditeurs indépendants, rendant leur exposition en vitrine difficile et limitant ainsi leurs opportunités de se faire connaître du public. Cependant, un vivier de lecteurs exigeants existe, qui demande activement les catalogues de ces maisons d'édition, offrant ainsi une niche précieuse pour les livres indépendants.

Argentine (édition / livres)

Cartographie des besoins



Axes d'intervention de l'AFD

CDV	 Ecriture <i>Rédaction du texte</i>	 Edition <i>Révision et préparation du manuscrit</i>	 Production <i>Fabrication physique du livre (impression, reliure)</i>	 Distribution <i>Mise à disposition du livre dans les points de vente</i>	 Commercialisation <i>Promotion et vente du livre</i>	 Gestion des droits <i>Protection et négociation des droits d'auteur</i>
 Stratégie / gouvernance	-	-	-	-	Politique de prix libérale	Fort piratage des œuvres numériques
 Entrepreneuriat et financement	-	Fort pression financière sur l'éditeur	Fort pression financière sur l'éditeur Coût de production importants	-	-	-
 Formation et compétences	Présence d'un vivier d'artistes	Vivier de talents présent	Vivier de talents présent	Vivier de talents présent	Manque de mise en relation avec la presse	-
 Infrastructures et équipement	-	-	-	-	Faible visibilité des éditeurs indépendants Faible adoption des plateformes numériques	-

Brésil (cinéma)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



40 Ma

Revenus des ICC dans le pays en USD (2% du PIB)

7,7 M

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC (8%)



3 %

Des dépenses des ménages consacrées à la culture

3,3 M

Emplois occupés par des femmes (41%)

1,08 M

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (14%)

1.298 M USD

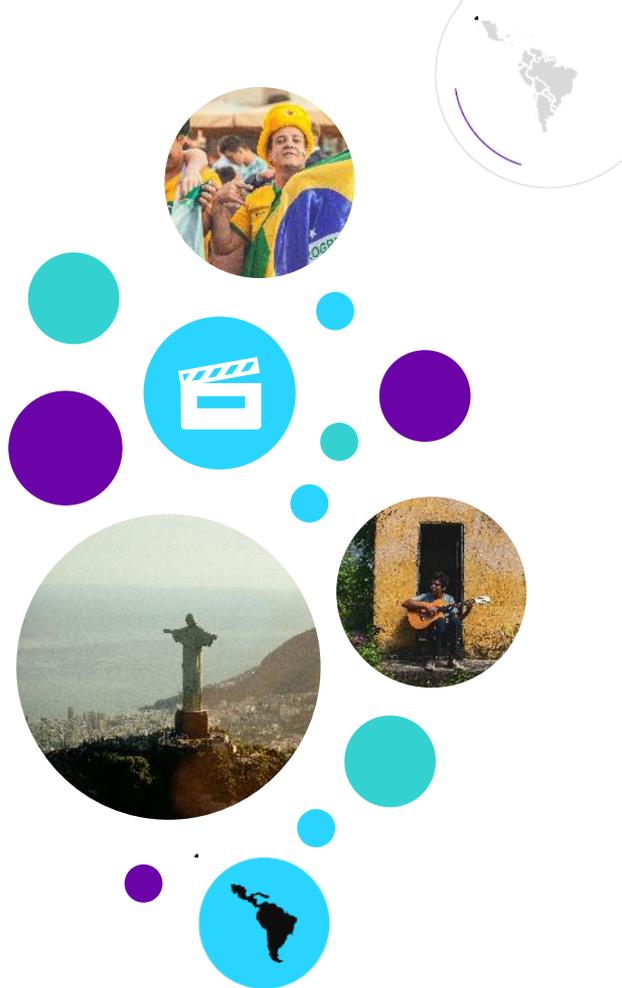
D'exportations de biens et services culturels

13.360 M USD

Chiffre d'affaires du secteur informel

2,8 M

Nombre d'emplois informels dans les ICC (37%)





PRESENTATION DU SECTEUR

- > Le cinéma brésilien, malgré son potentiel créatif, fait face à des défis structurels importants. Le manque de financements privés freine la production et limite l'émergence de nouveaux projets ambitieux. Par ailleurs, le secteur nécessite davantage de compétences en gestion de projets pour structurer les productions et améliorer leur efficacité. Enfin, l'accès aux marchés internationaux reste un enjeu clé, demandant des stratégies renforcées pour promouvoir les œuvres brésiliennes à l'étranger et développer leur audience globale

2 Ma USD

Revenus du secteur du cinéma au Brésil

657.050

Emplois générés par le secteur audiovisuel

PRINCIPAUX ACTEURS

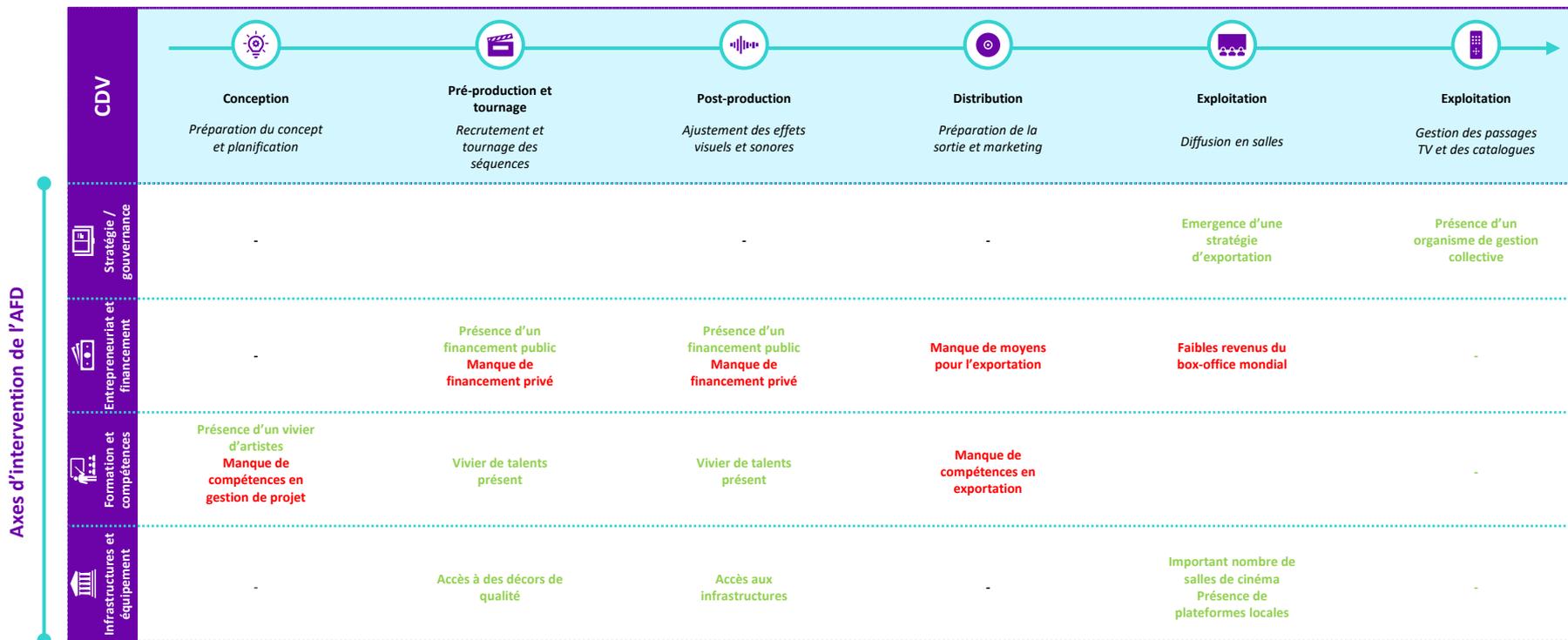
- > Le secteur cinématographique au Brésil est chapeauté par le **ministère de la Culture (Ministério da Cultura, ou MinC)**. Ce ministère est responsable de la promotion des arts, de la culture et du patrimoine au niveau national, y compris le cinéma.
- > **L'ANCINE (Agence Nationale du Cinéma)** est une autorité fédérale de régulation et de promotion de l'industrie audiovisuelle, elle supervise la politique nationale du cinéma et distribue des fonds pour la production, la distribution et l'exposition de films.
- > **Les SESC (Serviço Social do Comércio)** sont des organismes publics présents dans chaque localité qui sont financés par des cotisations patronales et jouent un rôle dans la diffusion des films nationaux et étrangers dans ses espaces culturels.
- > **Globo Filmes** est un des principaux producteurs de contenu cinématographique et télévisé au Brésil, jouant un rôle clé dans la création de films à succès.
- > L'organisme responsable des droits d'auteur au Brésil, **ECAD (Escritório Central de Arrecadação e Distribuição)**, joue un rôle clé dans le secteur du cinéma, tout comme dans la musique, en assurant la collecte et la distribution des redevances liées à l'utilisation des œuvres audiovisuelles.



 <p>Stratégie et gouvernance</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'existence d'un corpus juridique régissant le secteur: Le secteur du cinéma au Brésil est régi par des lois spécifiques, telles que la Loi de l'Audiovisuel et la Loi Rouanet, qui établissent des mécanismes de financement, des incitations fiscales et des réglementations pour soutenir la production, la distribution et l'exposition des œuvres cinématographiques à l'échelle nationale et internationale.→ L'adoption d'une stratégie d'ouverture internationale : Le Brésil cherche à promouvoir ses œuvres cinématographiques sur les marchés étrangers et à développer les relations professionnelles avec d'autres pays, en témoigne le lancement d'un Plan d'Action pour l'Exportation de l'Audiovisuel par l'UNESCO en 2021 et la ratification d'accords de co-production avec des pays, notamment la France en octobre 2024.
 <p>Entrepreneuriat et financement</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'existence de mécanismes de financement publics: Le financement du cinéma au Brésil provient de plusieurs sources, telles que les incitations fiscales via la Lei do Audiovisual et le Fundo Setorial do Audiovisual de l'ANCINE, des subventions gouvernementales, des fonds régionaux comme les SESCOs (alimentés par 1.5% des revenus bruts des entreprises du secteur tertiaire).× Une forte dépendance aux investissements publics : Il existe peu de financement privé pour le cinéma au Brésil, à l'exception notable de certains distributeurs comme Globo Filmes, et l'accès au crédit bancaire est difficile en raison des taux d'intérêt élevés, qui s'élèvent à 11 %.
 <p>Formation et compétences</p>	<ul style="list-style-type: none">→ Présence de tous les maillons de la chaîne de valeur: Le Brésil peut compter sur des profils qualifiés couvrant l'ensemble des activités de conception, tournage et de post-production notamment grâce à des institutions telles que l'Escola de Comunicação da Universidade Federal do Rio de Janeiro et l'Academia Internacional de Cinema (AIC) à Sao Paulo.× Un important besoin en management : Les acteurs du secteur doivent être accompagnés dans la gestion de projets et l'internationalisation des œuvres cinématographiques (langue anglaise, identification d'un public cible, adaptation du contenu à la cible, développement d'affaires, etc.)
 <p>Infrastructures et équipement</p>	<ul style="list-style-type: none">→ Un nombre conséquent d'infrastructures de diffusions : Le pays compte environ 3.400 de cinéma, principalement concentrés dans les villes de Rio de Janeiro, Brasília et Sao Paulo.→ L'existence de plusieurs plateformes numériques locales : Le Brésil dispose de plusieurs plateformes numériques locales telles que GloboPlay et Looke, et la population brésilienne est particulièrement attachée à la consommation de contenu audiovisuel.

Brésil (cinéma)

Cartographie des besoins



Colombie (musique)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



17,56 Ma 

Revenus des ICC dans le pays en USD (5% du PIB)

830.000 

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC



6% 

Des dépenses des ménages consacrées à la culture*



343.540 

Emplois occupés par des femmes (41%)*



105.630 

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (13%)*



435 M USD 

D'exportations de biens et services culturels



5,04 Ma USD 

Chiffre d'affaires du secteur informel*



463.970 

Nombre d'emplois informels dans les ICC (56%)*



Colombie (musique)

Présentation du secteur



PRESENTATION DU SECTEUR

- > L'industrie musicale en Colombie est en plein essor et contribue de manière significative à l'économie du pays, portée par la popularité des genres comme le reggaeton et la cumbia. Bogota et Medellín sont des centres clés pour la production et la diffusion musicale, avec un fort dynamisme autour des festivals et de la musique live.

Le streaming est central dans l'industrie musicale colombienne, permettant une large diffusion des artistes locaux et générant des revenus clés pour le secteur

105,8 M USD

Revenus de l'industrie musicale en 2023

86,8 M

Revenus de l'industrie portés par le streaming

82%

revenus de l'industrie portés par le streaming

3000+

Concerts organisés chaque année dans le pays

PRINCIPAUX ACTEURS

- > **Le ministère de la Culture** est l'entité directrice du secteur culturel colombien et son objectif est de formuler, de coordonner, d'exécuter et de veiller à la politique de l'État en matière de culture et de loisirs.
- > **Les majors basées en Colombie (Sony Music, Universal Music, Warner Music et Warner Chappell)** dépendent toutes de leur siège respectif à Miami. Elles ont surtout un rôle de marketing local auprès des plateformes de streaming, festivals, tourneurs et médias. Le service A&R est bien présent mais davantage géré par les sièges aux USA, où sont signés les plus gros artistes.
- > **L'Organisation Sayco-Acinpro (OSA)**, est un guichet unique ou société de gestion collective unique mandataire de la SAYCO (en charge des droits d'auteur/compositeurs, et qui a un accord de réciprocité avec la SACEM) et de l'ACINPRO (en charge des droits d'interprètes et des phonogrammes)
- > **Les distributeurs physiques présents (MTM, Millenium, Disco Fuentes)** ont leur propre réseau de distribution. A cause du fort niveau de concentration du marché, les plus gros distributeurs comme Disco Fuentes ont un pouvoir de négociation avec les producteurs et arrivent à contrôler les prix. Il peut aussi exister des contrats d'exclusivité entre producteurs et distributeurs

Colombie (musique)

Opportunités et freins



Stratégie et gouvernance

- × **Un manque d'efficacité des politiques publiques en faveur des ICC:** L'Etat colombien a mené une politique d'économie orange destinée à dynamiser les ICC mais l'application du plan stratégique n'a pas fait l'objet d'un suivi
- **L'existence d'un guichet unique pour la gestion des droits :** La Sayco Asinpro (OSA) a pour responsabilité de gérer les droits d'auteur et les droits voisins des artistes en Colombie, assurant leur rémunération pour l'utilisation de leurs œuvres



Entrepreneuriat et financement

- **Un vivier de labels indépendants :** Le secteur est dominé par plusieurs labels majors qui financent la production musicale des artistes. Il existe néanmoins plusieurs labels indépendants de tous types (latino-africain, jazz, rock métal, punk, etc.)
- **De nombreux programmes de subventions publics :** L'Etat a mis en place différents véhicules (Fondo Nacional para la Cultura y las Artes, Fondo Emprender, ProColombia) qui financent l'enregistrement, le mixage, la distribution et l'exportation de la musique
- **Le streaming comme vecteur de revenus:** Les plateformes de streaming ont permis à de nombreux artistes colombiens de se faire connaître à l'international. On estime aujourd'hui que 82% des revenus de l'industrie provient du streaming.



Formation et compétences

- **Présence d'acteurs sur toute la chaîne de valeur:** La Colombie dispose d'un important vivier d'artistes et de main d'œuvre qualifiée permettant de couvrir l'ensemble des activités de la musique
- **Présence de formations aux métiers de la musique :** Plusieurs formations existent dans les métiers de la musique (Escuela de Audio y Sonido à Medellin, Escuela de Sonido Fernando Sor à Bogota). Ces formations contribuent au développement d'une main-d'œuvre qualifiée pour l'industrie musicale, tant dans la production que dans la gestion de projets sonores et musicaux.



Infrastructures et équipement

- **Un accès facile aux infrastructures:** Les acteurs ont facilement accès à des infrastructures d'enregistrement et de mixage de qualité. De plus, de nombreux festivals sont organisés chaque année (+ de 3000) permettant aux artistes de promouvoir leur art
- × **Une très forte concentration des entreprises à Bogota et Medellin :** A elle-seule, Bogota concentre 92% des entreprises de services créatifs et 90% des entreprises de production audiovisuelle

Colombie (musique)

Cartographie des besoins



Axes d'intervention de l'AFD

CDV	Pré-production <i>Planification et préparation de la création musicale</i>	Enregistrement <i>Captation des pistes audio dans un studio ou un lieu adapté</i>	Mixage / mastérisation <i>Ajustement des pistes enregistrées</i>	Distribution <i>Mise en marché via des canaux physiques ou numériques.</i>	Diffusion <i>Partage de la musique sur les médias, réseaux sociaux, radios ou sites de streaming, concerts</i>	Édition <i>Gestion des droits d'auteur et collecte des redevances pour l'utilisation des œuvres</i>
Stratégie / gouvernance	-	-	-	-	-	Existence d'un guichet unique pour la gestion des droits
Entrepreneuriat et financement	-	Accès au financement public (Fondo Emprender, FONCA)	Accès au financement public (Fondo Emprender, FONCA)	-	Aide à l'exportation (ProColombia) Financement des tournées et spectacles (Fondo Emprender, FONCA)	-
Formation et compétences	Présence d'un vivier d'artistes	Existence de formations Présence de main d'œuvre qualifiée (techniciens)	Existence de formations Présence de main d'œuvre qualifiée (techniciens)	Présence de labels (majors / indépendants) et agences de marketing Existence de canaux de diffusion physiques	Présence de labels (majors / indépendants)	Existence d'un guichet unique pour la gestion des droits
Infrastructures et équipement	-	Accès aux infrastructures Forte concentration à Medellin et Bogota	Accès aux infrastructures Forte concentration à Medellin et Bogota	-	Organisation de +3000 festivals par an	-

Cuba (musique)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



2,21 Ma

Revenus des ICC dans le pays en USD (2% du PIB)

156.130

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC (3%)



3,86%

Des dépenses des ménages consacrées à la culture*

57.770

Emplois occupés par des femmes (41%)*

20.980

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (13%)*

132 M USD

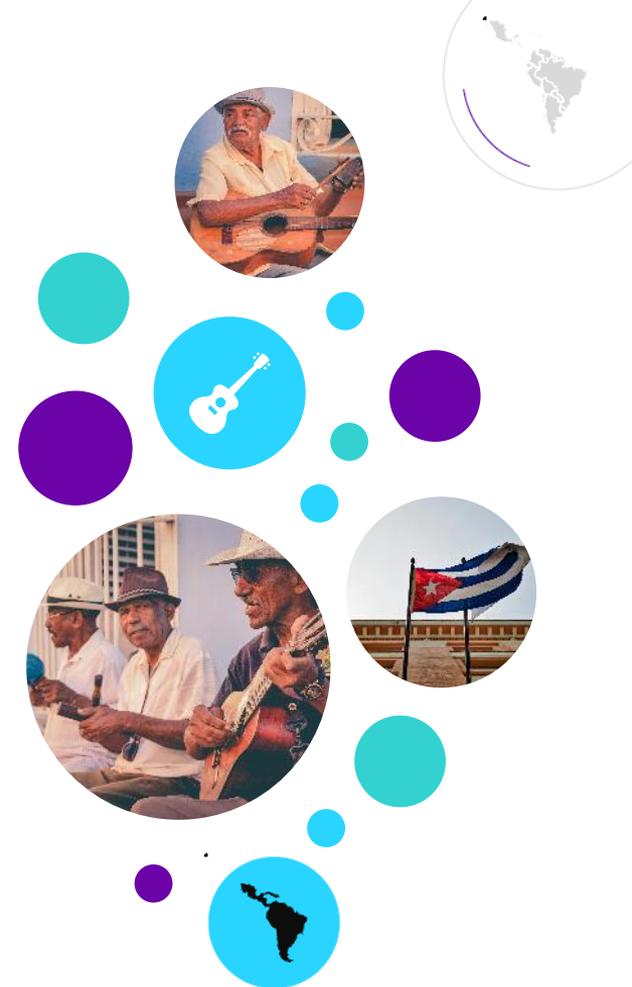
D'exportations de biens et services culturels

716,86 M USD

Chiffre d'affaires du secteur informel*

83.390

Nombre d'emplois informels dans les ICC (53%)*



Cuba (musique)

Présentation du secteur



PRESENTATION DU SECTEUR

- > L'industrie musicale à Cuba est profondément enracinée dans les traditions culturelles du pays, avec des genres comme le son, la salsa, le jazz et le reggaeton qui dominent la scène locale et internationale. Malgré sa richesse artistique, le secteur fait face à plusieurs freins, notamment la censure étatique qui limite la liberté d'expression musicale, le faible accès aux équipements et les difficultés économiques liées au manque de financement privé.

21.335

Emplois créés par l'industrie musicale à Cuba

1,4 M

Revenus de l'industrie portés par le streaming

PRINCIPAUX ACTEURS

- > **Le ministère de la Culture de Cuba**, structure étatique centrale, a pour mission de superviser et de coordonner les politiques culturelles, en soutenant la promotion, la préservation et le développement de la musique comme patrimoine national
- > **L'EGREM (Empresa de Grabaciones y Ediciones Musicales)** est une entreprise publique qui préserve, produit et diffuse le patrimoine musical cubain grâce à ses studios, ses archives historiques et ses productions contemporaines
- > **ARTEX** est une entreprise publique, promeut et exporte les artistes cubains à l'échelle internationale tout en gérant des espaces culturels qui valorisent la musique locale
- > **CUBARTE** est une plateforme numérique publique, diffuse les œuvres musicales cubaines en ligne et propose des outils numériques pour soutenir la création artistique
- > **Les cuentas propistas**, des travailleurs indépendants, jouent un rôle essentiel en dynamisant les espaces de performance musicale, comme les bars et restaurants, et en diversifiant l'offre culturelle
- > **L'Agence Cubaine des Droits d'Auteur Musical** a pour objectifs principaux de protéger les droits des créateurs cubains en gérant la collecte et la distribution des royalties générées par l'utilisation de leurs œuvres, tant à l'échelle nationale qu'internationale.

Cuba (musique)

Opportunités et freins



 <p>Stratégie et gouvernance</p>	<ul style="list-style-type: none">× Un fort contrôle de l'Etat sur le secteur : Le décret 349 de 2018 impose certaines restrictions dans les thématiques abordées par les artistes et interdit leur représentation sans accord préalable du ministère de la Culture.→ L'existence d'un cadre juridique autour du patrimoine culturel (dont la musique) : Les lois cubaines sur la protection du patrimoine culturel assurent la conservation des œuvres musicales et des traditions, soutiennent la création artistique locale, préservent l'identité culturelle du pays, et garantissent les droits des artistes et la gestion des exportations culturelles
 <p>Entrepreneuriat et financement</p>	<ul style="list-style-type: none">× Des modes de rémunération insuffisants : Les artistes cubains signent un contrat avec l'Etat qui les oblige à réaliser un nombre défini de représentations annuelles en échange d'un salaire fixe qui ne leur permet pas de vivre décemment ni de couvrir leurs frais de déplacement, logement, etc.× De faibles possibilités d'intervention de la part des bailleurs : L'embargo freine l'action des bailleurs de fonds dans la musique et les ICC de façon globale. Ceux-ci interviennent principalement dans des secteurs prioritaires tels que l'infrastructure, l'énergie, etc.→ L'émergence d'opportunités de financement privées : L'Etat a publié en août 2024 un décret-loi visant à réglementer le secteur des micro-petites et moyennes entreprises (MIPYMES). Cette initiative encourage notamment l'ouverture de restaurants et bars qui représentent des scènes potentielles pour les artistes
 <p>Formation et compétences</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'existence de formations d'excellence : Le pays dispose d'institutions musicales de renom telles que l'Institut Supérieur d'Art, l'Ecole Nationale des Arts et le Conservatoire Amadeo Roldán. Les talents sont repérés très jeunes et disposent de compétences techniques répondant aux besoins de l'industrie.× Une importante fuite des talents : Compte-tenu du manque de financement, les artistes à succès cherchent à s'implanter dans d'autres pays (Espagne, France, Etats-Unis)× Un secteur peu ouvert aux femmes : Les femmes représenteraient environ 10% des emplois dans des genres musicaux comme le jazz, et seraient cantonnées à certains instruments (violin, percussions).
 <p>Infrastructures et équipement</p>	<ul style="list-style-type: none">→ Un accès facile aux infrastructures d'enregistrement : Il existe certains studios d'enregistrement d'excellente qualité dans lesquels les artistes peuvent se rendre. Ces studios étaient principalement gérés par l'Etat, mais depuis août 2024, des studios privés peuvent désormais exister.× Un important besoin d'équipements : A cause de l'embargo, il existe un important déficit en instruments de musique (1 seul piano à queue dans tout le pays) et les instruments restants sont désuets ou de mauvaise qualité.× D'importantes difficultés de déplacement : La pénurie de carburant que connaît le pays empêche les artistes de se déplacer et d'accéder aux différentes scènes musicales qui leur permettraient de promouvoir leur art.

Cuba (musique)

Cartographie des besoins



Axes d'intervention de l'AFD

CDV	Pré-production <i>Planification et préparation de la création musicale</i>	Enregistrement <i>Captation des pistes audio dans un studio ou un lieu adapté</i>	Mixage / mastérisation <i>Ajustement des pistes enregistrées</i>	Distribution <i>Mise en marché via des canaux physiques ou numériques.</i>	Diffusion <i>Partage de la musique sur les médias, réseaux sociaux, radios ou sites de streaming, concerts</i>	Edition <i>Gestion des droits d'auteur et collecte des redevances pour l'utilisation des œuvres</i>
Stratégie / gouvernance	Fort contrôle de l'Etat sur les thématiques	-	-	-	Mise en place de mécanismes d'exportation par l'EGREM	Existence d'un organisme de gestion collective (ACDAM)
Entrepreneuriat et financement	-	Secteur peu ouvert aux femmes Modes de financement insuffisants	-	-	Charges de déplacement non-prises en compte	-
Formation et compétences	Présence d'un vivier d'artistes	Existence de formations Fuite des talents	Existence de profils de qualité Fuite des talents	-	Diffusion principalement gérée par l'Etat	-
Infrastructures et équipement	-	Possibilité d'ouvrir des studios d'enregistrement Manque d'instruments	Manque d'instruments	-	Difficulté de déplacement (pénurie de carburant) Manque d'instruments	-

Mexique (patrimoine)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



55,51 Ma 

Revenus des ICC dans le pays en USD (2% du PIB)

1,49 M 

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC (3%) 

3,86 % 

Des dépenses des ménages consacrées à la culture 

606.612 

Emplois occupés par des femmes (41%) 

232.730 

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (16%) 

5,49 Ma USD 

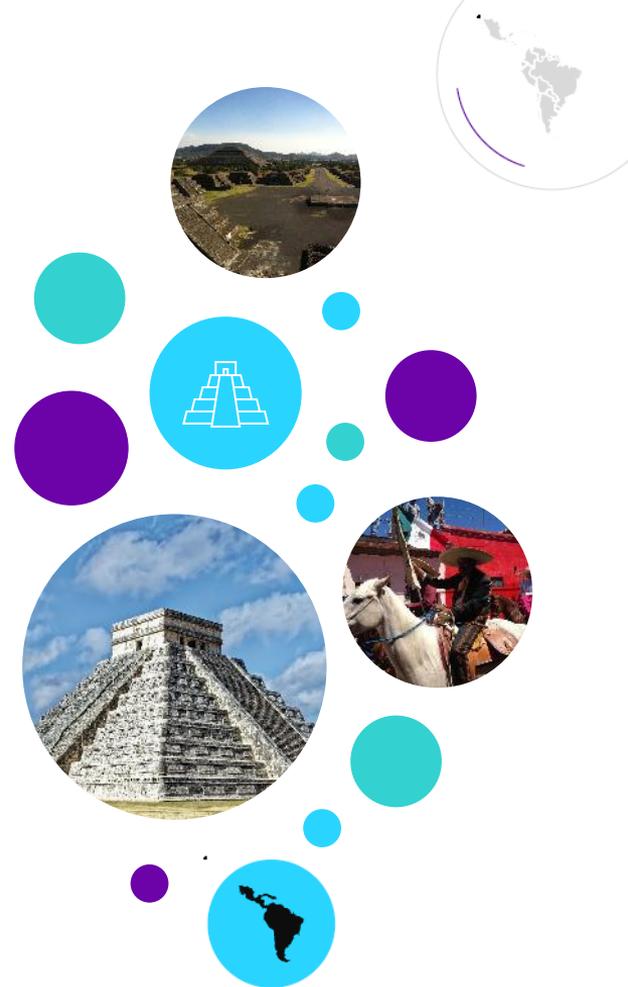
D'exportations de biens et services culturels 

15,10 Ma USD 

Chiffre d'affaires du secteur informel 

814.122 

Nombre d'emplois informels dans les ICC (56%) 



Mexique (patrimoine)

Présentation du secteur



PRESENTATION DU SECTEUR

- > Le secteur du patrimoine au Mexique est extrêmement riche et diversifié, englobant une multitude de sites culturels et naturels inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO. Avec un grand nombre de sites inscrits, dont des villes historiques comme Mexico et Oaxaca, ainsi que des sites naturels comme les réserves de biosphère, le pays est un véritable trésor de diversité culturelle et naturelle. Le patrimoine culturel immatériel, comprenant des traditions, des fêtes et des savoir-faire artisanaux, est également soigneusement préservé.

32

Nombre de sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO

5.800

Nombre d'objets d'art préhispaniques rapatriés entre 2018 et 2021

PRINCIPAUX ACTEURS

- > Le **Secrétariat de la Culture** est chargé de définir et de mettre en œuvre les politiques publiques liées à la protection, la conservation et la valorisation du patrimoine culturel national.
- > **L'Institut National d'Anthropologie et d'Histoire (INAH)** joue un rôle central dans la recherche, la préservation et la restauration des sites archéologiques, historiques et des biens culturels.
- > **L'Archivo General de la Nación de México (AGN)** est responsable de la gestion, de la conservation et de la diffusion des archives historiques du pays, constituant un élément clé du patrimoine documentaire et culturel mexicain.
- > **L'Institut National des Beaux-Arts et de la Littérature (INBAL)** se consacre à la conservation des monuments artistiques et des biens mobiliers culturels d'importance nationale.
- > La **Commission Nationale des Zones Naturelles Protégées (CONANP)** veille à la protection des espaces naturels, souvent liés à des éléments du patrimoine culturel.
- > **Les gouvernements municipaux et étatiques** interviennent dans la gestion, la préservation et la promotion du patrimoine local à travers des initiatives régionales.



Opportunités et freins

 <p>Stratégie et gouvernance</p>	<ul style="list-style-type: none">→ Un secteur porté par une volonté publique : Le Mexique fait face à des défis pour la sauvegarde et la conservation de son patrimoine culturel en raison de sa grande diversité. La création de la Secrétariat de la Culture (2015) et de la Loi Générale de la Culture et des Droits Culturels (2016) a permis de développer de nouvelles méthodes pour protéger le patrimoine tangible et intangible.→ Le patrimoine au cœur du développement territorial : Il existe des plans d'action pour la protection du patrimoine culturel contre les catastrophes, comme le Plan d'Action Local pour la Résilience du Patrimoine Culturel d'Atlixco, qui vise à intégrer la gestion du patrimoine dans les instruments de planification territoriale pour renforcer sa résilience face aux menaces.
 <p>Entrepreneuriat et financement</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'existence de fonds dédiés : Il existe divers fonds et mécanismes de financement dédiés à la préservation du patrimoine historique et culturel, tels que le World Monuments Fund, le Frontera Culture Fund, ou encore le US Ambassadors Fund for the Preservation of Cultural Heritage, qui soutiennent des initiatives de conservation à travers le monde.
 <p>Formation et compétences</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'existence de formations : Il existe des programmes de formation spécialisés dans la conservation et la restauration du patrimoine, tels que la National School of Conservation, Restoration and Museography, la Western School of Conservation and Restoration, et le Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM), qui préparent les professionnels à préserver les biens culturels et historiques.
 <p>Infrastructures et équipement</p>	<ul style="list-style-type: none">× Le patrimoine mis à risque par la modernisation du pays : Les projets menés par le gouvernement, comme le Train Maya au Mexique, suscitent de vives préoccupations quant à leurs impacts sur le patrimoine culturel et environnemental, des activistes avertissant des risques "catastrophiques" pour les sites archéologiques et les écosystèmes locaux.

Asie du sud

Cambodge (patrimoine) 

Inde (patrimoine) 

Indonésie (cinéma) 

Vietnam (cinéma) 



Cambodge (patrimoine)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



2.523 M

Revenus des ICC dans le pays en USD (8% du PIB)

936.388

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC

2,22%

Des dépenses des ménages consacrées à la culture

453.007

Emplois occupés par des femmes (48%)

191.753

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (20%)

2.202 M USD

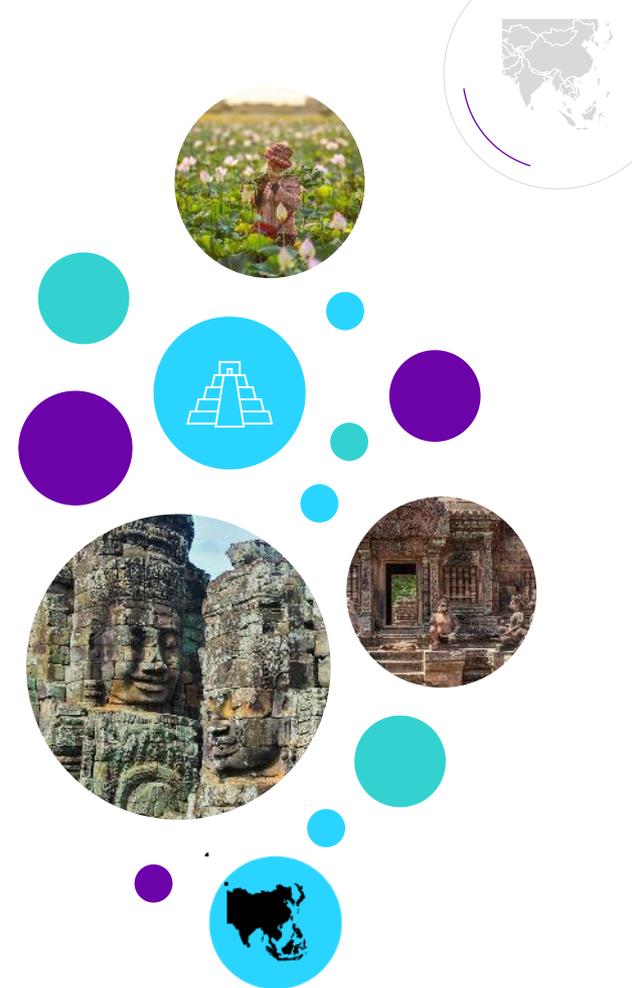
D'exportations de biens et services culturels

883,16 M USD

Chiffre d'affaires du secteur informel

837.113

Nombre d'emplois informels dans les ICC (89%)



Cambodge (patrimoine)

Présentation du secteur



PRESENTATION DU SECTEUR

- > Le secteur du patrimoine au Cambodge est crucial pour la préservation de l'histoire et le développement économique du pays. Il met en valeur des sites emblématiques comme les temples d'Angkor, classés au patrimoine mondial de l'UNESCO, qui attirent de nombreux touristes chaque année.
Le pays s'engage également dans la restitution de pièces culturelles importantes, renforçant le lien avec son passé. Ces efforts contribuent à la reconstruction nationale, à la diplomatie et au développement local, en générant des bénéfices économiques et culturels pour la population.

4

Biens inscrits sur la liste du patrimoine mondial

2

Pièces majeures datant du 10e siècle, originaires du Cambodge, remises au pays.

PRINCIPAUX ACTEURS

- > Le **ministère de la Culture et des Beaux-Arts du Cambodge** joue un rôle central dans la gestion, la préservation et la valorisation du patrimoine culturel. Le gouvernement soutient les initiatives de conservation et travaille avec les organisations internationales pour préserver les sites historiques.
- > L'**Autorité Nationale APSARA** est en charge de la conservation et de la gestion du parc archéologique d'Angkor et de ses environs, situé à Siem Reap, au Cambodge. Elle veille à la protection du patrimoine culturel, à la gestion environnementale, à la recherche archéologique et au développement durable. En collaboration avec des organisations internationales comme l'UNESCO, elle œuvre pour la préservation des sites culturels tout en soutenant le tourisme responsable et en impliquant les communautés locales.
- > Le **Musée national du Cambodge**, situé à Phnom Penh, est un site emblématique dédié à l'art et à l'histoire khmères. Construit entre 1917 et 1920 dans un style architectural traditionnel, il abrite plus de 14 000 pièces, dont des sculptures, des objets ethniques et des artefacts de diverses époques.
- > Le **Comité international de coordination pour la sauvegarde et le développement d'Angkor (CIC)** est une organisation créée pour coordonner les efforts de conservation et de gestion du site d'Angkor, en impliquant divers acteurs nationaux et internationaux, et en veillant à la préservation de ce patrimoine tout en soutenant son développement durable.

Cambodge (patrimoine)

Opportunités et freins



Stratégie et gouvernance

- **Un important soutien français** : Il existe un accord de coopération entre la France et le Cambodge dans le domaine du patrimoine et de l'archéologie, qui inclut des formations pour les professionnels cambodgiens, des échanges d'expertise, ainsi que des chantiers-écoles et des stages pratiques en archéologie préventive. Ce partenariat permet également l'apport d'une expertise française sur les sites patrimoniaux, comme Angkor



Entrepreneuriat et financement

- × **Des financements publics insuffisants** : Il existe un manque de financement pour la construction et l'entretien des musées au Cambodge, ce qui pousse l'État à recourir à des entreprises privées proches du pouvoir, souvent orientées vers la rentabilité et concentrées sur les sites touristiques de Siem Reap. Cette dépendance conduit à la création de musées souvent spectaculaires mais financièrement insoutenables, comme l'Angkor National Museum et le Angkor Panorama Museum, qui n'ont pas réussi à générer les revenus escomptés



Formation et compétences

- **L'existence de formations de qualité** : Il existe plusieurs formations aux métiers du patrimoine au Cambodge, telles que celles proposées par l'École de Chaillot, le Centre régional de formation aux métiers du patrimoine, et l'EFEO, qui collaborent avec des institutions locales comme l'Université royale des Beaux-Arts pour soutenir la conservation, la restauration et la mise en valeur du patrimoine.
- **Une réflexion autour de l'expérience muséale** : Le Cambodge possède des compétences solides en gestion de musées, avec des expériences de qualité telles que le musée SOSORO à Phnom Penh, qui propose des expositions interactives et éducatives pour valoriser le patrimoine culturel du pays. Ce musée, parmi d'autres, illustre le savoir-faire des professionnels cambodgiens dans la création d'institutions culturelles innovantes.



Infrastructures et équipement

- × **Un accès inégal à la culture** : Les musées au Cambodge sont principalement concentrés à Phnom Penh, Battambang et Angkor, ce qui limite leur accessibilité et leur présence dans d'autres régions du pays, où l'offre culturelle reste moins développée.
- × **Une offre touristique peu diversifiée** : L'offre de tourisme culturelle au Cambodge n'est pas suffisamment diversifiée, se concentrant principalement sur le site d'Angkor et Phnom Penh, tout en négligeant d'autres sites remarquables comme le temple de Preah Vihar et des sites naturels exceptionnels, limitant ainsi l'attrait pour un public plus large et la durabilité de l'industrie

Inde (patrimoine)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



30 Ma

Revenus des ICC dans le pays en USD (1% du PIB)

37,7 M

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC



0,64%

Des dépenses des ménages consacrées à la culture

11,88 M

Emplois occupés par des femmes (31%)

4,51 M

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (12%)

21,02 Ma USD

D'exportations de biens et services culturels

4,77 Ma USD

Chiffre d'affaires du secteur informel

33,52 M

Nombre d'emplois informels dans les ICC (89%)





PRESENTATION DU SECTEUR

- > Le secteur du patrimoine historique et culturel en Inde est incroyablement riche, combinant monuments emblématiques, sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO (comme le Taj Mahal et les grottes d'Ajanta), et un vaste patrimoine immatériel (danses, rituels, festivals).
Ce patrimoine, crucial pour l'identité culturelle du pays, est aussi un moteur de l'économie grâce au tourisme. Les défis incluent la conservation face à l'urbanisation et au manque de ressources, mais des initiatives gouvernementales et des partenariats public-privé visent à renforcer la préservation et à valoriser ce secteur pour un développement durable et inclusif.

3.691

Monuments et sites
archéologiques protégés

389

Musées dont 145 ouverts au
cours des 9 dernières années

43

Sites classés au patrimoine
mondial de l'UNESCO

15

Pratiques et expressions du
patrimoine immatériel

PRINCIPAUX ACTEURS

- > **Le ministère de la Culture indien** joue un rôle essentiel dans la protection et la conservation du patrimoine culturel en élaborant des politiques, en gérant les sites historiques, en soutenant des initiatives culturelles, en fournissant des financements et en collaborant avec d'autres organismes pour promouvoir la richesse du patrimoine indien.
- > **L'Archaeological Survey of India (ASI)**, un bureau rattaché au département de la culture du ministère du tourisme et de la culture, est l'agence nodale du gouvernement indien pour les recherches archéologiques et la protection du patrimoine culturel de la nation.
- > **Les Etats indiens** contribuent à la préservation du patrimoine en protégeant les sites régionaux, en finançant la restauration, en sensibilisant le public, et en collaborant avec des ONG et le secteur privé pour promouvoir la conservation et le tourisme culturel.
- > **L'Indian National Trust for Art and Cultural Heritage (INTACH)** est une organisation non-gouvernementale qui travaille en collaboration avec des acteurs publics pour identifier, restaurer et protéger le patrimoine historique de l'Inde. Elle fournit une expertise technique, organise des ateliers et sensibilise à la conservation.
- > **La Fondation Aga Khan** préserve le patrimoine musulman en Inde en restaurant des sites historiques, comme le tombeau de Humayun, et en intégrant les communautés locales aux projets pour favoriser le développement économique et social.



Stratégie et gouvernance

- **Une stratégie pour la préservation du patrimoine** : Le gouvernement ambitionne de valoriser et protéger le patrimoine archéologique et bâti de l'Inde comme un moyen de renforcer les liens interculturels, d'affirmer l'identité nationale et de favoriser le développement socio-économique local. A cet effet, un groupe de travail a été constitué sous la présidence du Premier Ministre.
- × **Un secteur porté par l'initiative privée faute de moyens financiers** : 80% des projets et musées sont financés par des acteurs privés. Au niveau de l'Etat, le secteur est régi par **L'ASI** qui ne dispose pas du budget suffisant pour assurer ce mandat (80% du budget de la structure destiné au Taj Mahal)
- × **L'accent mis sur la préservation du patrimoine hindouiste** : Conformément à la vision gouvernementale, l'Etat concentre ses ressources et ses efforts sur des sites culturels et religieux liés à l'histoire et aux traditions hindoues, au détriment de certains autres patrimoines religieux, comme les monuments islamiques.



Entrepreneuriat et financement

- **Une simplification du processus de créations d'entreprises** : Le gouvernement indien a lancé le système de guichet unique national (NSWS) pour explorer et demander toutes les autorisations nécessaires à la création d'une entreprise. Il s'agit d'une plateforme numérique unique permettant aux investisseurs et aux entrepreneurs d'obtenir des autorisations et des habilitations de la part de l'État et du gouvernement central.
- **L'existence de mécanismes de financement des PME** : Le gouvernement a pris des mesures pour faciliter l'accès au crédit pour les MPME. Ainsi, les prêts bancaires aux MPME conformes aux directives peuvent être classés comme prêts aux secteurs prioritaires, sans nécessiter de garanties pour des montants allant jusqu'à 12 195 USD, tandis que le système TReDS facilite le financement des créances commerciales. Des mesures de restructuration ont été mises en place pour soutenir le secteur face aux tensions économiques.



Formation et compétences

- × **Un déficit en compétences des métiers du patrimoine** : On constate un important manque de profils techniques possédant des compétences en préservation / conservation du patrimoine et en management des arts et conduite de projets de façon plus globale.
- × **Un manque de ressources humaines publiques** : L'Indian National Trust for Art and Cultural Heritage (INTACH) ne dispose pas des effectifs nécessaires pour assurer l'inventaire des très nombreux monuments et sites archéologiques du patrimoine indien.



Infrastructures et équipement

- **Un très grand nombre de musées dont l'état varie** : L'Inde compte un total de 389 musées, dont 145 ont ouvert leurs portes au cours des 9 dernières années. Faute de moyens, ces musées sont très souvent vétustes.
- **L'utilisation du numérique au service du patrimoine** : L'Etat utilise le numérique pour la protection, la préservation et la promotion du digital (balayage laser, récolte de points satellitaires par drone, etc.)
- **Une connectivité très importante** : Avec plus de 600 M utilisateurs d'internet (43% de la population), l'Inde est un des pays les plus connectés. La population est très consommatrice de contenus culturels locaux sous format digital, ce qui amène des perspectives de développement d'une offre culturelle numérique.

Indonésie (cinéma)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



72,24 Ma

Revenus des ICC dans le pays en USD (5% du PIB)

20 M

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC



1,09%

Des dépenses des ménages consacrées à la culture



7,83 M

Emplois occupés par des femmes (39%)



2,56 M

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (13%)



8,5 Ma USD

D'exportations de biens et services culturels



10,76 Ma USD

Chiffre d'affaires du secteur informel



16,24 M

Nombre d'emplois informels dans les ICC (81%)



Indonésie (cinéma)

Présentation du secteur



PRESENTATION DU SECTEUR

- > Le cinéma indonésien est un secteur culturel majeur en Indonésie, jouant un rôle clé dans l'industrie du divertissement du pays. En pleine croissance, il bénéficie d'un public fidèle et d'une production locale de plus en plus dynamique, en particulier dans des genres populaires comme l'horreur. Les chaînes de cinémas et les sociétés de production sont en expansion, tandis que les plateformes de streaming, comme Netflix, contribuent à la visibilité internationale des films indonésiens. Le secteur continue de se développer, renforçant son impact culturel et économique.

8,2 Ma USD

Chiffres d'affaires du secteur en 2022

387.000

Emplois générés par le secteur en 2022

PRINCIPAUX ACTEURS

- > **Cinema 21** est la plus grande chaîne de cinémas en Indonésie et joue un rôle crucial dans la distribution des films à l'échelle nationale. En 2023, la chaîne a levé environ 130 millions de dollars via une introduction en bourse pour rembourser sa dette et investir dans son expansion. Avec des revenus de 326 millions de dollars en 2023, **Cinema 21** demeure un acteur dominant du secteur cinématographique indonésien.
- > **MD Pictures**, la société de production à l'origine du succès du film KKN di Desa Penari, est un acteur majeur de la production cinématographique en Indonésie. En 2023, MD Pictures a continué à générer des revenus importants, s'élevant à 23 millions de dollars, consolidant ainsi sa position en tant que producteur de films locaux très populaires.
- > **Come and See Pictures** est un acteur émergent mais influent dans le cinéma indonésien. Fondée par le réalisateur Joko Anwar, la société a connu un grand succès en 2023, avec des films comme Siksa Kubur, qui ont permis de vendre 4 millions de billets au cours des trois premières semaines. De plus, elle se diversifie dans le domaine des séries en développant des productions pour des plateformes de streaming comme Netflix, contribuant ainsi à l'internationalisation du cinéma indonésien.



Stratégie et gouvernance

- × **Des freins réglementaires** : Les défis réglementaires, comme l'application insuffisante des lois sur le droit d'auteur, freinent le développement de l'industrie audiovisuelle et favorisent le piratage. De plus, les démarches administratives complexes pour les permis de tournage, l'accès aux lieux ou l'importation d'équipements et de personnel nuisent à la productivité du secteur.
- × **Un manque de structuration du secteur** : L'absence d'une définition claire et consensuelle de l'industrie audiovisuelle complique la collecte de données fiables et l'évaluation de la productivité des différentes étapes de la chaîne de valeur. Elle est considérée comme une partie de l'économie créative du pays, mais des chevauchements existent entre ses 16 segments, incluant le développement de jeux et d'applications, la publicité ou les arts de la scène. Cela limite les efforts de structuration et de mesure du secteur.



Entrepreneuriat et financement

- × **Des difficultés d'accès au financement pour les films indépendants** : Le financement limité pour les projets de films indépendants freine le développement des compétences et la croissance organique du secteur, les ressources étant généralement dirigées vers les grandes sociétés de production.
- × **L'inexistence d'un cadre incitatif** : Le gouvernement n'a pas mis en place de cadre incitatif pour développer le secteur du cinéma. En revanche, certaines initiatives isolées peuvent être financées par le Ministère du tourisme et de l'Economie Créative.



Formation et compétences

- × **Un important besoin en main d'œuvre qualifiée** : La taille réduite de la main-d'œuvre et le besoin de compétences spécifiques limitent le développement des nouvelles productions dans une industrie en constante évolution. Il serait bénéfique de diversifier l'accès à des formations adaptées, notamment en production numérique, et de multiplier les opportunités de formation pratique sur le terrain.
- × **Un enjeu de requalification de requalification de la main d'œuvre existante** : Les besoins en requalification incluent la maîtrise des technologies numériques, des effets visuels, du marketing digital, des coproductions internationales, des formats immersifs, et des pratiques de production durable.

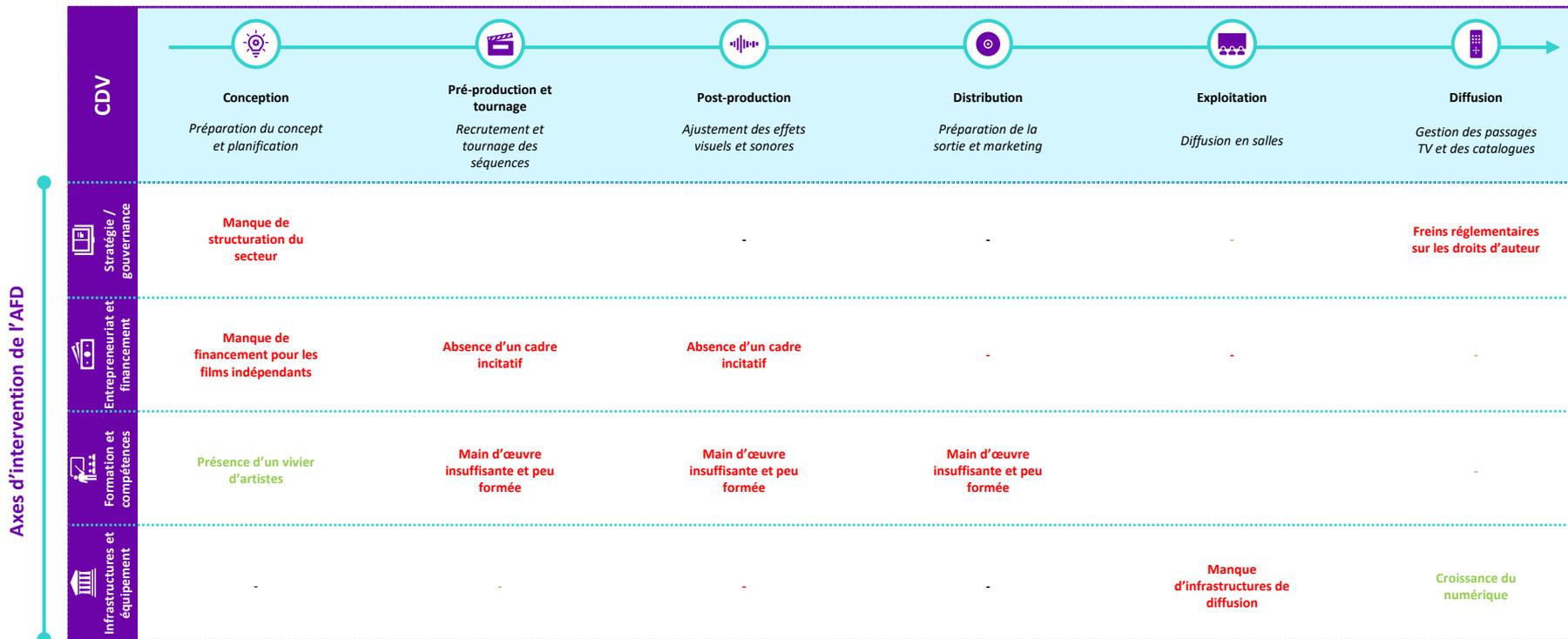


Infrastructures et équipement

- × **Un accès limité aux infrastructures** : L'Indonésie souffre d'un manque d'infrastructures de distribution et d'exploitation, telles que les écrans de cinéma, ce qui limite la diffusion des œuvres et freine le développement de l'industrie audiovisuelle.
- **L'adhésion au format numérique** : Le marché du streaming et la consommation de contenus numériques en Indonésie connaissent une croissance rapide, offrant ainsi des opportunités significatives pour la diffusion des œuvres cinématographiques locales.

Indonésie (cinéma)

Cartographie des besoins



*Sources : Analyse BearingPoint, Banque Mondiale, OIT, UNCTAD, « The Economic Impact of the Screen Industry in Indonesia – an opportunity” (PwC / LPEM, 2023), Sites web d'institutions gouvernementales

Vietnam (cinéma)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



21,26 M

Revenus des ICC dans le pays en USD (5% du PIB)

2,3 M

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC

2,22%

Des dépenses des ménages consacrées à la culture

1,1 M

Emplois occupés par des femmes (47%)

218.000

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (9%)

15.911 M USD

D'exportations de biens et services culturels

2.253 M USD

Chiffre d'affaires du secteur informel

1,55 M

Nombre d'emplois informels dans les ICC (68%)



Vietnam (cinéma)

Vue globale du secteur



PRESENTATION DU SECTEUR

- > Le secteur du cinéma au Vietnam connaît une croissance importante, avec une production locale en plein essor, une main d'œuvre qualifiée et l'augmentation très rapide des salles de cinéma. En revanche, l'industrie fait face à quelques défis comme les difficultés d'accès au financement des films indépendants qui dépendent principalement des fonds étrangers, une augmentation récente de la TVA qui réduit les recettes des professionnels et un besoin en accompagnement en adaptation du contenu, préparation à l'exportation pour accéder aux marchés internationaux.

85,33 M USD

Revenus estimés de l'industrie en 2024

+1000

Nombre de salles de cinéma construites depuis 2010

PRINCIPAUX ACTEURS

- > **Le ministère de la Culture, des Sports et du Tourisme** est l'autorité gouvernementale responsable de la gestion des politiques publiques liées à la culture, incluant la régulation de l'industrie cinématographique, le financement et la protection du patrimoine audiovisuel du Vietnam.
- > **Le Copyright Office of Viet Nam** est l'agence gouvernementale chargée de la gestion et de la protection des droits d'auteur, cet organisme assure la réglementation des œuvres cinématographiques et lutte contre le piratage et la contrefaçon dans l'industrie.
- > **La Vietnam Cinema Association** est une organisation professionnelle qui regroupe les professionnels du cinéma et défend leurs intérêts auprès des autorités. Elle joue un rôle important dans la régulation de l'industrie, l'organisation d'événements et la promotion du cinéma vietnamien à l'international.
- > **Vietnam National Film Studio** est le principal studio public responsable de la production et de la distribution de films vietnamiens à grande échelle.
- > **Galaxy Studio et CJ CGV Vietnam** sont les principaux opérateurs de salles de cinéma, offrant une distribution nationale et une forte implication dans les co-productions locales et internationales.



 <p>Stratégie et gouvernance</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'existence d'une stratégie en faveur des ICC : Le gouvernement vietnamien mise sur une stratégie nationale pour développer les industries culturelles, dont le cinéma, en renforçant les infrastructures, en promouvant les exportations culturelles et en favorisant les partenariats internationaux. Cette stratégie ambitionne de faire des ICC un secteur créateur d'emploi et générateur de revenu contribuant à 7 % du PIB d'ici 2030.→ L'émergence d'un cadre juridique du cinéma : La loi sur le cinéma adoptée en 2022 modernise le cadre juridique vietnamien pour soutenir la production nationale, attirer les investissements étrangers et promouvoir la distribution locale et internationale tout en renforçant les droits d'auteur et en régulant les contenus→ Existence d'un organisme de gestion collective : Le Copyright Office of Viet Nam organisme de gestion collective publique, assure la récolte des droits d'auteur pour le compte des professionnels du secteur
 <p>Entrepreneuriat et financement</p>	<ul style="list-style-type: none">→ Une simplification du processus des démarches administratives pour les productions étrangères : Le Vietnam propose des incitations attractives pour les tournages, notamment grâce à des lieux emblématiques variés, une assistance simplifiée pour l'obtention des permis de tournage, et des services de production à coût compétitif, incluant la location d'équipements et le soutien logistique via des réseaux locaux efficaces× Des difficultés d'accès au financement pour les films indépendants : Le financement du cinéma indépendant vietnamien reste un défi majeur, avec un soutien public limité, une dépendance aux co-productions internationales et des réticences des investisseurs locaux à soutenir des projets perçus comme risqués× Une augmentation de la taxation provoquant une réduction des recettes : L'augmentation de la TVA, passant de 5% à 10%, réduit les recettes de la billetterie. Les entreprises du secteur demandent une réduction de cette taxe, soulignant l'impact négatif sur la rentabilité et la capacité d'adaptation aux défis économiques mondiaux et à la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs
 <p>Formation et compétences</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'existence de formations de qualité : Au Vietnam, des institutions comme l'Université de Théâtre et de Cinéma de Hanoi, l'Université des Arts de Ho Chi Minh Ville jouent un rôle clé dans la formation en cinéma. Elles offrent des programmes spécialisés en storytelling, animation 3D, effets spéciaux, et autres compétences liées au cinéma et aux arts numériques, tout en collaborant avec des productions internationales prestigieuses→ Une expertise reconnue en post-production : Le Vietnam est reconnu pour son expertise croissante en post-production, grâce à des studios tels que Sparx*, qui collabore avec des franchises internationales comme Marvel et Star Wars, et Colorista Studio, spécialisé dans l'étalonnage et les effets visuels pour le cinéma et la publicité× Un déficit en compétences d'internationalisation : Les acteurs vietnamiens doivent être accompagnés pour cibler les marchés étrangers, adapter le contenu aux audiences internationales et intégrer les normes globales de production. Ces lacunes freinent le développement d'œuvres exportables et compétitives sur la scène mondiale, malgré un intérêt croissant pour le contenu vietnamien
 <p>Infrastructures et équipement</p>	<ul style="list-style-type: none">→ Une augmentation du nombre de salles de cinéma : Le nombre de cinéma a très rapidement augmenté durant les dernières années, passant de 100 en 2010 à plus de 1.100 en 2023. Cette augmentation témoigne de l'intérêt porté par la population pour le 7^{ème} art, en particulier dans les zones urbaines dont la population connaît une augmentation de son pouvoir d'achat.

Vietnam (cinéma)

Cartographie des besoins



Axes d'intervention de l'AFD

CDV	Conception <i>Préparation du concept et planification</i>	Pré-production et tournage <i>Recrutement et tournage des séquences</i>	Post-production <i>Ajustement des effets visuels et sonores</i>	Distribution <i>Préparation de la sortie et marketing</i>	Exploitation <i>Diffusion en salles</i>	Diffusion <i>Gestion des passages TV et des catalogues</i>
Stratégie / gouvernance	-	-	-	-	Organisation de festivals du cinéma	Existence d'un organisme de gestion collective
Entrepreneuriat et financement	Manque de financement pour les films indépendants	Incitations et démarches administratives simplifiées pour les productions étrangères	Manque de financement pour les films indépendants	-	Augmentation de la TVA engendrant une diminution des recettes	-
Formation et compétences	Présence d'un vivier d'artistes	Vivier de talents présent	Importante expertise en post-production et effets visuels	Existence d'un réseau de distribution	-	-
Infrastructures et équipement	-	Accès à des décors de qualité	-	-	Augmentation rapide du nombre de salles de cinéma	-

Balkans

Serbie (jeux vidéo) 🎮



Serbie (jeux vidéo)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



1,87 Ma

Revenus des ICC dans le pays en USD (2% du PIB)

90.220

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC



1,3%

Des dépenses des ménages consacrées à la culture

41.200

Emplois occupés par des femmes (45%)

4.800

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (5%)

508 M USD

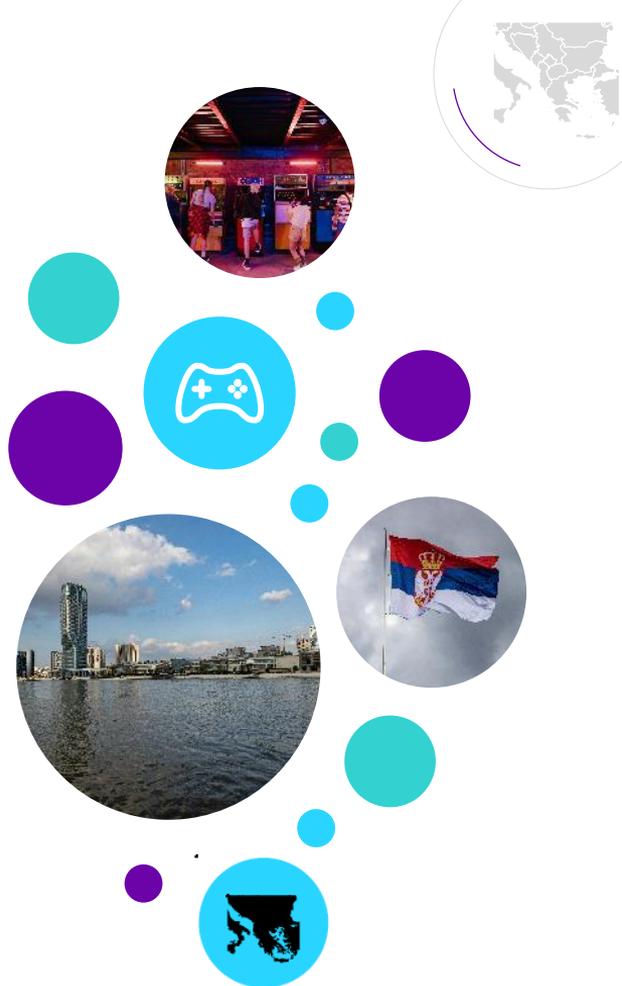
D'exportations de biens et services culturels

453 M USD

Chiffre d'affaires du secteur informel

16.060

Nombre d'emplois informels dans les ICC (18%)



Serbie (jeux vidéo)

Présentation du secteur



PRESENTATION DU SECTEUR

- > L'industrie du jeu vidéo en Serbie se développe rapidement, attirant des investissements internationaux et employant un nombre croissant de professionnels dans des villes comme Belgrade et Novi Sad.
Bien que le secteur soit relativement jeune, il est prometteur, avec des entreprises serbes participant à des projets globaux. Cependant, des défis comme le manque de formation spécialisée, des problèmes fiscaux et des difficultés d'accès au financement demeurent. Le gouvernement soutient également cette industrie en facilitant certains aspects administratifs.

185 M USD

Revenus du secteur des jeux vidéo en Serbie

4.300

Emplois générés par le secteur des jeux vidéo

PRINCIPAUX ACTEURS

- > L'**Association des jeux vidéo de Serbie (SGA)** est une organisation à but non lucratif qui soutient et développe l'industrie du jeu vidéo en Serbie. Elle vise à améliorer la compétitivité mondiale de ses membres, en renforçant la créativité et les talents locaux, tout en créant un écosystème favorable à la production et à la publication de jeux. L'**SGA** collabore avec des organismes gouvernementaux, des institutions éducatives et d'autres acteurs de l'industrie pour promouvoir la croissance du secteur et l'internationalisation des produits serbes.
- > Les **entreprises locales** implantées à Belgrade, Novi Sad et Nis, ainsi que des **géants mondiaux** tels que Take-Two Interactive, Playrix, Epic Games et Embracer Group, qui investissent dans le marché serbe et contribuent à son développement. Ces acteurs jouent un rôle clé dans l'expansion et la croissance de l'industrie locale.



 <p>Stratégie et gouvernance</p>	<ul style="list-style-type: none">✗ Pas de cadre stratégique en faveur des ICC : Les professionnels estiment que l'État ne met pas en place les incitations fiscales appropriées et que les démarches administratives sont excessivement contraignantes, freinant ainsi le développement du secteur.→ Un intérêt croissant de partenaires locaux : La Chambre de Commerce de Serbie et la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) collaborent activement avec l'écosystème du jeu vidéo, notamment en soutenant sa présence internationale (Gamescom 2023) afin de promouvoir les talents et opportunités du secteur→ L'existence d'un écosystème du jeu vidéo : L'écosystème du jeu vidéo en Serbie, organisé autour de la Serbian Games Association (SGA), regroupe une diversité d'acteurs, notamment des développeurs de jeux, des éditeurs, des studios de production, des entreprises de distribution, des plateformes de financement, ainsi que des institutions éducatives et des organismes de soutien à l'innovation. Ce réseau d'acteurs contribue à dynamiser et structurer l'industrie locale.
 <p>Entrepreneuriat et financement</p>	<ul style="list-style-type: none">✗ Des subventions publiques insuffisantes : Les revenus de l'industrie du jeu vidéo en Serbie proviennent principalement des ventes directes (69%) et des fonds propres (29%). Les investissements publics, en revanche, représentent seulement 8% des revenus.→ L'existence d'une plateforme de l'emploi dans le secteur : La plateforme Shift2Games en Serbie offre des ressources pour les jeunes talents du jeu vidéo, présentant 50 métiers du secteur avec des conseils pratiques pour se préparer et trouver des opportunités, le tout vérifié par les équipes RH des entreprises membres.→ Un secteur ouvert aux femmes : En Serbie, les femmes occupent 30 % des emplois dans l'industrie du jeu vidéo, un pourcentage qui constitue un record en Europe, reflétant une forte inclusion dans ce secteur.
 <p>Formation et compétences</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'émergence de formations : En Serbie, les formations en jeu vidéo se diversifient, avec des programmes universitaires comme ceux de la Faculté des Arts Dramatiques, de l'Université Métropolitaine et de l'Académie des Arts de Novi Sad, ainsi que des initiatives informelles proposées par des studios tels qu'Art Bully et Onyx Studio.→ L'existence d'une importance communauté numérique : La Serbie abrite une communauté dynamique de talents numériques, avec des initiatives visant à promouvoir l'éducation numérique et l'apprentissage tout au long de la vie.✗ Un besoin en management : Le secteur du jeu vidéo en Serbie fait face à un besoin important en compétences managériales, notamment pour la gestion d'équipes, la planification, la culture organisationnelle, la direction financière et la réglementation juridique, des responsabilités souvent assumées par des créatifs sans formation préalable dans ces domaines.
 <p>Infrastructures et équipement</p>	<ul style="list-style-type: none">→ Des infrastructures numériques accessibles : La Serbie bénéficie d'une infrastructure numérique de qualité à faible coût, avec un accès Internet rapide et abordable, un atout majeur pour le secteur du jeu vidéo.→ Une connectivité accrue entre les lieux de production : Le réseau de transport, notamment le train rapide reliant Belgrade à Novi Sad en 30 minutes, facilite grandement les flux humains et la participation aux événements entre ces deux pôles stratégiques.

Maroc (jeux vidéo)

Cartographie des besoins



Axes d'intervention de l'AFD

CDV	Conception <i>Préparation du concept et planification</i>	Pré-production <i>Elaboration du script et conception artistique</i>	Développement <i>Programmation du contenu du jeu</i>	Lancement marché <i>Préparation de la sortie et marketing</i>	Post-lancement <i>Gestion des problèmes techniques</i>
Stratégie / gouvernance	-	Pas de cadre stratégique en faveur du secteur	-	Secteur soutenu par des partenaires internationaux	-
Entrepreneuriat et financement	-	Subventions publiques insuffisantes Existence d'une plateforme de l'emploi	Subventions publiques insuffisantes Existence d'une plateforme de l'emploi	-	-
Formation et compétences	Présence d'un vivier d'artistes Existence d'une plateforme de l'emploi	Présence d'un vivier d'artistes	Vivier de talents numériques Existence d'une plateforme de l'emploi	Manque de compétences en management	Vivier de talents numériques
Infrastructures et équipement	-	-	Infrastructures réseau de qualité	-	Infrastructures réseau de qualité

Caraïbes

Haïti (arts de la scène) 🎭



Haïti (arts de la scène)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



622 M

Revenus des ICC dans le pays en USD (3% du PIB)

79.960

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC

3%

Des dépenses des ménages consacrées à la culture

34.500

Emplois occupés par des femmes (43%)

16.600

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (20%)

- M USD

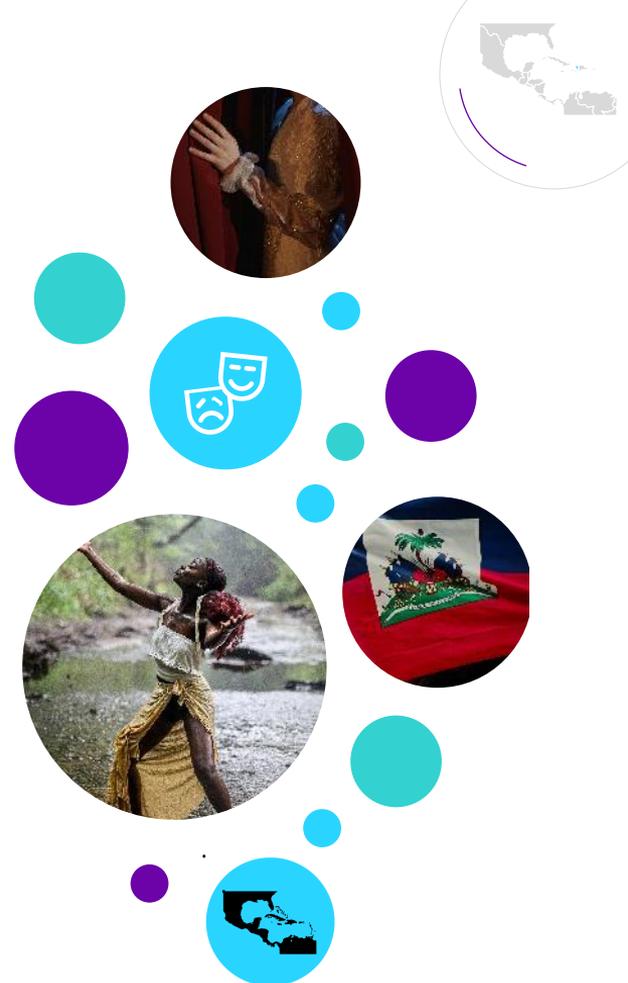
D'exportations de biens et services culturels

161 M USD

Chiffre d'affaires du secteur informel

73.240

Nombre d'emplois informels dans les ICC (92%)





PRESENTATION DU SECTEUR

- > Le secteur des arts de la scène en Haïti fait face à plusieurs défis structurels. Malgré la richesse du patrimoine culturel, il souffre d'une absence d'infrastructures modernes pour les représentations, ce qui limite l'accès du public à la culture.
Les artistes peinent également à accéder à un financement stable, et le manque de reconnaissance institutionnelle du statut d'artiste complique leur professionnalisation. La situation sécuritaire et économique actuelle affecte négativement la production et la diffusion des œuvres, malgré les efforts d'acteurs comme le ministère de la Culture, FOKAL, et l'Institut français d'Haïti pour soutenir et structurer ce secteur.

PRINCIPAUX ACTEURS

- > **Le ministère de la Culture et de la Communication** est chargé de promouvoir et de protéger les arts de la scène en Haïti, en développant des politiques culturelles et en soutenant des initiatives locales pour renforcer la scène artistique à travers des programmes d'éducation, de subventions et d'événements culturels
- > **Le Centre d'Art est une institution emblématique en Haïti**, dédiée à la promotion des arts visuels et des arts de la scène, offrant des espaces d'exposition, des formations et des événements pour les artistes, et jouant un rôle central dans la structuration du secteur artistique haïtien
- > **La Fondation Connaissance et Liberté (FOKAL)** soutient des projets artistiques et culturels en Haïti, en créant des espaces de réflexion et d'expression pour les artistes, tout en facilitant leur accès à des formations et des ressources pour encourager la créativité et l'innovation dans les arts
- > **L'Association Quatre Chemins est un acteur clé dans la promotion des arts de la scène en Haïti**, organisant des festivals, des ateliers et des programmes communautaires pour favoriser l'épanouissement des artistes locaux et encourager l'accès du public à la culture

Haïti (arts de la scène)

Opportunités et freins



Stratégie et gouvernance

- × **Pas de cadre stratégique en faveur des ICC** : En Haïti, il n'existe pas de cadre stratégique structuré pour les industries culturelles et créatives (ICC), et le statut d'artiste n'est pas officiellement reconnu. Cela entrave la professionnalisation du secteur et la mise en place de politiques publiques adaptées pour soutenir son développement. Cette absence de reconnaissance et de soutien institutionnel limite les possibilités de financement, d'infrastructures et de visibilité pour les créateurs haïtiens.



Entrepreneuriat et financement

- × **Des subventions publiques insuffisantes** : Le budget du ministère de la Culture est insuffisant et lui permet d'assurer son fonctionnement. Les artistes peuvent obtenir des financements publics sous forme de cachets lors de leur participation aux manifestations telles que le festival de jazz.
- × **Une difficulté d'accès au financement privé** : Le secteur est encore perçu comme risqué et les acteurs peinent à avoir accès au crédit des banques commerciales



Formation et compétences

- **L'existence de formations musicales** : En Haïti, des formations musicales sont proposées par des institutions comme l'École de Musique Sainte Trinité, l'École Nationale des Arts (ENARTS) et l'Institut de Musique et de Musicologie Zanmari Baré, qui offrent des programmes en musique classique, traditionnelle et contemporaine. Des initiatives internationales, telles que le programme CIIF en Haïti financé par la Banque de Développement des Caraïbes, soutient les artistes à travers une formation intensive en techniques artistiques, entrepreneuriat créatif et développement professionnel, visant à renforcer leurs capacités et leur accès au marché international.
- × **Un manque de profils spécialisés** : Le secteur connaît un important besoin en techniciens (son et lumière) et en compétences de gestion de projets culturels.



Infrastructures et équipement

- × **Un manque d'infrastructures d'enregistrement** : Les studios d'enregistrement sont en nombre peu suffisants et difficilement accessible au vu de la crise sécuritaire que traverse le pays.
- × **Un manque d'infrastructures de représentations** : Les artistes peinent à accéder à des scènes pour promouvoir leur art, et en raison de la situation politique que traverse le pays, les principaux festivals sont reportés ou annulés.

Haïti (arts de la scène)

Cartographie des besoins



Axes d'intervention de l'AFD

CDV	Conception <i>Préparation du concept et planification</i>	Production <i>Recrutement des acteurs et techniciens, mise en scène</i>	Répétition <i>Travail sur le jeu, la performance, les effets visuels et sonores</i>	Représentation <i>Exposition dans des salles et des festivals</i>	Promotion <i>Captation visuelle / sonore et promotion</i>
Stratégie / gouvernance	-	-	-	Annulation d'événements et festivals	Manque de visibilité à l'international
Entrepreneuriat et financement	-	Absence d'incitations publiques	Absence d'incitations publiques	-	-
Formation et compétences	Présence d'un vivier d'artistes	Existence de formations artistiques	Manque de profils techniciens (sons et lumières)	-	-
Infrastructures et équipement	-	-	Manque d'infrastructure de répétitions	Manque d'accès à des scènes	-

Indopacifique

Madagascar (patrimoine) 

Maurice (patrimoine) 



Madagascar (patrimoine)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



275 M

Revenus des ICC dans le pays en USD (2% du PIB)

419.240

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC

2%

Des dépenses des ménages consacrées à la culture

198.180

Emplois occupés par des femmes (47%)

117.850

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (28%)

- M USD

D'exportations de biens et services culturels

98,38 M USD

Chiffre d'affaires du secteur informel

402.890

Nombre d'emplois informels dans les ICC (96%)



Madagascar (patrimoine)

Présentation du secteur



PRESENTATION DU SECTEUR

- > Le secteur du patrimoine à Madagascar est en pleine dynamique de préservation, avec un focus sur la biodiversité unique de l'île. Le pays s'engage activement dans des initiatives pour protéger son patrimoine naturel, tout en mettant en valeur ses pratiques culturelles traditionnelles, comme le Hiragasy, inscrit au patrimoine immatériel de l'UNESCO.

Le gouvernement et divers acteurs se concentrent sur la conservation des écosystèmes et des sites historiques, tout en favorisant le développement durable pour maintenir cet héritage pour les générations futures.

3

Biens inscrits sur la liste du patrimoine mondial

7

Sites inscrits sur la liste indicative du patrimoine mondial

PRINCIPAUX ACTEURS

- > Les **Amis du Patrimoine de Madagascar (APM)** sont une ONG créée en 1992. Elle se consacre à la préservation et à la valorisation du patrimoine culturel malgache à travers diverses actions comme l'identification, la documentation, la recherche, la conservation, la promotion, la sensibilisation et la transmission. Elle joue également un rôle clé dans la revitalisation des pratiques culturelles et la restauration des sites historiques à Madagascar.
- > Les **acteurs du tourisme à Madagascar**, tels que les agences de voyages, les hôteliers et les guides, jouent un rôle clé dans la préservation du patrimoine naturel de l'île. Ils sont appelés à s'engager activement dans des pratiques durables pour protéger et valoriser les ressources naturelles et culturelles, contribuant ainsi à la fois au développement du

secteur touristique et à la conservation du patrimoine national.

- > La **Commission Nationale malgache pour l'UNESCO (COMNAT)** a pour mission de protéger et de promouvoir le patrimoine culturel et naturel de l'île. Elle veille à la conservation des sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial, en coordonnant les efforts nationaux et internationaux et en gérant les fonds alloués par l'UNESCO pour ces projets. Cette commission joue un rôle essentiel dans l'intégration des sites de Madagascar dans les initiatives mondiales de préservation du patrimoine

Madagascar (patrimoine)



Opportunités et freins

 <p>Stratégie et gouvernance</p>	<ul style="list-style-type: none">→ Une volonté nationale de sauvegarder le patrimoine : Le ministère de l'Environnement et du Développement Durable de Madagascar élabore des stratégies et plans d'action ambitieux en faveur de la préservation du patrimoine naturel, comme la Stratégie Nationale sur la Biodiversité, présentée à la COP 16, qui vise à protéger les écosystèmes uniques de l'île.→ Une volonté régionale de développer les ICC : La Commission de l'Océan Indien porte un projet dédié aux industries culturelles et créatives (ICC) visant à renforcer les infrastructures culturelles, développer l'écosystème créatif, soutenir les compétences des acteurs culturels, et améliorer la gouvernance× Un manque de concertation entre les acteurs : L'absence d'un cadre structuré de concertation pour l'élaboration des stratégies liées aux aires protégées à Madagascar limite la prise en compte des enjeux et intérêts des différentes parties prenantes, freinant ainsi une gestion inclusive et durable.
 <p>Entrepreneuriat et financement</p>	<ul style="list-style-type: none">× Des difficultés dans l'accès au financement : Madagascar rencontre des difficultés majeures pour mobiliser des financements suffisants en vue de la gestion efficace de ses aires protégées, freinant les efforts de conservation et de préservation de la biodiversité.× Des financements internationaux inconstants : Les financements internationaux pour la préservation de la biodiversité à Madagascar sont marqués par leur inconstance, souvent limités à des périodes de 3 à 5 ans, avec des montants variables et des affectations spécifiques, rendant difficile une planification durable à long terme.
 <p>Formation et compétences</p>	<ul style="list-style-type: none">× Une offre de formation insuffisante : À Madagascar, il existe une carence de programmes de formation spécialisés dans les métiers du patrimoine, ce qui entrave le développement des compétences nécessaires à la gestion, la conservation et la valorisation de son patrimoine culturel.× Un besoin en compétences managériales : Les gestionnaires d'aires protégées à Madagascar font face à un besoin crucial de renforcement de compétences managériales pour assurer une gestion efficace et durable de ces espaces (ressources humaines, gestion financière, logistique, etc.)
 <p>Infrastructures et équipement</p>	<ul style="list-style-type: none">× Une diminution des surfaces forestières: Chaque année, un tiers de Madagascar est touché par des incendies liés à l'agriculture sur brûlis, particulièrement sur le plateau Mahafaly et dans les forêts du Nord, entraînant des dégâts environnementaux majeurs comme l'érosion et l'épuisement des ressources en eau.

Maurice (patrimoine)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



503,9 M

Revenus des ICC dans le pays en USD (4% du PIB)

19.600

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC

2%

Des dépenses des ménages consacrées à la culture

8.010

Emplois occupés par des femmes (41%)

2.030

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (10%)

- M USD

D'exportations de biens et services culturels

97,95 M USD

Chiffre d'affaires du secteur informel

6.640

Nombre d'emplois informels dans les ICC (34%)



Maurice (patrimoine)

Présentation du secteur



PRESENTATION DU SECTEUR

- > Le patrimoine de Maurice est un secteur clé, mêlant histoire coloniale et diversité culturelle. Des sites comme Aapravasi Ghat, inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, et des temples hindous comme Maheswarnath et Grand Bassin, témoignent de la richesse historique et spirituelle de l'île.
Le secteur du patrimoine contribue à l'attrait touristique, favorisant à la fois la préservation et la valorisation de ce patrimoine unique. Ces sites, par leur importance culturelle et touristique, sont essentiels à l'identité de Maurice.

2

Nombre de sites du patrimoine mondial

7

Musées présents dans le pays (dont 5 spécialisés)

PRINCIPAUX ACTEURS

- > le **ministère des Arts et du Patrimoine culturel de Maurice** est chargé de la préservation, de la gestion et de la promotion du patrimoine culturel du pays, y compris la conservation des monuments historiques, la protection des traditions et la valorisation des arts et de la culture mauriciens.
- > Le **National Heritage Fund (NHF)** est un organisme clé chargé de la préservation, de la gestion et de la promotion du patrimoine culturel et naturel de l'île Maurice. Il identifie, restaure et valorise les sites patrimoniaux tout en sensibilisant le public à leur importance. Le **NHF** soutient également des initiatives pour protéger les traditions locales et les monuments historiques.
- > Le **Aapravasi Ghat Trust Fund** est une institution dédiée à la préservation, la restauration et la valorisation du site patrimonial de l'Aapravasi Ghat, à Maurice. Sa mission inclut la gestion du site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, la promotion de l'histoire des travailleurs sous contrat et le soutien à la recherche et aux initiatives éducatives pour sensibiliser le public à l'importance de ce patrimoine unique.
- > Le **Morne Heritage Trust Fund** est une institution dédiée à la gestion et à la protection du site du Morne, inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO. Sa mission principale est de préserver l'intégrité du site, de sensibiliser le public à son patrimoine culturel et historique, et de promouvoir son importance en tant que symbole de liberté.

Maurice (patrimoine)

Opportunités et freins



 <p>Stratégie et gouvernance</p>	<ul style="list-style-type: none">→ Une volonté nationale de sauvegarder le patrimoine : À Maurice, il existe un acteur public, le National Heritage Fund (NHF), chargé de la préservation, de la gestion et de la valorisation du patrimoine culturel et historique de l'île.→ Une volonté régionale de développer les ICC : La Commission de l'Océan Indien porte un projet dédié aux industries culturelles et créatives (ICC) visant à renforcer les infrastructures culturelles, développer l'écosystème créatif, soutenir les compétences des acteurs culturels, et améliorer la gouvernance× Un manque de concertation entre les acteurs : L'absence d'un cadre structuré de concertation pour l'élaboration des stratégies liées aux aires protégées à Madagascar limite la prise en compte des enjeux et intérêts des différentes parties prenantes, freinant ainsi une gestion inclusive et durable.
 <p>Entrepreneuriat et financement</p>	<ul style="list-style-type: none">→ Des mécanismes de financement publics : La Banque de Développement de Maurice (EDB) met en place plusieurs incitations pour soutenir les industries culturelles et créatives (ICC) dans le pays, en offrant des programmes financiers et des facilités pour encourager les investissements dans ce secteur dynamique. Ces initiatives visent à promouvoir la croissance des ICC en facilitant l'accès aux financements et en soutenant l'innovation et la diversification des activités culturelles.→ L'intervention du secteur privé : À Maurice, les conglomérats sucriers s'engagent dans le mécénat en faveur du patrimoine en finançant la restauration de sites historiques, la promotion des traditions locales et l'organisation d'événements culturels, contribuant ainsi à préserver et valoriser l'héritage de l'île.
 <p>Formation et compétences</p>	<ul style="list-style-type: none">→ L'existence de formations : Il existe plusieurs programmes de formation en conservation du patrimoine à Maurice, tels que ceux proposés par le National Heritage Fund (NHF), l'Our Heritage Foundation, et divers instituts spécialisés en gestion du patrimoine culturel.× Un grand besoin en architectes : À Maurice, une grande partie des constructions se réalisent sans architecte en raison du manque de professionnels qualifiés dans le domaine, ce qui limite la qualité et l'innovation des projets.
 <p>Infrastructures et équipement</p>	<ul style="list-style-type: none">→ Une diminution des surfaces forestières : À Maurice, il existe plusieurs musées et des expositions itinérantes organisées dans tout le pays, permettant ainsi de promouvoir l'histoire, la culture et le patrimoine local à un large public. Ces expositions offrent une opportunité de découvrir le patrimoine culturel et historique de l'île tout en facilitant l'accès à la culture à travers des lieux mobiles et interactifs× Un manque de musées : Le pays abrite un faible nombre de musées, tels que le Musée Blue Penny, le Musée de l'Aventure du Sucre et le Musée Intercontinental de l'Esclavage, qui a ouvert en 2023 pour aborder l'histoire de l'esclavage dans la région.

Proche et Moyen-Orient

Liban (cinéma)



Liban (cinéma)

Vue globale des Industries Culturelles et Créatives

 Indice de confiance élevé  Indice de confiance modéré  Indice de confiance faible



1.000 M

Revenus des ICC dans le pays en USD (5% du PIB)

92,4 K

Nombre d'emplois dans le secteur des ICC



2%

Des dépenses des ménages consacrées à la culture

28,2 K

Emplois occupés par des femmes (30%)

14,75 K

Emplois occupés par de jeunes actifs de 15-24 (16%)

388 M USD

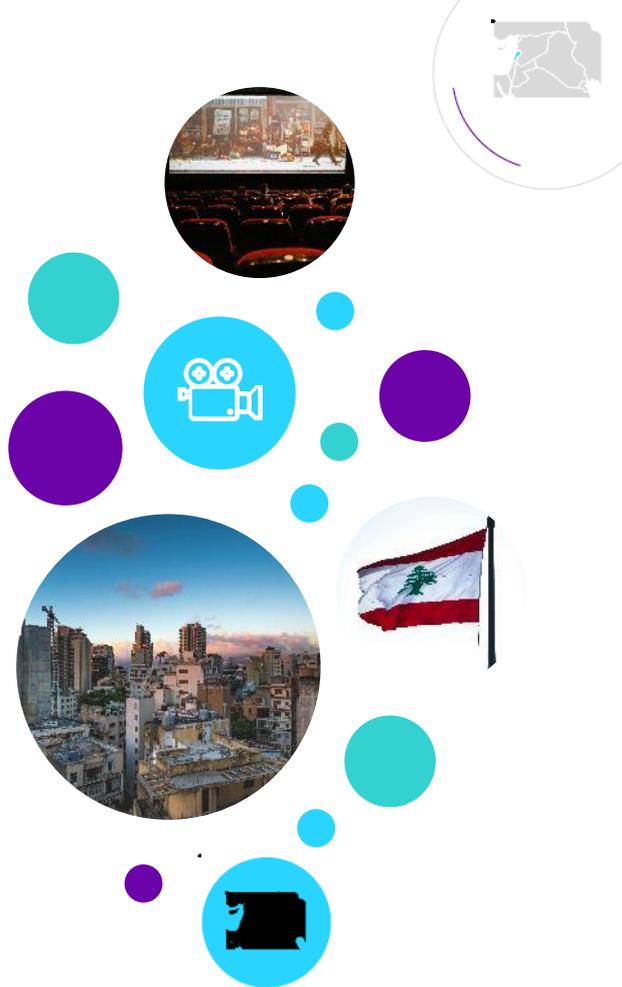
D'exportations de biens et services culturels

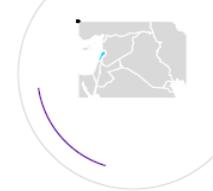
294 M USD

Chiffre d'affaires du secteur informel

51,24 K

Nombre d'emplois informels dans les ICC (55%)





PRESENTATION DU SECTEUR

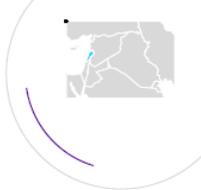
- > Le cinéma libanais, reconnu pour sa créativité et sa visibilité internationale, fait face à des défis majeurs. La crise économique a entraîné la fermeture de nombreuses infrastructures de diffusion, et le secteur souffre d'un manque de soutien étatique et de syndicats efficaces.
De plus, la censure, les lourdeurs administratives et l'absence de financement structuré limitent son développement. Malgré ces obstacles, les cinéastes libanais continuent de produire des œuvres marquantes, témoignant de la résilience et du dynamisme de la scène culturelle locale

78,8 M USD
Revenus du secteur du
cinéma libanais en 2019

108
Ecrans de cinéma dans le
pays

PRINCIPAUX ACTEURS

- > Le **ministère de la Culture**, bien qu'affaibli par un manque de ressources, est officiellement chargé de promouvoir et de soutenir le cinéma libanais, mais son rôle reste limité en raison de budgets insuffisants et d'un cadre de gouvernance inefficace.
- > Les **festivals** comme le **Festival international du film de Beyrouth** ou Beirut DC jouent un rôle crucial dans la promotion des films locaux et la création de plateformes d'échange culturel.
- > Les **institutions de formation** comme l'Académie Libanaise des Beaux-Arts (ALBA) et l'Université Libanaise sont des piliers dans l'éducation des professionnels du secteur, offrant des programmes de haute qualité adaptés aux exigences de l'industrie.
- > Les **fonds internationaux et festivals étrangers** comblent en partie l'absence de financements locaux, offrant un soutien indispensable à de nombreux projets cinématographiques.
- > Les **cinéastes et producteurs indépendants**, tels que Nadine Labaki et Ziad Doueiri, assurent la renommée internationale du cinéma libanais malgré des conditions de production souvent précaires.



Stratégie et gouvernance

- × **Des procédures administratives contraignantes** : Le cinéma libanais est freiné par des lourdeurs administratives et une censure importante de la part de l'Etat qui entrave la créativité et l'autonomie des productions
- × **Un cadre de gouvernance insuffisant** : Le cinéma libanais souffre d'un manque de soutien institutionnel, avec un rôle minimal de l'État et des syndicats, une insuffisance de financements publics, l'absence de réformes fiscales et une corruption généralisée freinant son développement



Entrepreneuriat et financement

- × **Une forte dépendance aux investisseurs privés**: Le cinéma libanais s'est traditionnellement développé grâce à des financements privés provenant d'investisseurs individuels, en raison de l'absence de mécanismes de soutien étatique et du désintérêt des banques pour investir dans le secteur culturel, perçu comme risqué et peu rentable. Le mode de financement actuel ne permet pas l'amorçage de projets culturels, notamment dans le secteur du cinéma.
- × **L'effondrement du système bancaire** : La crise économique et bancaire a exacerbé la précarité du secteur, laissant de nombreux producteurs sans revenus ni accès aux fonds nécessaires pour terminer leurs projets, entraînant une paralysie de la production et une réduction des sorties en salles



Formation et compétences

- **L'existence de formations** : Le Liban offre de bonnes formations dans le domaine du cinéma, avec des institutions reconnues telles que l'Université Libanaise de Beyrouth (ULB) et l'Académie des Beaux-Arts, qui proposent des programmes complets. De plus, des écoles comme l'Académie Libanaise des Beaux-Arts (ALBA) et l'ESRA (École Supérieure de Réalisation Audiovisuelle) offrent des formations spécialisées qui sont considérées parmi les meilleures du pays
- × **Une importante fuite des talents** : Faute de débouchés professionnels au Liban, de nombreux talents du cinéma et des arts sont contraints de partir vers les pays du Golfe, en particulier l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis, où des investissements croissants dans les industries culturelles offrent de meilleures opportunités de carrière et de développement

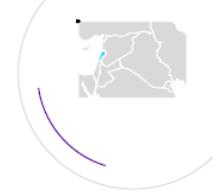


Infrastructures et équipement

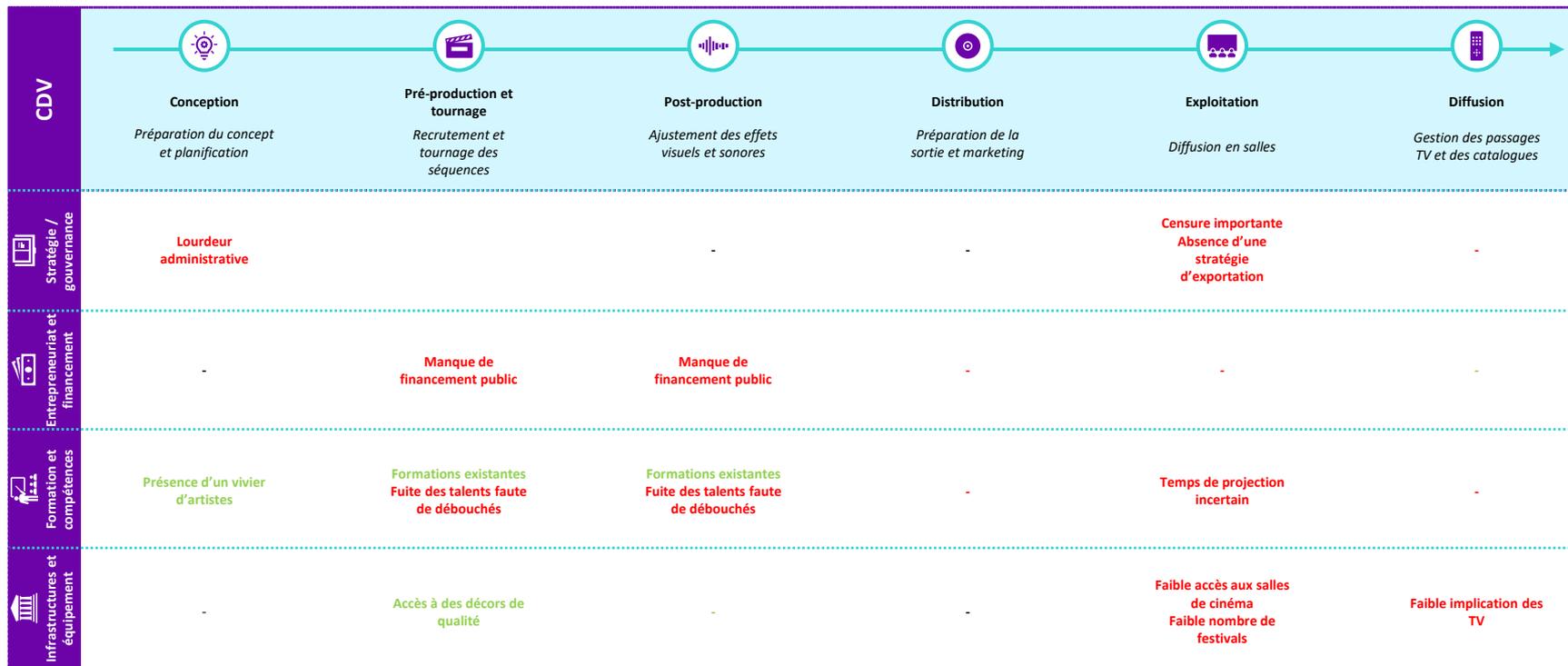
- × **Le manque d'accès aux infrastructures de diffusion** : Les infrastructures de diffusion au Liban, telles que les cinémas et autres espaces culturels, sont majoritairement fermées en raison de la crise économique et politique prolongée, limitant l'accès du public à la culture et freinant la relance du secteur
- × **Le manque d'implication de la télévision dans la diffusion** : Malgré le succès du cinéma libanais tant au niveau national qu'international, la télévision locale joue un rôle limité dans la diffusion des productions libanaises. En effet, les films et courts-métrages libanais sont rarement diffusés sur les chaînes locales, privant ainsi le public qui, pour diverses raisons, n'irait pas au cinéma, d'un accès à ces œuvres, ce qui représente une perte financière pour l'industrie.

Liban (cinéma)

Cartographie des besoins



Axes d'intervention de l'AFD





BearingPoint®